



Mutation à Moscou

A première vue, on peut se demander pourquoi M. Gorbatchev, déjà détenteur d'un pouvoir énorme en tant que secrétaire général du PC soviétique, a éprouvé le besoin de concentrer davantage les leviers de commande en proposant à la conférence de son parti de lui tailler sur mesure le poste de « président du Soviet suprême », une sorte de chef d'Etat doté de pouvoirs assez analogues à ceux d'un François Mitterrand en France ou d'un Ronald Reagan aux Etats-Unis. L'heure n'est-elle pas en URSS, comme il le proclame lui-même, à la démocratie, à l'autogestion et à la décentralisation ?

En fait, cette mesure va bien dans le sens de la démocratisation recherchée, mais par une approche indirecte. Dans l'immédiat, M. Gorbatchev est hanté par le souvenir de ce qui est arrivé à l'un de ses prédécesseurs, Nikita Khrouchtchev, un réformateur comme lui, chassé du pouvoir en 1964 par une révolution de palais. S'il obtient ce qu'il demande, sa destitution éventuelle devrait être ratifiée par un Soviet suprême nouvelle manière se prononçant au scrutin secret, ce qui devrait le mettre à l'abri de ce genre de surprise.

A plus long terme, il s'agit de casser une des prérogatives essentielles de l'appareil du parti et de son émanation privilégiée que sont le comité central et son bureau politique : celle de décider dans le secret du Kremlin, entre quelques dizaines de personnes, des grandes comme des petites questions, du choix du numéro un à l'intervention en Afghanistan, en passant par les orientations de l'économie et la direction de la vie culturelle. Le fait que les chefs locaux du parti devront rechercher eux aussi la légitimité populaire auprès de leurs députés confirme ce désir de rupture.

M. Gorbatchev parviendra-t-il à ses fins ? Il est significatif que le secrétaire général, peu prolix sur les changements dans les mécanismes économiques, ait été beaucoup plus précis sur la réforme de l'Etat que sur celle du parti, un domaine dans lequel il a visiblement encore plus de difficulté à progresser.

C'est pourtant là le nœud du problème : la docilité actuelle des « parlementaires » soviétiques et la paralysie qui en résulte pour le système des soviets tiennent beaucoup moins à ses structures qu'à la position dominante qu'y occupe le parti, maître, en particulier, des carrières des députés, comme des surrues.

Il n'empêche, ce renforcement du rôle de l'Etat et de ses instances élues est un coup de canif supplémentaire dans la machine totalitaire du parti unique, première responsable de la dégénérescence d'un « socialisme » dont M. Gorbatchev admet à peu près ouvertement la faillite. Sans doute ne va-t-il pas aussi loin que M. Deng Xiaoping, qui déconseillait récemment à plusieurs visiteurs venus du tiers-monde de suivre l'exemple soviétique ou chinois, il reste que le socialisme proposé par le numéro un soviétique, avec sa démocratie et ses droits de l'homme, se veut très différent de l'ancien.

(Lire nos informations page 2.)

M 0147 - 0630 D - 4,50 F



3790147004500 06300

La déclaration de politique générale du premier ministre devant le Parlement

M. Michel Rocard place son deuxième gouvernement et son action sous le signe d'un « nouvel espoir »

Le président de la République a, le mercredi 29 juin en conseil des ministres, réuni le gouvernement, dont la composition avait été annoncée la veille, et qui marque une nouvelle étape de l'ouverture. Aux 26 membres socialistes de cette équipe s'ajoutent, en effet, 23 ministres et secrétaires d'Etat non socialistes, dont 6 centristes. L'un d'entre eux, M. Jean-Pierre Soisson (ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), a justifié sa démarche par

son accord « avec l'approche des problèmes de la société » de M. Mitterrand et Rocard, et a précisé qu'il n'agissait pas contre la volonté de M. Barre. Dans la déclaration de politique générale qu'il devait prononcer mercredi 29 dans l'après-midi pour définir le cadre de son action, M. Michel Rocard devait mettre l'accent sur la réconciliation et la solidarité, conditions selon lui de la nécessaire modernisation du pays, et plaider pour un « nouvel espoir ».

La Lettre à tous les Français du président de la République constitue la charte de l'action gouvernementale. La déclaration de politique générale que M. Michel Rocard devait prononcer, le mercredi après-midi 29 juin, devant la nouvelle Assemblée nationale, était conçue pour traduire les orientations présidentielles, organisées autour de trois thèmes : la réconciliation, la modernisation et la performance.

Réconciliation : sur ce thème, M. Rocard pouvait placer en exergue le récent accord conclu à Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Celui-ci est venu à point nommé pour illustrer une méthode de gouvernement faite de patience et de recherche systématique du consensus. Méthode que les socialistes ne semblaient pas tous disposés à admettre. La réconciliation, c'est aussi œuvrer pour réduire l'écart qui sépare la vie quotidienne et l'action

politique et inscrire celle-ci dans la durée. La réconciliation, c'est, enfin, l'ouverture, cette fois réussie bien qu'encore imparfaite, dans la formation de son deuxième gouvernement. Elle n'est pas spectaculaire, mais elle est profonde. M. Jean-Marie Rausch, maire centriste de Metz, n'a pas de notoriété nationale, mais il est l'un des notables les plus influents dans sa région, la Lorraine, et dans la famille centriste.

Le nom de M. Théo Braun a pu apparaître encore plus surprenant à l'opinion publique, mais il s'agit en fait d'un ren-

fort particulièrement important, car il est l'un des patrons du centrisme alsacien et l'un des piliers financiers du CDS. Enfin, M. Jean-Pierre Soisson est, en apparence, le plus gros poisson de l'ouverture, car il est l'un des plus proches lieutenants de M. Raymond Barre. Même si son passé politique militant — il fut l'un des fondateurs du PR — heurte les socialistes, il personnifie le rapprochement qui s'esquisse entre M. Mitterrand et M. Barre.

Si bien que, pour reprendre la terminologie chère à M. Giscard d'Estaing, qui distingue entre la « grande ouverture » qu'il propose (un gouvernement URC-PS) et la « petite ouverture », celle du « ralliement » à M. Mitterrand, il est clair que nous sommes en présence d'une moyenne ouverture.

J.-M. C. et J.-Y. L.

(Lire la suite page 6.)

Et alors, chers téléspectateurs, il se passe une scène tout à fait extraordinaire. Le Roi, fraîchement couronné, fait appeler son chambellan, son fidèle Michel (dit l'Intin l'ouverture) et lui dit cette chose si comble, singulière : « Je veux des télé nouvelles, des nouvelles des husbands, des nouvelles de tous horizons, n'importe qui... même Schenck, Schenck, Schenck, ou Deauville ? »



Une découverte française pourrait bouleverser les fondements de la physique

La mémoire de la matière

Un groupe de biologistes français et étrangers dirigé par le docteur Jacques Benveniste, directeur de recherche (unité 200) à l'INSERM, révèle, dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique Nature, avoir réussi à mettre en évidence un phénomène encore inexplicable, qui pourrait bouleverser les conceptions actuelles sur la structure de la matière.

Après de longs mois d'hésitations, la prestigieuse revue scientifique britannique Nature s'est enfin résolue à publier ce qui est, selon son directeur, M. John Maddox, un phénomène « incroyable » : la preuve apportée par une équipe de biologistes internationaux, conduite par un Français, le docteur Jacques Benveniste (Institut national de la santé et de la recherche médicale), qu'une information biologique spécifique peut être transmise par de l'eau *a priori* pure ; ou encore que l'eau est capable de conserver le « souvenir » de molécules biologiquement actives ayant été à son contact mais qui, à la suite de dilutions répétées, ont fini par disparaître. Ainsi, on pourrait penser qu'il peut exister des « effets moléculaires sans molécules », une conclusion qui, parce qu'elle bouleverse les principes essentiels sur lesquels se sont construites la chimie, la physique et la biologie contemporaines, ne peut que donner des cauchemars aux scientifiques du monde entier.

Au départ, le docteur Benveniste posait des questions simples : les produits homéopathiques ont-ils ou non des effets biologiques observables expérimentalement ? Des substances diluées à l'infini (au point qu'il n'y reste plus de molécules biologiquement actives) peuvent-elles avoir une action sur le vivant ? Très vite — on était alors en 1985 — on découvrit à l'unité 200 de l'INSERM que le problème était très complexe et qu'un phénomène extraordinaire pouvait être mis en évidence. Fort de ses compétences en immunopharmacologie de l'allergie et de l'inflammation, Jacques Benveniste, en collaboration avec un médecin homéopathe, le docteur Bernard Perrin, étudia un phénomène bien connu en allergologie : la « dégranulation » de certaines cellules sanguines (les basophiles) lorsqu'elles sont mises en présence d'un allergène (pollen, poussière de maison, aspirine, etc.).

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUËL
(Lire la suite page 14.)

La situation en Pologne

« Il faut élargir la base de l'entente nationale », nous déclare M. Rakowski

PAGE 3

Augmentation du SMIC

1 % au 1^{er} juillet

PAGE 31

La catastrophe ferroviaire

Plusieurs enquêtes pour déterminer l'origine de la collision de la gare de Tignes

PAGE 12

Les universités rappelées à la loi

Appliquer la loi Savary... avant de la changer

PAGE 27

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les années 50 au Centre Georges-Pompidou

Pages 15 à 17

Le sommaire complet se trouve en page 36

L'élection présidentielle du 6 juillet

Les vains espoirs de l'opposition mexicaine

A l'approche de l'élection présidentielle du 6 juillet, au Mexique, les partis d'opposition redoutent que le parti au pouvoir n'organise une fraude généralisée. Ils se préparent à une éventuelle « résistance civile active et pacifique ».

CIUDAD-JUAREZ
(Etat de Chihuahua)
de notre envoyé spécial

« Notre victoire est acquise. Il nous reste à la défendre le jour du scrutin. » Les propos du candidat du Parti d'action nationale (PAN, droite) aux élections présidentielles du 6 juillet déclenchent un tonnerre d'applaudissements. M. Manuel Clouthier, « Maquillo » pour ses partisans chaque jour plus nombreux, est en terrain conquis : le nord du Mexique, vaste territoire qui s'étend sur plusieurs Etats, jusqu'à la frontière américaine, n'a en effet

pas beaucoup de sympathie pour la formation politique au pouvoir depuis 1929, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Les Etats de Sonora, Coahuila, Nuevo-Leon, Chihuahua et Sinaloa — l'Etat d'origine de M. Clouthier — ont réservé au cours des derniers jours un accueil triomphal au candidat du PAN. L'Etat de Chihuahua est, plus que les autres, le symbole de la lutte de l'opposition contre la domination du PRI et la fraude électorale. C'est là en effet qu'a commencé la « résistance civile active et pacifique » à la suite de la victoire très douteuse du candidat du PRI au poste de gouverneur de l'Etat en juillet 1986.

A son arrivée à Ciudad-Juarez, la plus grande ville de l'Etat de Chihuahua, M. Clouthier avait le même programme chargé que lors des étapes précédentes : discours devant les militants du parti, meeting en plein air, et, surtout, la

« marche des inséparables », devenue au cours des dernières semaines l'élément principal de la campagne électorale du PAN. Avec cette marche, les militants du parti se font les trompes contre les fraudes électorales et les tentatives de fraude des « voteurs » contre le changement possible de leur vote.

Les résultats de cette mobilisation populaire sont impressionnants car la colère de M. Clouthier contre le système et la corruption est contagieuse.

BERTRAND DE LA GUYE

(Lire la suite page 13.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue

Pages 28 et 29

Europe

POLOGNE

« Il faut élargir la base de l'entente nationale » nous déclare M. Rakowski

De passage à Paris pour une série d'entretiens politiques, M. Rakowski, membre du bureau politique du PC polonais, a répondu aux questions du Monde.

Membre du bureau politique du Parti communiste polonais depuis décembre dernier, après une traversée du désert de deux ans, M. Mirosław Rakowski, qui passe pour être très proche du général Jaruzelski, est l'un des hommes qui tentent en Pologne : il vient de se voir confier les fonctions de secrétaire du comité central, chargé notamment de la propagande, lors du récent remaniement (*Le Monde* du 16 juin).

M. Rakowski, qui, malgré ses contacts mouvementés avec M. Lech Wałęsa à l'époque légale de la Solidarité et les vicissitudes de l'état de guerre, qu'il assumait aux côtés du général Jaruzelski, a réussi à se forger une réputation de réformiste, est de passage à Paris pour une série d'entretiens avec les responsables des principaux partis politiques français et le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

La tâche prioritaire de la direction polonaise, nous a déclaré M. Rakowski, c'est l'amélioration du niveau de vie des Polonais. Car ce qui détermine l'attitude politique d'un homme, c'est ce qu'il trouve dans la fin du mois, ce qu'il trouve dans les magasins et ce qu'il peut y acheter. Il existe des usines en Pologne, assure-t-il, où les ouvriers travaillent bien, où les matières premières ne manquent pas, où l'on n'attend que deux ans pour avoir un appartement. Là, les gens se moquent de ce que dit Rakowski ou Gomułka (1), ou de tel groupuscule qui vient d'être créé.

Wałęsa : « un cas à part »

Côté politique, l'heure est plutôt à la déception, aux petits pas, qu'aux initiatives spectaculaires. « Il faut mener une politique d'ouverture, élargir la base de l'entente nationale. L'un des signes extérieurs de cet élargissement, c'est l'autorisation accordée à M. Gomułka et Kuroń (2) de se rendre à l'étranger. Je pense que c'est nécessaire, il faut le faire. Mais en Pologne il n'y a pas de place pour de grandes initiatives politiques. »

Pour M. Rakowski, une situation « nouvelle » s'est créée dans le pays ces dernières années. « On a élaboré une construction politique, dans laquelle le citoyen cesse d'être objet pour devenir sujet. Le problème est de donner une substance à cette construction, de la remplir de vie. Cela n'aurait pas de sens de créer d'autres institutions à moitié mortes. »

Alors, que faire pour réanimer ces citoyens, qui ne se donnent même pas la peine d'aller voter (55 % de participation aux élections locales du 19 juin) ? Inviter l'opposition ? « Il faudrait d'abord savoir, répond M. Rakowski, qui y est et qui n'y est pas. En Pologne, beaucoup de gens se disent d'opposition. Mais quand on leur en parle, on s'aperçoit qu'ils ont les mêmes opinions que nous, simplement certaines méthodes ne leur plaisent pas. Et puis il y a ceux qui sont opposés au système socialiste. M. Wałęsa, par exemple ? Wałęsa, c'est un cas à

part. Il est difficile de parler avec lui, car il change d'avis tous les deux jours. Si vous, les journalistes occidentaux, ne l'avez pas mis sur un piédestal, il pourrait trouver sa place dans la structure existante. Mais je laisse ce problème ouvert. C'est une question de temps. »

Pourtant, fera-t-on remarquer à M. Rakowski, il existe bien des gens dans l'entourage du président de la Solidarité qui ne sont pas assis sur la presse occidentale et qui ne changent pas d'avis tous les deux jours... Le dirigeant polonais reconnaît qu'il n'y a pas actuellement de contacts à haut niveau avec eux. « Vous savez, cela ne dépend pas de notre volonté, mais aussi de la leur », souligne-t-il.

En réalité, « le problème de l'opposition est obscurci par le degré élevé de passion politique en Pologne depuis 1981. Chacun se sent, nous qui a participé à ce grand événement que fut l'année 1981, en connaît l'émotion, la passion. Le temps adoucit tout cela, il ne faut pas brusquer les processus historiques. »

Quant au poids de M. Gorbatchev, qui fera une visite officielle à Varsovie le 11 juillet, il a, bien sûr, renforcé les réformateurs au sein du POUF. Ce qui se passe en URSS nous est très favorable », assure M. Rakowski. « Inversement, chaque succès dans la réforme en Pologne nous influence favorablement le renforcement de la « perestroïka » en URSS. Et chaque échec a une influence négative sur la position des réformateurs soviétiques. »

Enfin, M. Rakowski a vivement souhaité que la France soit « plus présente en Pologne, de manière plus forte et plus claire. La perte de ses positions dans notre pays ne joue pas en sa faveur, et il ne s'agit pas seulement de liens traditionnels ». Parfois, a-t-il regretté le dirigeant, « je me dis que la France cherche volontiers à la Pologne mais n'a jamais voulu l'épouser. Nous, nous avons abandonné le facteur idéologique dans notre politique étrangère. Mais j'ai l'impression que d'autres, sur les rives de fleuves d'Europe occidentale, ont pris la relève dans l'utilisation de ce facteur. »

SYLVIE KAUFFMANN.

- (1) Porte-parole national de Solidarité.
- (2) Intellectuels conseillers de Solidarité.

● Rencontre Honecker-Jaruzelski sur un conflit frontalier. — Les chefs d'Etat polonais et allemand, le général Wojciech Jaruzelski et M. Erich Honecker, se sont rencontrés, le vendredi 24 juin, en Pologne, mais n'ont pas réussi à résoudre le conflit qui oppose leurs pays à propos de la délimitation des eaux territoriales dans la baie de Szczecin (Nord-Ouest) sur la mer Baltique.

Le porte-parole du gouvernement polonais a déclaré, mardi, que les deux chefs d'Etat avaient décidé de confier le contentieux aux experts et aux ministres des affaires étrangères des deux pays. M. Jerzy Urban a ajouté qu'au cours des négociations qui, selon lui, se sont déroulées dans un « esprit d'amitié fraternelle », les deux dirigeants ont fait valoir que « la Pologne avait le droit d'accéder librement et sans entrave aucune » à la mer Baltique. — (AFP.)

AUTRICHE

Simulacre d'attentat contre le pape

VIENNE de notre correspondant

Un attentat contre le pape a-t-il été déjoué par la police autrichienne, comme l'affirme la chaîne de télévision américaine ABC, démentie par les autorités autrichiennes et celles du Vatican ? Après avoir mûrement réfléchi, M. Blecha, le ministre autrichien de l'intérieur, a confirmé, le mardi 28 juin, que la police viennoise avait bien arrêté deux Turcs avant l'arrivée de Jean-Paul II à Vienne, mais, aussitôt affirmé qu'il ne s'agissait que d'un « simulacre d'attentat ».

Selon la version pour le moins rocambolesque fournie par M. Blecha, la police, prévenue par des informations reçues le 13 juin, avait découvert chez les deux Turcs des photos d'un immeuble en construction de la

place Saint-Étienne — où s'est rendu le pape le jour de son arrivée — montrant des positions de tir isolées. Il s'est cependant rapidement avéré, selon M. Blecha, que les deux Turcs « cherchaient simplement à se faire de la publicité ». La police n'a en effet pas trouvé d'armes. Il était prévu, selon M. Blecha, qu'un des deux se présente à la police, la veille de l'arrivée du pape, comme « informateur » — probablement, a-t-il dit, pour se faire payer cher ses « services ».

La police a relâché les deux Turcs un jour avant le début de la visite du pape. Une plainte a été déposée contre eux pour « simulation d'actes criminels ». « Le pape n'a été à aucun moment en danger », a déclaré M. Blecha, mardi, sans nier qu'il y avait eu des moments de tension.

W. B.

Diplomatie

La fin du conseil européen de Hanovre

Un an pour préparer l'union monétaire

HANOVRE de nos envoyés spéciaux

Rendez-vous dans un an à Madrid pour l'heure de vérité de l'Europe monétaire. C'est en juin 1989, en effet, à l'issue du semestre de présidence espagnole de la Communauté, Douze devront se prononcer sur les travaux du comité qu'ils viennent de mettre en place, lors du sommet de Hanovre, et qui est chargé de proposer les étapes concrètes devant mener à la réalisation progressive de l'union monétaire, pièce majeure de l'intégration européenne.

Lors de la conférence de presse qu'il a tenue le mardi 28 juin, le président de la République ne semblait pas douter de l'issue positive du processus engagé à Hanovre. Il croit, comme M. Jacques Delors et quelques autres, à la dynamique européenne et estime que la réunion de ce début de semaine a rempli son office en dépassant un accord non pas sur le fond, mais sur la méthode.

Cette méthode-là, a souligné le président de la République, a déjà été utilisée à plusieurs reprises dans l'histoire de la Communauté et elle a réussi. Finalement les décisions ont toujours été prises. Il faisait allusion notamment à l'Acte unique européen, le programme de relance de la construction européenne, dont l'examen avait été engagé, contre l'avis de M. Thatcher, lors du sommet de Milan en juin 1985 et qui fut adopté, y compris par le premier ministre britannique, six mois plus tard.

M. Thatcher confirmait, pour sa part, à l'issue de la réunion de Hanovre, que les divergences de fond (essentiellement entre elle et les autres membres de la Communauté) restaient intactes, en déclarant notamment qu'elle n'imaginait pas qu'une banque centrale commune puisse voir le jour de son vivant et qu'elle ne partageait pas la vision d'« Etats-Unis d'Europe dotés d'une monnaie commune ». Voilà qui est clair.

Les partenaires du premier ministre britannique n'en restent pas moins convaincus qu'elle ne pourra pas durablement s'opposer au processus qui vient d'être engagé et

qu'elle devra, au bout du compte, soit s'incliner, soit s'exclure. La composition du comité — arrêtée à Hanovre avec une promptitude que M. Mitterrand a soulignée — est, de fait, favorable à ceux qui, comme lui, souhaitent résolument aller de l'avant en matière d'intégration monétaire. L'organisme sera présidé par M. Jacques Delors qui, fort de son prestige accru de président renouvelé, n'a certainement pas l'intention de laisser s'enliser les discussions. Outre les gouverneurs de banques centrales, supposés prudents, il comptera trois économistes de renom dont on devine qu'ils n'ont pas été choisis pour freiner l'exercice. Il s'agit de MM. Miguel Boyer, président de la Banque extérieure d'Espagne, ancien ministre des finances, Alexandre Lamfalussy, directeur général de la Banque des règlements internationaux, professeur d'économie à l'université catholique de Louvain-la-Neuve, et Niels Thygesen, professeur d'économie à Copenhague.

Le sommet des congratulations

Pour le président de la République, les progrès déjà accomplis dans la construction européenne appellent d'autres progrès, de façon quasi inéluctable. « Il n'est pas possible, a-t-il dit, d'imaginer la libération des mouvements de capitaux sans renforcement du système monétaire européen. Les choses sont liées. Les faits parlent tout seuls. » C'est qui vient tout droit de la Grande-Bretagne. Le même raisonnement s'applique, a-t-il poursuivi, à propos de la fiscalité de l'épargne, domaine dans lequel la France réclame l'adoption de mesures communes aux côtés de la Grande-Bretagne s'oppose le plus vigoureusement. Si de telles mesures ne sont pas prises, a expliqué le président, la fuite des capitaux conduira certains pays à adopter des clauses de sauvegarde et la libération des mouvements de capitaux, décidée récemment par les Douze, ne serait pas réelle.

Les intérêts immédiats des uns et des autres n'étaient pas en jeu à

Hanovre et, s'il fut le sommet des congratulations (hommage à la présidence allemande, hommage à M. Delors), Hanovre fut aussi le lieu d'un débat d'où émergent deux philosophies, deux visions de l'Europe : d'un côté, celle de M. Thatcher, une Europe du libre échange et du libéralisme économique, soucieuse avant toute chose de « déréglementer » et rétive à tout ce qui suppose un transfert de souveraineté ; de l'autre, l'Europe à proprement parler communautaire, celle de l'harmonisation, qui, à l'usage de mesures de libéralisation que parallèlement à la mise en œuvre de politiques communes.

Cette opposition est apparue également à propos de l'Europe sociale, thème sur lequel M. Mitterrand et Delors, de même que les représentants des pays du Sud, ont insisté et qui fut allégrement tourné en dérision par le porte-parole britannique. Le débat porte actuellement sur les relations du travail. La commission européenne a proposé de négocier des conventions collectives européennes par branches d'activité. Le texte adopté par les Douze à Hanovre fait référence à la méthode conventionnelle, mais il est probable que c'est là, avec l'Europe audiovisuelle, un des sujets pour lesquels M. Mitterrand regrette, en fin de réunion, qu'on ne s'en soit pas allé assez loin.

Temps forts, temps faibles

Il n'empêche, la construction européenne a avancé à grands pas ces derniers temps, en particulier sous la présidence allemande. M. Delors soulignait qu'on avait fait davantage ces derniers mois qu'au cours des dix années qui ont précédé le sommet de Fontainebleau en 1984. Le chancelier Kohl — qui a démontré à lui seul que la foi européenne des Allemands n'est pas à mettre en doute — aurait d'ailleurs souhaité avoir des assurances pour l'avenir en faisant adopter par ses partenaires à Hanovre une sorte de calendrier des décisions à prendre en vue de la réalisation du marché uni-

que pour les dix-huit mois à venir. Il y a renoncé diplomatiquement, sentant que cette démarche jetait une suspicion sur les capacités des présidences à venir, à commencer par celle des Grecs qui débutera le 1^{er} juillet. La Grèce a, il est vrai, limité elle-même ses ambitions en définissant comme ses priorités la question des fonds structurels (les aides communautaires aux régions les moins favorisées) et les aspects sociaux du grand marché.

« Quel que soit le désir heureusement manifesté ces derniers temps par le gouvernement de M. Papandréou de mieux s'intégrer à l'Europe, ni le poids politique ni l'efficacité administrative de la RFA, et il est vraisemblable que l'« euphorie » communautaire de ces derniers mois va connaître une certaine décoloration jusqu'à la fin de l'année. »

La présidence passera, en revanche, de 1989 aux mains des Espagnols qui y travaillent déjà activement et dont l'ardeur européenne impressionne. L'Espagne sera suivie par la France à partir de juin 1989. Le fait que M. Gonzalez soit venu mardi soir à Hanovre pour s'entretenir avec le président de la République de cette perspective signifie qu'à Madrid comme à Paris on entend bien faire de l'année 1989 le prochain temps fort de la construction de l'Europe.

PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN.

Les Douze ont lancé un « appel pressant » à l'Afrique du Sud

Dans leur texte de coopération politique, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Hanovre ont lancé un « appel pressant » aux autorités sud-africaines en faveur des six condamnés à mort de Sharpeville et de la libération de Nelson Mandela, le leader nationaliste qui aura soixante-dix ans le 18 juillet, ainsi que de tous les prisonniers politiques. A propos des six de Sharpeville, le texte demande que « toutes les voies disponibles, y compris si nécessaire l'octroi de la clémence par le président Botha, soient utilisées afin d'empêcher l'application de la peine de mort. »

Ce texte ne répond pas tout à fait aux attentes françaises — la question de l'Afrique du Sud avait occupé lundi soir une large partie des débats entre les ministres des affaires étrangères des Douze également réunis à Hanovre. Certains ministres, dont lui-même, a précisé M. Roland Dumas, auraient souhaité que le texte fût assorti de menaces de rétorsion contre Pretoria. La Grande-Bretagne s'y est opposée en faisant valoir que toutes les possibilités juridiques de recours n'avaient pas encore été épuisées en ce qui concerne les six de Sharpeville.

Les Douze ont mandaté l'ambassadeur allemand auprès de la CEE pour une démarche auprès des autorités sud-africaines. M. Dumas a précisé que la France n'exclut pas, pour sa part, l'adoption de sanctions bilatérales qui pourraient être d'ordre économique (le non-renouvellement des contrats par exemple) ou de nature diplomatique comme celles qui avaient été adoptées sous le gouvernement Fabius.

Les succès de la présidence allemande

M. Kohl ou le provincial devenu européen

BONN de notre correspondant

Les compliments adressés au chancelier Kohl par l'ensemble des participants au sommet de Hanovre étaient sincères. La présidence allemande a réussi à sortir la Communauté de l'impasse budgétaire et des blocages politiques et psychologiques qui s'étaient manifestés au mois de décembre lors du sommet de Copenhague. Quelques semaines plus tard, à Bruxelles, les Douze parviennent à s'entendre sur les ressources communautaires et l'augmentation spectaculaire des fonds structurels destinés à aider les régions défavorisées. A la veille du sommet de Hanovre, plusieurs accords importants marquaient une progression notable sur le chemin du grand marché unique de 1992, notamment celui sur la libéralisation de la circulation des capitaux et celui instituant l'équivalence des diplômes.

La « méthode Kohl », fondée sur le pragmatisme, a fait merveille. Le chancelier ouest-allemand et ses conseillers pour les affaires européennes savaient ce qu'il ne fallait pas faire : présenter, par exemple, trop de rapports techniques à l'assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement était une garantie d'échec des négociations. Les « sondes du Spiegel » plaçaient même pour la première fois depuis les dernières élections l'opposition en tête. Les succès européens du chancelier Kohl renverseront-ils cette tendance ? On peut en douter

diquer pour elle-même le poste de président de la Communauté et son soutien apporté à M. Jacques Delors sont allés dans le même sens.

Les louanges de la presse

En recevant les hommages conjugués de ses partenaires et ceux de la quasi-totalité des forces politiques et sociales de son pays, le chancelier Kohl a fait une excellente opération intérieure. Durement attaqué ces derniers mois par l'opposition, en butte à la révolte larvée des potentats régionaux que sont les ministres-présidents des Länder, le chancelier et son gouvernement avaient une popularité au plus bas. Un sondage du Spiegel plaçait même pour la première fois depuis les dernières élections l'opposition en tête. Les succès européens du chancelier Kohl renverseront-ils cette tendance ? On peut en douter

pour l'immédiat, car l'Europe va se traduire dans les prochains mois par de notables augmentations d'impôts indirects pour le citoyen de la République fédérale. Mais, à plus long terme — les échéances électorales décisives se situent en 1990 — il pourrait en tirer d'importants bénéfices politiques.

Autre satisfaction — d'amour-propre celle-là — pour le chancelier : les louanges qui lui sont adressées sur son engagement et ses réussites européennes, par des organes de presse d'habitude fort critiques à son encontre, comme le journal de l'ex-chancelier Schmidt *Die Zeit*. Il peut ainsi, sans susciter les sarcasmes stigmatisant le « provincialisme » conservateur de certains de ses concitoyens, un provincialisme dont il fut longtemps l'incarnation aux yeux de ceux qui regrettaient les grandes envolées de ses prédécesseurs.

LUC ROSENZWEIG.

L'HISTOIRE

1789-1989 : DEUX CENTS ANS DE RÉVOLUTION FRANÇAISE

Un numéro spécial à ne pas manquer

LES ACTEURS DE LA RÉVOLUTION par Jacques Solé

LES DROITS DE L'HOMME par Jean Imbert

LA LOGIQUE DE LA TERREUR par François Lebrun

LE REFUS DE LA RÉVOLUTION par Guy Chausson-Nogaret

LOUIS XVI DEVANT SES JUGES par Evelyn Lever

LA GAUCHE, LA DROITE ET LA RÉVOLUTION par Michel Winock

LE COMPROMIS NAPOLEONNIEN par Jean Tulard

Etc.

N° 113 / 32F EN VENTE PARTOUT EN JUILLET/AOÛT

Proche-Orient

LIBAN: après la chute de Chatila

Un député demande l'intervention militaire de Damas entre Beyrouth et Saïda

Au lendemain de la chute du camp de Chatila aux mains des dissidents palestiniens pro-syriens d'Abou Moussa et du retrait sur Saïda des survivants — partisans de M. Yasser Arafat, — le député de la région de l'Iklim-al-Kharroub, entre Saïda et Beyrouth, a appelé l'armée syrienne à s'y déployer. Arguant d'un « complot » qui serait fomenté dans cette région, actuellement contrôlée par la milice druze de M. Walid Joumblatt, et des « massacres » qui s'y prépareraient, ce député pro-syrien, M. Zaher Khatib, a « exhorté le président Assad à répondre aux appels de la population de l'Iklim-al-Kharroub et à y déployer ses troupes ». Constituant le sud de la montagne druze, l'Iklim commande l'accès à Saïda, qui abrite la concentration palestinienne la plus importante du Liban. Six cents soldats syriens sont présents depuis la mi-juin sur la route côtière de l'Iklim, où ils ont établi trois barrages aux principaux carrefours.

BEYROUTH
de notre correspondant

Les combattants palestiniens du Fath de M. Yasser Arafat, chassés, le lundi 27 juin du camp de Chatila — quatre-vingt-seize hommes et femmes — et évacués sur Saïda, ont dû attendre toute la journée de mardi, bloqués par la principale milice locale, avant de pouvoir enfin traverser cette ville du Sud, dernier sanctuaire palestinien au Liban échappant à la fois à la tutelle de la Syrie et à l'emprise de la milice chiite Amal. Ils ont ensuite pu gagner le camp d'Al-Heloué, où ils ont reçu un accueil enthousiaste de la part de la population palestinienne du camp.

Tandis qu'à Beyrouth les nouveaux maîtres des lieux — les dissidents pro-syriens d'Abou Moussa — appellent les Palestiniens à rejoindre le camp de Chatila (en fait, ses ruines), à l'exception des arafistes frappés d'interdiction de séjour, le chef des vaincus, le commandant Chertakou, blessé à la main, haran-

ISRAËL

Jérusalem-Est, ville morte pour le 21^e anniversaire de son annexion

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Une ville fantôme parcourue par les patrouilles de l'armée et de la police : la partie arabe de Jérusalem (l'Est) a connu, le mardi 28 juin, une journée de grève générale totale. Le mouvement avait été décrété par les Palestiniens pour célébrer le vingt et unième anniversaire de l'annexion de Jérusalem-Est par Israël.

Cette manifestation traditionnelle est destinée à protester contre l'extension de la souveraineté israélienne à toute la cité, une mesure décidée au lendemain de la guerre de 1967. Elle avait, cette année, une signification particulière du fait du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza, et les autorités avaient quasiment bouclé Jérusalem-Est : une demi-douzaine de barrages interdisaient l'accès de la capitale à la plupart des résidents de Cisjordanie.

Il n'y a pas eu d'incident, seulement une ville morte : ni taxis ni bus, aucune activité commerciale ou autre et des rues désertées par la population. Dans la principale artère commerçante, la rue Saladin, seul un marchand de journaux était installé sur le trottoir : à la « une » de tous les quotidiens arabes de Jérusalem-Est, la « chute » du camp de Chatila à Beyrouth, à l'issue d'une de ces sanglantes batailles entre Palestiniens qui désespèrent les habitants des territoires occupés.

AJ. Fr.

quant la foule, accusait « les canons syriens d'avoir bombardé le peuple palestinien sans défense, alors que ses armes sont muettes sur le plateau du Golan, face à Israël ». « J'éprouve, a-t-il ajouté, de la honte face à cette situation et je crois qu'après Chatila le tour des autres camps palestiniens du Liban viendra ».

Les larmes aux yeux, la responsable de l'Union des femmes palestiniennes, Mme Anné Jibril, considérée par la population de Chatila comme l'âme de la résistance du camp, a perdu connaissance sous le coup de l'émotion.

Un des chefs historiques du Fath, M. Abou Iyad, renouvelait à Tunis, en les accentuant, les griefs formulés la veille par l'OLP contre la Syrie, l'accusant d'« avoir conclu un pacte avec les Etats-Unis dans le but de déstabiliser les Palestiniens et de les expulser du Liban ». La prochaine cible de ce plan serait, selon lui, le camp de Borj-Barajneh « afin d'en transférer la population vers les camps de réfugiés du Liban sud, dont le tour viendra ensuite ».

L'attention se concentre donc désormais sur ce dernier camp de Beyrouth. Les anti-arafistes ont d'ores et déjà annoncé la couleur en appelant leurs ennemis, fidèles à M. Arafat, à « prendre exemple sur leurs frères de Chatila (...) pour épargner à Borj-Barajneh un sort identique à celui de Chatila ».

Quant au chef de la milice de Saïda, M. Moustapha Saad, il a justifié son attitude en soulignant que la situation dans sa ville « est déjà critique et ne peut supporter l'arrivée de nouveaux combattants palestiniens ». Il a, de plus, exprimé sa conviction que « chaque camp palestinien doit rester où il se trouve, tout exode d'un camp constituant le noyau de l'exode d'autres camps ».

LUCIEN GEORGE.

Une bourse Michel Seurat

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auquel appartenait le chercheur Michel Seurat pris en otage en mai 1985 et décedé en captivité à Beyrouth, a décidé de créer une bourse « pour garder la mémoire de ses recherches et interrogations ». « a annoncé, le mardi 28 juin, l'organisme dans un communiqué. D'un montant de 100 000 F, la bourse sera attribuée chaque année à un chercheur travaillant sur le Proche ou le Moyen-Orient contemporain et sera décernée en alternance à un chercheur français et à un chercheur venant d'un des pays concernés, ou sera partagée entre les deux régions.

La lente dégradation des relations entre l'Algérie et l'Egypte

Le Caire rappelle « en consultation » son représentant à Alger

LE CAIRE
de notre correspondant

Le Caire a annoncé, le mardi 28 juin, le rappel « en consultation » du chef de la section des intérêts égyptiens à Alger, M. Hussein Ahmed Amine, sans donner de précision sur la durée de ce rappel. Cette annonce intervient deux jours après la publication par la revue libanaise *Al Hawadeth* d'un entretien accordé par le président algérien Chadli Benjedid où il affirmait qu'Alger n'avait pas de problèmes avec le Caire. Le démenti implicite du Caire aux propos du président algérien ne fait qu'illustrer la lente dégradation des relations entre l'Egypte et l'Algérie, qui est l'un des derniers pays arabes, avec la Libye, la Syrie et le Liban à ne pas avoir rétabli ses relations diplomatiques avec le Caire.

Pourtant, il y a deux mois à peine, des sources diplomatiques à Alger estimaient imminentes les retrouvailles égypto-algériennes. Tout semblait alors avoir été réglé, sauf un petit détail : les Algériens exigeaient que le ministre égyptien des affaires étrangères soit présent à Alger au moment de l'annonce de la reprise des relations diplomatiques. Les Egyptiens ont refusé cette condition, qui, selon les propos tenus en privé par un diplomate du Caire, « donnerait l'impression que nous sommes en train de mendier ».

A la suite du refus égyptien de passer sous les *Fourches Caudines* de l'Algérie, les Algériens ont systématiquement pris le contrepied des Egyptiens en mai lors du dernier sommet africain. L'hostilité entre les deux pays a été telle que le

président Mubarak est rentré prématurément d'Addis-Abeba apparemment pour ne pas rencontrer le chef de l'Etat algérien.

Les Algériens ont rendu la politesse aux Egyptiens lors du sommet arabe d'Alger. Tous les diplomates étrangers ont été invités à la séance inaugurale du sommet à l'exception du chargé d'affaires égyptien. La réaction de la presse officielle égyptienne n'a pas tardé. Le 10 juin, *Al Akhbar* a accusé le régime algérien de « trahir la cause arabe en lâchant la botte des Persans » et d'être « composé d'une bande d'adolescents politiques incapables de diriger ».

Le 19 juin, *Al Chaab* d'Alger répliquait en accusant les responsables du Caire d'être des « marchands de légumes » et « de manquer de dignité » pour ne pas avoir rompu l'accord de reddition (Camp David), qui lie l'Egypte à Israël. A l'occasion des pourparlers quadripartites réunissant au Caire la semaine dernière Sud-Africains, Angolais, Cubains et Américains, *Al Chaab* est remonté à l'attaque en estimant que « l'Egypte n'est qu'un point géographique perdu en Afrique où elle n'a aucun rôle ».

Le contentieux égypto-algérien s'est donc alourdi malgré les déclarations du président Chadli Benjedid. Il reste maintenant à savoir si la dégradation se poursuivra ou si, au Caire comme à Alger, on mettra un terme à une guerre des médias qui rappelle par beaucoup d'aspects celle du Caire avec Tripoli. Tripoli avec qui Alger a justement renforcé ses liens.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Nouvelle tension entre Bagdad et Washington

Le président Saddam Hussein accuse les Etats-Unis de partialité en faveur de l'Iran

Le président Saddam Hussein a reproché, le mardi 28 juin, aux Etats-Unis leur « partialité », en faveur de l'Iran. Prenant la parole lors d'une cérémonie de remise de décorations de pilotes de l'armée de l'air, il a accusé les Américains d'avoir informé les Iraniens de l'imminence d'une attaque contre les îles Majoun et de leur avoir fourni des informations sur les concentrations des troupes irakiennes, leur nombre et leur localisation, obtenues grâce à des photos satellites. Le président irakien a également affirmé que le *Washington Post* avait publié à l'avance des détails sur l'opération irakienne, sur la base d'informations recueillies par la CIA sur le déploiement des forces irakiennes dans les marais qui entourent les îles Majoun.

L'étrange mise en cause des Etats-Unis, dont la flotte dans le Golfe favorise militairement l'Irak dans son conflit contre l'Iran, s'explique par le mécontentement suscité à Bagdad par le récent séjour à Washington de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan. Ce dernier, dont les troupes combattent aux côtés des Iraniens dans le Kurdistan iranien, avait été

reçu le 9 juin par des fonctionnaires du département d'Etat. Le 15 juin, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, avait annulé une rencontre qu'il devait avoir à New York avec le secrétaire d'Etat George Shultz, pour marquer sa « désapprobation » à la suite de l'accueil réservé à M. Talabani.

Autre sujet possible de mécontentement de Bagdad : la récente déclaration d'un responsable du département d'Etat qui a démenti les affirmations des Irakiens, selon lesquelles ils n'auraient pas participé à la récente bataille de Mehran. Le responsable américain, qui a requis l'anonymat, avait déclaré que, contrairement aux déclarations faites par Moudjahidines et les Irakiens, « il n'y avait aucune confirmation indépendante que les Moudjahidines aient fait autre chose que suivre l'armée irakienne dans Mehran ». Il avait ajouté qu'il n'existait, en outre, « aucune confirmation qu'ils y seraient restés plus d'un jour, le temps de permettre aux journalistes de prendre des photos », laissant ainsi entendre que l'occupation de Mehran était essentiellement une opération médiatique.

Amériques

ETATS-UNIS

Poursuites gouvernementales contre le syndicat des camionneurs

Washington. — Le gouvernement américain a lancé, le mardi 28 juin, une offensive de grande envergure contre le syndicat des camionneurs, les fameux *teamsters*, dont les liens supposés avec la Mafia et les démentis avec la justice défrayaient la chronique depuis plus de vingt ans. Le président du syndicat, M. Jackie Presser, et dix-sept de ses collaborateurs sont aujourd'hui l'objet d'une poursuite judiciaire.

Dans une plainte déposée devant un tribunal fédéral de New-York, le procureur Randolph Giuliani affirme que la direction des *teamsters* « a permis aux membres de la Cosa nostra de dominer et de corrompre d'importantes sections locales des conseils et des fonds de retraite ».

Au cours des vingt dernières années, trois présidents de l'un des syndicats les plus importants des Etats-Unis — il compte 1,6 million de membres — ont été condamnés en justice. Le plus célèbre d'entre eux, Jimmy Hoffa, avait été emprisonné

pour subornation de jury et avait disparu après sa libération en 1975, probablement victime de la Mafia. Un autre, M. Roy Williams, condamné pour avoir tenté de corrompre un sénateur, avait reconnu au cours de l'un de ses témoignages en 1986 que son élection à la tête de son syndicat avait été organisée par la Cosa nostra.

Le syndicat, dont le nom exact est Fraternité internationale des camionneurs, chauffeurs, magasiniers et auxiliaires d'Amérique, avait tenté de se protéger contre ces nouvelles accusations — préparées depuis plus d'un an — en rejoignant il y a quelques mois la confédération américaine AFL-CIO, après trente ans d'absence. Celle-ci vient d'affirmer que les poursuites constituaient « un abus évident de pouvoir » de l'administration des Etats-Unis, qui ne cache pas pour sa part sa volonté de voir chasser du syndicat tout dirigeant convaincu d'activités illégales. (AFP, Reuter.)

Asie

AFGHANISTAN

Intensification des combats dans la région de Kaboul

Les combats se sont intensifiés dans la région de Kaboul. Dans la nuit du 24 au 25 juin, plusieurs centaines de résistants auraient occupé par surprise, pendant près de deux heures, Maidan-Sharh, chef-lieu de la province du Wardak, à une quarantaine de kilomètres seulement de la capitale afghane. Selon des diplomates occidentaux à Islamabad (Pakistan), ces combats auraient fait plus d'une centaine de morts et de blessés dans les rangs des forces de Kaboul. Les résistants se seraient retirés à l'arrivée d'un contingent de la garde présidentielle et après avoir mis le feu à des bâtiments administratifs et à des dépôts militaires. Les Soviétiques n'ont plus de troupes dans cette région, ont précisé les mêmes sources.

Les résistants avaient monté une opération identique contre Qalat, chef-lieu de la province du Zaboul (sud-est du pays) le 17 juin et avaient été contraints de se retirer au bout de quarante-huit heures. Les diplomates occidentaux ont souligné que la résistance concentre aujourd'hui ses attaques sur les villes de Kandahar (sud-est), Ghazni, Maidan-Sharh et Jalalabad (proche du Pakistan). Sur la route reliant cette dernière à Kaboul, dix-huit personnes ont été tuées lorsque le camion qui les transportait a sauté sur une mine, a annoncé, le mardi 28 juin, Radio-Kaboul.

Par ailleurs, tout en jugeant que le retrait des troupes soviétiques « se passait plutôt bien », M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, a déclaré mardi à Genève que de « sérieuses difficultés » subsistent dans la mise en application de l'accord sur l'Afghanistan. Les

Nations unies, a-t-il dit, ont été saisiées d'une centaine de plaintes depuis l'entrée en vigueur, le 15 mai, de l'accord. M. Cordovez a notamment fait état de problèmes de logistique rencontrés par les observateurs de l'ONU (cinquante officiers et autant de civils) dans l'accomplissement de leur tâche.

Le dur retour des démobilisés

Entre-temps, selon l'agence Tass, confrontés à des trains et des avions bondés, dont les places sont réservées des semaines sinon des mois à l'avance, les démobilisés soviétiques d'Afghanistan ont toutes les peines du monde à regagner leurs foyers à partir de Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, où ils sont débarqués. Ils sont contraints d'y faire la queue des journées entières pour obtenir un billet ou de s'acheter au marché noir. Certains sont obligés de rester à Tachkent sans un sou en poche en attendant que leur famille leur envoie de quoi payer le voyage. — (AFP.)

● CORÉE DU SUD : Libération de détenus politiques. — Le ministre de la justice a annoncé, le mardi 28 juin, la libération sur parole, jusqu'à 30, d'une quarantaine de prisonniers politiques, dont le dissident Kim Kwon Taq. M. Kim purge une peine de cinq ans de prison pour avoir enfreint la loi sur la sécurité nationale. Le département d'Etat américain s'était préoccupé de son sort l'an dernier, à la suite d'informations selon lesquelles il aurait été torturé par la police. — (AFP.)

PARIS



28 JUIN - PREMIER VOL AIR FRANCE VERS MARSEILLE
sous numéro de vol Air Inter
assuré par un avion et un équipage Air France

Amériques

MEXIQUE : l'élection présidentielle du 6 juillet

Les vains espoirs de l'opposition

(Suite de la première page.)

Les classes moyennes, frappées par la crise économique provoquée notamment par la baisse des recettes pétrolières, ont trouvé un leader qui n'hésite pas à parler fort. Le 12 juin, au dimanche, le PAN a réussi à mobiliser plusieurs dizaines de milliers de personnes pour former une « chaîne humaine » de 15 kilomètres sur la plus longue avenue de Mexico. L'exploit a semblé la promesse d'un candidat officiel. M. Salinas de Gortari qui, depuis, multiplie ses interventions publiques, systématiquement retravaillées par les deux chaînes de télévision.

Personne n'ose cependant imaginer la défaite de M. Salinas (les sondages, dont la valeur scientifique reste à prouver, lui accordent autour de 60 % des voix). Personne, sauf les deux candidats de l'opposition : MM. Clouthier et Cardenas (gauche) emportés par l'euphorie des gigantesques manifestations d'appui qu'ils suscitent un peu partout dans le pays (M. Cardenas a réuni deux cent mille personnes samedi à Mexico). « Il est impossible que le PRI gagne sans recourir à la fraude », affirme M. Clouthier. Cette fois-ci, contrairement aux élections précédentes, la fraude sera plus sophistiquée, plus subtile pour que nous ne puissions pas donner de preuves concrètes.

« Comme Gandhi »

Le candidat du PAN craint surtout les manipulations informatiques au moment du dépouillement des bulletins : c'est pourquoi, il invite les militants de son parti — les héros anonymes de

la démocratie —, dit-il — à se porter volontaires pour surveiller le déroulement du scrutin jusqu'au résultat final.

Quoi qu'il en soit, le PAN se prépare déjà activement à l'après-élection. « Nous allons faire comme Gandhi en Inde, Martin Luther King aux Etats-Unis ou Corréa aux Philippines », dit M. Clouthier. Nous demanderons au peuple mexicain de ne pas obéir au gouvernement sans recourir pour autant à la violence. Et, s'il le faut, nous organiserons un référendum quinze jours après le scrutin pour savoir ce que pense vraiment l'électeur.

Parmi les mesures envisagées, le PAN préconise le refus de payer les impôts, le blocage des routes, l'obstruction du travail gouvernemental en matière économique et sociale, etc. Neuf mille militants du parti ont suivi des cours de « résistance civile » depuis janvier.

M. Clouthier reconnaît que la « résistance civile, active et pacifique » pourrait déboucher sur la violence. « Mais, ajoute-t-il, qui est responsable de la violence : celui qui la pratique à travers les institutions de l'Etat ou celui qui cherche la liberté et le respect des droits de l'homme ? »

D'après ses allures de provocateur, ce bon père de famille — il a dix enfants — est en fait le candidat de l'ordre. Il veut, dit-il, « mettre fin au désordre qui règne dans le pays », réduire le pouvoir du président pour renforcer celui du Parlement, favoriser la participation des citoyens à la vie publique, supprimer la corruption, la police et réduire le rôle de l'Etat dans le fonctionne-

ment de l'économie. Il refuse pourtant de se situer à droite sur l'échiquier politique : « Je suis partisan d'un gouvernement qui prône la solidarité, contrairement à la droite qui accorde la priorité absolue à l'individu au détriment de la collectivité, ou à la gauche qui fait l'inverse ». Cela n'empêche pas certains de ses adversaires, en particulier à gauche, de le taquer d'« anarchiste d'extrême droite », de Pinochet ou de Musolini. Ou pire encore : d'être « au service des Yankees » et de chercher à mettre l'économie mexicaine sous la coupe des Etats-Unis. C'est une accusation qui n'est pas nouvelle pour les militants du PAN qualifiés de « barbares du Nord » par leurs adversaires. M. Clouthier s'en défend en affirmant qu'il est « nécessaire de vivre en bons termes avec nos voisins » et qu'il a l'intention de défendre la souveraineté du Mexique, contrairement au régime actuel qui se vend économiquement aux Etats-Unis tout en flirtant avec l'Union soviétique ».

Un tempérament volcanique

La personnalité du candidat du PAN a séduit beaucoup de Mexicains qui semblaient un peu effrayés au début par le tempérament volcanique de ce tribun. Véritable force de la nature — il pèse plus de 100 kilos, — cet agriculteur de cinquante-quatre ans lui-même pour dire « éleveur de porcs » — qui a fait fortune dans les affaires, est plein de bonhomie dans ses relations avec les gens.

Un commentateur qui reconnaît ne pas avoir de sympathie pour M. Clouthier affirme que celui-ci a su convaincre les Mexicains de son engagement en faveur de la démocratisation du pays. « Il n'y a pas un gramme de démagogie dans son discours », ajoute-t-il, « contrairement à ce que nous ont toujours servi les dirigeants du PRI ».

Le succès d'estime remporté par M. Clouthier ne signifie pas pour autant qu'il puisse remporter les élections du 6 juillet, mais, dit-il lui-même, « quel que soit le résultat, plus rien ne sera comme avant : nous avons mis fin au monopole du PRI sur la vie politique. Le Mexique a changé même si ce n'est pas autant que nous le voudrions ».

BERTRAND DE LA GRANDE.

● CUBA : première « visite officielle » du président du Nicaragua. — M. Daniel Ortega, président du Nicaragua, a été accueilli, le lundi 27 juin, à La Havane, par le président cubain Fidel Castro, avec, pour la première fois, le protocole réservé aux chefs d'Etat. Malgré de fréquentes visites à Cuba depuis la victoire sandiniste au Nicaragua en 1979, M. Daniel Ortega n'avait jamais jusqu'ici effectué de visite officielle. Il est accompagné d'une délégation de vingt-six dirigeants et devrait renouveler de nombreux accords de coopération. — (AFP, Reuters.)

Afrique

ANGOLA

Douze soldats sud-africains ont été tués au cours d'affrontements avec les Cubains

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'état-major de Pretoria a annoncé, le mardi 28 juin, que douze soldats sud-africains et environ deux cents membres des forces cubaines et angolaises avaient été tués dans la journée de lundi au cours d'un accrochage et d'une attaque aérienne. Ce double incident est le plus grave depuis que les troupes cubaines ont accédé, à partir du début du mois de mai, leur pression le long de la frontière namibienne.

Selon le communiqué sud-africain, une attaque a été lancée par des troupes cubaines et angolaises en direction de la ville de Caluque située en Angola, à 15 kilomètres de la frontière namibienne, sur les bords du lac de retenue du barrage hydroélectrique de Ruacana, un ouvrage important qui alimente en eau et en électricité la région de la Namibie (au nord de la Namibie), et qui est considéré comme stratégique pour l'Afrique du Sud.

Cette attaque a été repoussée. D'après le communiqué, un seul soldat sud-africain a été tué et deux véhicules de combat endommagés alors qu'environ deux cents assaillants auraient péri et que deux chars soviétiques T-54, deux engins de

transport de troupes et huit véhicules auraient été détruits.

Un peu plus tard, une attaque aérienne, indiquée toujours le communiqué, a été dirigée sur le complexe hydroélectrique, au cours de laquelle onze soldats de Pretoria ont trouvé la mort. C'est l'un des plus lourds bilans depuis que les forces armées sud-africaines sont officiellement engagées dans le sud de l'Angola en novembre dernier. Aucun détail n'a été donné sur le nombre d'avions ayant participé au bombardement. Le barrage aurait été endommagé et les conduites d'approvisionnement en eau l'Ovambo-land détruites.

Le communiqué fait remarquer que lors des entretiens entre Sud-Africains et Angolais, le 13 mai, l'importance du barrage de Ruacana avait été soulignée et que « les Angolais avaient réagi positivement et accepté de ne pas couper l'eau et l'électricité à l'Ovambo-land ».

Le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense — a précisé que « l'Afrique du Sud ne tolérera pas d'autre action de ce type mais ne recherchera pas la confrontation ». Il a souligné également que les forces sud-africaines assureraient un rôle de protection sur le barrage.

De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. « Pik »

Botha a déclaré qu'il ne pouvait « prévoir dans quelle mesure les événements de Caluque allaient influencer l'avenir des discussions [avec l'Angola, les Etats-Unis et Cuba] ». « Si cette tendance se confirme », a-t-il ajouté, « il n'y aura pas de raison de poursuivre les entretiens ». M. Botha a indiqué que des messages relatifs à ces affrontements avaient déjà été envoyés aux gouvernements américains et angolais et qu'il attendait une réponse.

Ces combats se sont produits moins de deux jours après les négociations quadripartites du Caire qui se sont achevées le 25 juin. Cette réunion avait pleinement satisfait les dirigeants sud-africains, même si aucune décision concrète n'avait été prise, notamment en ce qui concerne le renforcement du contingent cubain dans le sud-ouest de l'Angola, qui reste, à l'heure actuelle, la préoccupation majeure de Pretoria.

Cette double offensive sur un objectif civil est surprenante. Elle peut être analysée comme un test de la part des Cubains, qui ont toujours insisté, cependant, qu'ils n'avaient pas l'intention de franchir la frontière namibienne. Il ne semble pas qu'il ait dans l'immédiat de danger d'escalade, à en juger par les réactions à chaud de MM. Botha et Malan.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGERIE : les grandes manœuvres maghrébines

Un projet d'« union » a été conclu avec la Libye

Un communiqué publié, le mardi 28 juin, à Alger, à l'issue d'une visite du numéro deux libyen en direction de la ville de Caluque, annonce qu'un « projet d'union » entre l'Algérie et la Libye sera soumis aux peuples des deux pays « en vue d'un débat et de l'enrichir au mois de septembre 1988, selon un calendrier approuvé par les deux parties », rapporte l'AFP.

Selon ce communiqué, les ressortissants des deux pays pourront désormais se déplacer dans l'un ou l'autre avec seulement leur carte d'identité, et les produits nationaux seront exemptés de taxes douanières. Une commission mixte d'experts a été chargée de la mise en place des modalités pratiques pour l'application effective de ces mesures dès la fin août, indique le communiqué.

L'Algérie et la Libye ont aussi décidé de « poursuivre l'action » pour instituer des législations homogènes et complémentaires « qui renforceront la démarche unitaire entre les deux pays frères ». Les deux parties réaffirment que leurs efforts « tendant à l'unité procèdent d'une démarche globale qui renforcera la cause de l'unité arabe et la nécessité de sa concrétisation au niveau des Etats du Maghreb arabe comme un premier pas sur la voie de l'unité arabe globale ».

S'agit-il d'une décision fondamentale entre deux pays qu'un petit contentieux frontalier et surtout des rivalités pour l'hégémonie régionale et des différences de style et de tempérament au niveau des chefs d'Etat, ont longtemps opposés de façon plus ou moins sourde ? A première vue, le mot « union » cher au colonel Kadhafi est une fois de plus employé pour désigner une simple tentative de coopération plus poussée que par le passé. Bien que le contexte soit différent, on pense au traité d'Oujda,

qui, le 13 août 1984, institua une « union d'Etats » entre le Maroc et la Libye. Elle fut approuvée par référendum puis rompue par le roi Hassan II deux ans plus tard.

A l'époque cette union avait surtout servi la stratégie diplomatique des deux parties — sortir d'un certain isolement pour la Libye, priver le Front Polisario d'un important soutien pour le Maroc — sans créer de grands changements dans les relations entre les deux peuples. Ce qui se passe actuellement entre le colonel Kadhafi et le président Ben Ali incite à observer avec circonspection les envolées unitaires du dirigeant libyen.

Sans qu'il y ait de froid à proprement parler, le chef de l'Etat tunisien ne met aucun empressement pour effectuer une visite en Libye annoncée comme la concrétisation de la réconciliation entre les deux pays. Il semble en effet que Tripoli traîne les pieds pour la signature du projet d'exploitation en commun du plateau continental du golfe de Gabès, riche en hydrocarbures, sur lequel les Tunisiens fondent de grands espoirs depuis la rencontre de Djerba en mai.

● TUNISIE : prescription en faveur de M. Ben Salah. — Raccourcissant la prescription, la chambre criminelle de la cour d'appel de Tunis a acquitté, le mardi 28 juin, l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Ahmed Ben Salah, dans les deux affaires auxquelles il avait fait opposition au lendemain de son retour en Tunisie (Le Monde du 18 juin). M. Ben Salah avait été condamné par contumace à des peines de cinq et huit ans de prison : en 1973, pour son éviction de prison, où il purgeait dix ans de travaux forcés pour lesquels il a bénéficié, voici deux mois d'une grâce présidentielle, et en 1977 pour appartenance à une organisation politique illégale. L'ancien ministre demeure privé de ses droits civiques. — (Corresp.)

Peut-être déçu par la prudence des Tunisiens, le colonel Kadhafi a lancé une nouvelle offensive du sourire en direction de l'Algérie pour faire diversion à ses difficultés intérieures (Le Monde du 29 juin). Le président Chadli avait, de son côté, intérêt à se prêter à ses bons procédés, pour des raisons d'équilibre diplomatique.

La réconciliation algéro-marocaine avance à grand pas. M. Mehri, ambassadeur d'Algérie en France, a fait ses adieux à Paris au cours d'une réception mardi soir, avant de gagner son nouveau poste à Rabat, où il va préparer une importante réunion intermaghrébine à Alger, prévue pour le 13 juillet. Peut-être, au sein du FLN, certains préchent-ils la prudence dans ce processus de réconciliation. L'ouverture en direction de la Libye permet de désamorcer les critiques en banalisant la coopération avec le Maroc, qu'il suffit alors de présenter comme un aspect parmi d'autres de la grande œuvre d'édification maghrébienne.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

● Profanation d'un cimetière orthodoxe à Tunis. — Des inconnus se sont livrés récemment à des actes de vandalisme dans l'enceinte du petit cimetière grec orthodoxe situé aux portes nord de Tunis. Selon les finances, M. Ahmed Ben Salah, dans les deux affaires auxquelles il avait fait opposition au lendemain de son retour en Tunisie (Le Monde du 18 juin). M. Ben Salah avait été condamné par contumace à des peines de cinq et huit ans de prison : en 1973, pour son éviction de prison, où il purgeait dix ans de travaux forcés pour lesquels il a bénéficié, voici deux mois d'une grâce présidentielle, et en 1977 pour appartenance à une organisation politique illégale. L'ancien ministre demeure privé de ses droits civiques. — (Corresp.)

Le Monde
L'ANNUAIRE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINUTEUR
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM.
SERVEUR
Tél. : 1-45-38-70-72

MARSEILLE

Depuis longtemps déjà Air France innove en Europe. Pour permettre aux hommes d'affaires des grandes villes françaises de gagner encore plus facilement les métropoles européennes, Air France fait un pas de plus et innove aussi en France.

La nouvelle liaison Paris-Marseille en est un exemple. Deux vols sont prévus par semaine : au départ de Paris, le mardi et le vendredi à 21 h 15. Au départ de Marseille, le mardi et le jeudi à 6 h 30.

Renseignez-vous dans votre agence Air France ou chez votre Agent de voyages.

AIR FRANCE
INNOVÉ

Politique

La formation du nouveau

Cinq sortants, douze entrants, vingt-six socialistes sur quarante-neuf membres

M. Michel Rocard a constitué le gouvernement le plus étoffé de la V^e République. Il comprend 49 membres, dont 4 ministres d'Etat, 17 ministres, 10 ministres délégués et 17 secrétaires d'Etat. Son précédent ministre n'en comprenait que 42, celui de M. Jacques Chirac, d'avril 1986, 38, celui de M. Laurent Fabius, 43, le premier de M. Pierre Mauroy, 43. Les gouvernements précédents étaient au-dessous de la barre des 40 membres et même au-dessous de celle des 30 pour ceux de Georges Pompidou.

Le premier ministre a voulu, tout à la fois, maintenir l'essentiel de la structure de sa première équipe, ne se séparer que de 5 ministres et en faire entrer 12 nouveaux, symboles d'une ouverture vers le centre et la société civile. Font ainsi partie de ce nouveau gouvernement : 1 bariste de stricte obédience, M. Jean-Pierre Soisson ; 1 centriste lorrain, M. Jean-Marie Ranssch ; l'un des piliers financiers du CDS, M. Théo Braus ; 1 académicien, M. Alain Decaux ; une ancienne ministre de M. Giscard d'Estaing, M^{me} Hélène Dorihac ; 3 représentants de la « société civile », MM. Léon Schwarzenberg, Gérard Renon et Michel Gillibert ; mais aussi 1 radical de gauche de plus, M. Jean-Michel Baylet, et 3 socialistes supplémentaires,

MM. Michel Charasse, André Mérie et M^{me} Michèle André.

Quittent les palais ministériels : 2 anciens députés socialistes battus aux élections législatives, M^{me} Georgina Dufoix et Catherine Trautmann, un technicien, M. Philippe Essig, M. Louis Mermaz, qui a pris la présidence de l'Assemblée nationale et M. Jean-Michel Boucheron, le député socialiste d'Angoulême, qui a dû laisser sa place aux collectivités territoriales à un radical de gauche.

En revanche, 5 ministres, qui n'étaient pas députés sortants et qui ont été battus aux élections, conservent leur place : le président du Mouvement des radicaux de gauche, M. François Duhia, et 4 techniciens membres de la majorité présidentielle, MM. Brice Lalonde, Bernard Kouchner, Roger Bambuck et Thierry de Beaucé.

Le gouvernement « Rocard II » est donc finalement composé de 26 socialistes, 3 MRG, 6 membres de la droite, 4 techniciens engagés à gauche et 10 techniciens (dont 5 nouveaux) qui n'ont pas pris part aux batailles politiques.

A Matignon, on ne compte pas M. Hubert Curien, qui fut président du Comité national de soutien à M. Mitterrand, parmi les socialistes ;

on arrive donc à 24 non-socialistes, 24 socialistes, plus M. Rocard.

Les structures gouvernementales ne sont que peu modifiées. M. Lionel Jospin se voit privé de la tutelle de la recherche, qui est dotée d'un ministre plein, auquel, comme sous M. Fabius, se voit associée la technologie. Le regroupement du commerce extérieur et de l'industrie, dans les mains de M. Roger Fauroux, n'a pas survécu à l'entrée de M. Ranssch. Les affaires sociales, qu'abandonne M. Michel Delabarre, sont coupées en deux : une partie pour M. Soisson et une autre pour M. Claude Evrin, qui gagne ses galons de ministre plein en même temps que la charge de porte-parole du gouvernement. Les DOM-TOM deviennent aussi un ministère de plein exercice au lieu d'être rattachés au premier ministre, mais ils sont confiés à un proche de M. Rocard. En prenant les transports, M. Delabarre récupère aussi la tutelle sur la mer, qui ne dispose plus que d'un ministre délégué. M. Jack Lang voit son domaine, cette fois encore, agrandi puisqu'il intègre le bicentenaire de la Révolution et les « grands travaux », dont le secrétaire d'Etat dépendait dans le premier gouvernement de ministre de l'équipement.

Bénéficient d'un ministre délégué ; le budget, qui avait été « oublié » dans le précédent gouvernement, la francophonie et les personnes âgées, qui n'avaient qu'un secrétaire d'Etat, le tourisme, qui est séparé du commerce et de l'artisanat, et la santé. L'ancien domaine de M^{me} Dufoix est éclaté entre quatre postes : un ministre délégué pour les personnes âgées, un secrétaire d'Etat autonome pour les droits des femmes, un secrétaire d'Etat pour les handicapés et les accédés de la vie et un autre pour la famille. En revanche, les rapatriés ne figurent plus dans la liste des affectations ministérielles. Mais sont créés, en dehors de celui des droits des femmes, des secrétariats d'Etat pour les « préventions et risques majeurs », pour les affaires étrangères. La responsabilité de la « jeunesse » est, cette fois, clairement confiée à MM. Jospin et Bambuck. En revanche, le logement ne bénéficie plus d'un secrétaire d'Etat et sera donc géré directement par M. Maurice Faure. Quant à M. Kouchner, il n'est plus chargé de l'« insertion sociale » auprès du ministre des affaires sociales, mais de l'« action humanitaire » directement auprès du premier ministre. Comme lui changent d'affectation MM. Delabarre, Le Pennek, Evrin, Stirn, Mellick, de Beaucé.

Th. B.

Le premier ministre met en valeur les « signes forts d'une double ouverture »

« Inespéré ! » Au-delà du commentaire public sur un gouvernement équilibré, le premier de la V^e République dans lequel la formation d'origine du président de la République se représente que la moitié du gouvernement, c'est le mot qui vient à l'esprit de M. Michel Rocard lorsqu'il observe la composition de sa nouvelle équipe ministérielle.

Le premier ministre était, le mardi 28 juin, particulièrement satisfait du travail accompli. Rentré tôt à l'hôtel Matignon pour téléphoner lui-même aux personnalités présentes (certains n'avaient pas été contactés avant le départ du président de la République pour le sommet de Hanovre), le premier ministre s'est offert une demi-soirée de presque détente : un dîner seul avec ses deux fils (dont l'un passe son bac, et l'autre l'épreuve de français), tandis que son épouse, qui revenait de New-York, s'est fait immédiatement communiquer, par téléphone, la liste du nouveau gouvernement.

Un dîner à peu près tranquille, bachelé cependant de coups de téléphone, avant de retourner travailler pour préparer le discours de mercredi à l'Assemblée. « Voyez, c'est ça, une soirée en famille », a lancé en souriant M. Rocard aux quelques journalistes admis, au dessert, à venir troubler l'intimité père-fils.

La satisfaction du devoir accompli. M. Rocard la trouve dans un gouvernement marqué par la « double ouverture » : vers le centre et vers la « société civile ». Un gouvernement, dit-il, où « les signes sont forts ». Si un tel gouvernement était inespéré pour M. Rocard, c'est que l'arrivée de quatre centristes supplémentaires constitue une bonne surprise : à partir du moment où la « grande ouverture » avait échoué dans la composition du premier gouvernement, la démarche de M. Mitterrand et Rocard était simple et limitée : pas de tentatives de débouchage individuel ; renforcement d'une équipe qu'il n'y avait pas lieu de changer, puisqu'elle n'avait pas démerité ; élargissement vers la société civile, pour montrer une claire conscience que « la société n'évolue pas seulement depuis l'Etat ».

Qui, dans ces conditions, a fait le premier pas ? Pas de réponse, sinon que tout le monde a le droit d'être intelligent, et qu'il s'est trouvé quatre centristes — auxquels M. Rocard rend un hommage particulier — qui ont compris que l'ouverture était nécessaire, que les socialistes étaient peut-être là pour longtemps, capables finalement de la réussir, et qui ont pris leurs risques.

Ceux-là ont assumé le fait de sembler trahir à leur camp. C'est pour-

quoi M. Rocard ne tient pas rigueur à M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, d'avoir immédiatement souligné que l'initiative de M. Jean-Marie Ranssch est purement individuelle. Le premier ministre croit à un accord profond de M. Méhaignerie avec sa propre démarche. Mais le dirigeant centriste a précisément pour tâche d'éviter que ses amis prennent le visage de transfuges. C'est pourquoi M. Rocard réaffirme, comme il l'a toujours dit, que la véritable ouverture prendra du temps, peut-être une décennie. Mais le premier ministre pense, en tout cas, qu'il se trouve bien soixante-dix à quatre-vingts députés, pas seulement au CDS, mais aussi au RPR, qui ne se reconnaissent plus dans le visage qu'a pris la droite, notamment avec l'action de M. Bernard Pons à Ouvéa et à Jacques Chirac en quelque sorte militarisé par cette action.

Le refus d'un PS coupé en deux

De ce point de vue, l'élection de M. Pons à la tête du groupe RPR de l'Assemblée, et celle de M. Jean-Claude Gaudin au groupe UDF sont un élément important de clarification. Pour M. Rocard, ces deux hommes représentent une droite qui n'a pas assimilé l'évolution qu'ont admise les anciens « ayatollahs » socialistes. Le premier ministre tient à répéter qu'il sera toujours un homme de gauche et qu'aujourd'hui la gauche présente au moins deux avantages sur la droite : la capacité à mettre en place des dispositifs concrets pour traiter les problèmes de la société ; un potentiel de changement et d'autocritique collectifs qu'ignore la droite. C'est, notamment, la signification que revêt le maintien au gouvernement de M. Pierre Joxe, André Laignel, Jean Poperen... Avec, en outre, le refus d'accréditer l'idée, par de tels départs du gouvernement, d'un PS coupé en deux.

Dans le cas précis de M. Poperen, le premier ministre l'a déjà dit, il le répète : le maintien de son vieil adversaire et complice au poste-clé de ministre chargé des relations avec le parlement ne doit rien au

hasard. C'est, précisément, parce que ce ministre-là sélectionnera les amendements proposés par les centristes que ce poste devait être occupé par M. Poperen.

Les cas des quelques partants doivent être dissociés : bien que cela chagrine M. Rocard, M^{me} Georgina Dufoix et Catherine Trautmann s'en vont, victimes du désaveu du suffrage universel. M. Jean-Michel Boucheron, maire d'Angoulême, s'efface pour laisser une place supplémentaire à l'ouverture. Enfin, M. Philippe Essig n'était pas très à l'aise dans son ministère.

Le gouvernement Rocard « II » compte un porte-parole, M. Claude Evrin. Le premier ministre reconnaît qu'il a sans doute commis une erreur en rendant compte lui-même des conseils des ministres. Décidément, constate-t-il de nouveau, « la parole use ». Il fallait un très proche pour occuper ce poste. C'est le cas de M. Evrin, qui fut directeur de campagne de M. Rocard quand celui-ci était candidat à l'élection présidentielle.

Plus globalement, M. Rocard assume sérieusement les critiques qui viendront sur le maintien d'un nombre élevé de ministres dans le même gouvernement, au même poste. Tout comme il assume les critiques à venir sur un gouvernement dont il reconnaît lui-même qu'il bat des records d'efficacité. Dans l'esprit de M. Rocard, de telles observations seraient recevables si le gouvernement était une instance délibérative, ce qui n'est, estime-t-il, pas le cas. Il s'agit plutôt d'un état-major de commandement administratif dans un pays où une signature ministérielle est parfois nécessaire même si elle ne s'impose pas techniquement. M. Rocard se juge à la tête d'un « sacré dispositif », réaffirme qu'il s'inscrit dans le moyen et long terme et qu'il mise sur la durée pour voir son action reconnue par l'opinion.

Le premier ministre ne veut pas avoir l'œil rivé sur les sondages. Quant aux élections municipales, elles ne l'inquiètent pas outre-mesure. Il juge, au demeurant, que des élections locales ne doivent pas changer le cours d'une politique nationale.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Un « nouvel espoir »

(Suite de la première page.)

M. Rocard peut, à bon droit, se flatter d'avoir respecté la consigne présidentielle, selon laquelle il devait former non le gouvernement des socialistes, mais celui « de la France », ouvert également à la « société civile ». Celle-ci peut se reconnaître dans les nominations de MM. Léon Schwarzenberg, Alain Decaux ou Michel Gillibert.

Afin d'éviter, autant que possible, une trop forte contestation de l'ouverture parmi les socialistes, M. Rocard a maintenu l'équilibre, en gardant dans son équipe quelques symboles du socialisme « ayatollah » — même si cette caricature ne correspond pas à la réalité — tels que MM. Joxe, Quilès, Poperen et Laignel.

Cet attelage avait, pour certains de ses membres, intérêt à frapper fort, d'entrée, en satisfaisant les attentes sociales de l'électorat de gauche. M. Rocard, dans sa déclaration de politique générale, devait insister longuement sur la signification profonde, à ses yeux, de l'instauration d'un revenu minimum assorti d'un dispositif de réinsertion. Il devait également développer l'un des leitmotivs de la campagne présidentielle de M. Mitterrand, selon lequel la solidarité sociale est la condition de la modernisation économique.

Mais frapper fort ne signifie pas, dans l'esprit de M. Rocard, précipiter l'action. C'est pourquoi il a refusé qu'une session extraordinaire du Parlement soit consacrée dès le mois de juillet à l'ensemble du dispositif social.

La préoccupation du premier ministre est également, à travers la recherche de la performance, de retrouver des marges de croissance. Celles-ci devaient être notamment puisées, selon lui, dans les efforts importants consentis en faveur de la recherche et de l'éducation, conditions de la préparation de la France à l'échéance du grand marché européen de 1992, mais aussi dans un effort de productivité de l'Etat lui-même.

Au chapitre de l'éducation, M. Rocard devait annoncer un effort de revalorisation de la condition enseignante et la création d'un

« crédit-formation ». Il souhaite que soit recherchée l'autonomie des universités, ainsi qu'un système original de financement de celles-ci. Au total, tout en tenant compte de la rigueur nécessaire, il s'agit pour lui de dégaier partout où cela est possible, de nouvelles marges de manœuvre. Aux yeux de M. Rocard, la véritable réconciliation est celle qui peut combler, s'il réussit, la fossée entre les Français et l'action politique. Il convient de montrer au pays, selon lui, que la politique est capable de changer la vie, non pas par le discours mais concrètement, au jour le jour.

A ses yeux il s'agit non d'une prestation de circonstance, mais d'un instrument de nature à permettre aux exclus de se réinsérer et de participer pleinement au devenir de la société. A ce titre, il considère le revenu minimum comme une étape dans la vie de notre système de protection sociale, de même nature que la sécurité sociale.

J.-M. C. J.-Y. L.

● La limitation du cumul des mandats. — Concerné par la loi sur le cumul des mandats, M. Georges Laroche, député socialiste, maire de Chartres (Eure-et-Loir), a démissionné, le mardi 28 juin, de son siège de conseiller général du canton de Chartres-sud-est, qu'il détenait depuis 1973. Il n'aura avec 52,6 % des voix, il fut réélu en 1976 (66,7 %) et en 1982 dès le premier tour avec 64 % des suffrages, dans ce canton acquis à la gauche qui a accouré 59,9 % à François Mitterrand le 6 mai dernier. — (Corresp.)

● Leurs. — M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et maire de Vienne, a décidé d'abandonner son mandat de conseiller général. De son côté, M. Alain Carignon, député RPR et maire de Grenoble, qui avait annoncé sa décision de renoncer à son siège au conseil général dont il est le président depuis 1985, date à laquelle il avait succédé à M. Mermaz, l'a suspendue en raison du recours formé devant le Conseil constitutionnel contre son élection à l'Assemblée nationale, qui lui donne ainsi un nouveau délai pour se conformer à la loi limitant le cumul des mandats.

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

PRÉPARATION À LA PROCÉDURE D'ADMISSION DIRECTE EN 1^{re} ANNÉE HEC - ESCP - ESCAE

- Groupes de niveaux en Compta/Gestion et LV1
- Soutiens personnalisés par matières
- Préparations écrites 70 heures + 2 contrôles écrits hebdo
- Préparations aux oraux en cours de stage et après les résultats
- Dossiers de travail en juin-juillet

STAGE INTENSIF DE VACANCES du 25 juillet au 30 août 88

ÉTUDIANTS MAJORS DE PROMOTION SUCCÈS IMPORTANTS

TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 + AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henney 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 +

Une Nation et le Monde Entier Rendent Hommage à un Pilote, une Compagnie Aérienne et un Gouvernement....

Le bon fonctionnement d'une compagnie aérienne internationale qui transporte des millions de passagers exige des années d'expérience et l'entraînement le plus sévère. Inévitablement se manifestent des occasions où cette expérience et cet entraînement se trouvent soumis à l'épreuve des tests les plus difficiles et c'est à ces moments-là que le monde émet son jugement.

Chaque compagnie aérienne de part le monde attire l'attention des terroristes mais aucun pilote, aucune compagnie, aucune nation n'a subi de tests plus durs que lors des dernières semaines.

Nous félicitons et sommes reconnaissants au Capitaine Youssef et à son équipage de leur courage et de leur dévouement mais nous désirons aussi rendre hommage aux équipages de Kuwait Airways partout dans le monde pour maintenir un aussi haut niveau de performance. Nous sommes fiers d'eux.

Les médias du monde entier ont salué le courage et la fermeté de notre peuple et nous nous joignons à eux pour remercier notre pilote et notre gouvernement de faire du monde un endroit plus sûr.

“ Les membres de l'équipage du Boeing koweïtien : de vrais professionnels...”

Le Figaro France



الخطوط الكويتية
KUWAIT AIRWAYS

Politique

gouvernement de M. Michel Rocard

Les nouveaux ministres

TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE : M. Soisson

La voie moyenne et mitoyenne

« Je suis un homme de la rencontre. Je crois à la voie moyenne pour la France. Après tout, ma circonscription est mitoyenne de celle de François Mitterrand, et nous avons d'excellents rapports de voisinage », déclarait, en 1977, Jean-Pierre Soisson.

Député PR de l'Yonne, maire barrière d'Auxerre, sa ville natale, l'ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing a donc saisi le pas. Délégué de l'UDF pour les DOM-TOM, il n'avait cessé, depuis plusieurs mois, de mettre en garde le gouvernement contre les conséquences de sa politique calédonienne. « Il faut absolument sortir de la logique de l'affrontement », sur le Caillou, déclarait au mois de février, le président de la République. Jean-Pierre Soisson lui faisait écho : « Il faut veiller aux préoccupations de la minorité (canak) ». Devant le groupe UDF de l'Assemblée nationale, il avait manifesté son hostilité à la décision unilatérale du gouvernement de faire coïncider la date des élections régionales, en Nouvelle-Calédonie, avec le premier tour de l'élection présidentielle.

Les yeux clairs, le visage mobile, quoiqu'un peu pouspin, Jean-Pierre Soisson a toujours, à cinquante-trois ans, l'allure d'une jeune première de la politique. Cet énarque de la promotion Lazare Carnot (1961) commence sa

carrière de haut fonctionnaire à la Cour des comptes. Il prête serment de magistrat en même temps que Pierre Joxe. A la Cour des comptes, il développe sa connaissance des sphères administratives tout en cultivant son goût pour la peinture du dix-huitième siècle. Il reste, aujourd'hui, imbattable sur cette période. En 1965, ce fils de la bonne bourgeoisie de province (son père est président de la chambre de commerce d'Auxerre) est élu par le Parti radical d'Edgar Faure, mais ce dernier préfère l'indépendant Valéry Giscard d'Estaing. Il entre en « giscardie » tout en participant à plusieurs cabinets ministériels de 1966 à 1968 (cabinets Bourges et Faure).

En député de la première circonscription de l'Yonne en juin 1968, il devient secrétaire général adjoint de la Fédération nationale des républicains indépendants. En 1973, il conquiert la mairie d'Auxerre. En 1974, après avoir fait, outre-mer, la campagne de Valéry Giscard d'Estaing, il entre au gouvernement, devient secrétaire d'Etat aux universités. Sa réussite n'est pas évidente. Son activité est jugée alors un peu bruyante. Après le remaniement ministériel de janvier 1976, il est

« recasé » à la formation professionnelle : un demi-purgatoire. C'est avec le secrétariat d'Etat à la

jeunesse et aux sports, dans le premier gouvernement Barre, que Jean-Pierre Soisson donne sa mesure. Les Fédéra-



tions sportives, les mouvements de jeunes apprécient cet homme vif, disert, bronzé et dynamique.

En mai 1977, le chef de l'Etat lui confie la création et la direction du Parti républicain. Il veut en faire un outil de travail efficace au service d'un président contesté par le RPR. Il sera l'un des principaux stratèges de l'Union pour la démocratie française, regroupant les courants giscardiens pour les élections législatives de 1978.

Il devient, après les élections, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs. Il souhaite développer le sport de haut niveau et que la France n'envoie pas aux Jeux olympiques de Moscou « des gussies qui se contenteraient de faire du shopping ». En 1981, durant la campagne, il reprend pour le président sortant son bâton de pèlerin outre-mer. Il résistera à la bourgeoisie des législatives de 1981 et se convertira au barisme au grand dam de Valéry Giscard d'Estaing. Il fait partie des chevaliers du député de Lyon, jamais avare d'une déclaration ou d'une phrase aiguisée.

P.S.

Les secrétaires d'Etat

FAMILLE : M^{me} Hélène Dorlhac

Aux avant-postes de l'ouverture

Le retour de M^{me} Hélène Dorlhac de Borne dans un gouvernement, même dirigé par M. Rocard, est moins surprenant que sa première irruption dans la vie ministérielle.

C'était en 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing venait d'être élu à la tête de l'Etat. Dans le gouvernement Chirac, on vit « débarquer » de son Gard natal une inconnue, médecin du travail et fille de médecin, née en 1935, qui n'avait d'autres titres politiques que son engagement giscardien dans son département.

Surprise multiple, à vrai dire : secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, chargée de la condition pénitentiaire, M^{me} Dorlhac était chargée d'un dossier symbolique et brûlant entre tous.

Elle s'y brûla précisément. Vite oubliée par l'Elysée — on avait pourtant vu M. Giscard d'Estaing dans deux prisons lyonnaises en août 1974 —, vaguement dédaignée par son ministre de tutelle, M. Jean Lecanuet, M^{me} Dorlhac dut subir

tous les coups de tabac : agitation et mutineries dans les prisons, mécontentement des surveillants, inquiétude méfiante des détenus.

Après cette mission impossible et cet échec, M^{me} Dorlhac rentre en 1976 dans l'acronyme d'où elle était sortie deux ans plus tôt. En 1983, elle se souviendra de ce passé-là et de ses compétences chèrement payées en la matière pour soutenir la politique pénitentiaire d'un autre garde des sceaux : M. Robert Badinter.

En juillet 1984, elle est nommée conseiller d'Etat en service extraordinaire. Un peu moins de quatre ans plus tard, on la trouve aux avant-postes de l'ouverture : aux côtés de M. Michel Durafour dans l'Association des démocrates, dans le comité de soutien pour la réélection de M. Mitterrand. La demi-surprise du retour aux affaires n'est pas loin.

M.K.

HANDICAPÉS ET ACCIDENTÉS DE LA VIE : M. Michel Gillibert

Loin de la charité

Avec Michel Gillibert, quarante-trois ans, c'est — pour parler comme lui — « un type pété » qui entre au gouvernement. Cassé, brisé, la moelle épinière en bouillie, les jambes mortes depuis que, le 20 septembre 1979, l'hélicoptère de celui qui était alors un jeune chef d'entreprise s'est écrasé dans le brouillard.

Michel Gillibert est né ce jour-là, affirmait-il y a quelques semaines Jean-Luc Lagardère en remettant la Légion d'honneur à cet homme qui se bat pour les « cinq millions d'accidentés de la vie » et qui est parvenu à ouvrir les yeux aux politiques.

Depuis plusieurs années, entre deux tournages, Jane Birkin pousse son fauteuil à roulettes à l'Elysée, à Matignon, au Sénat, à l'Assemblée nationale, dans les ministères et les partis politiques. Michel Gillibert, président du mouvement de défense des grands accidentés de la vie, et Jane Birkin, vice-présidente, ont convaincu François Mitterrand, Jac-

ques Chirac, Jacques Chaban-Delmas, Lionel Jospin, Jacques Toubon, Michel Noir, Paul Quilès et beaucoup d'autres. Il leur tient un discours politique, économique, social fort éloigné de la charité. Il leur dit à peu près ceci : cinq millions, cela fait beaucoup de bulletins de vote ; la marginalisation des jeunes coûte cher ; les allocations, les rentes sans recherche médicale adaptée, c'est « un gouffre financier » ; l'Etat fera des économies par la justice sociale, l'emploi et la recherche ; soyez gestionnaires et non pas charitables.

Il n'a pas encore gagné en entrant au gouvernement, mais sa petite voiture à parcours, d'un coup, des kilomètres supplémentaires. Michel Gillibert devra encore se battre pour que son action ne se résume pas, dans la tête des autres, à la bonne conscience des « 10 balles à la sortie » du conseil des ministres.

J.-Y.L.

DROITS DES FEMMES : M^{me} Michèle André

Un exemple de la « société civile »

Mine de rien, cette jeune femme vive et enjouée, à peu près inconnue du grand public, représente une sorte d'exemple. C'est pour cela que

M. Michel Rocard, qui, lui, la connaît très bien, a voulu que M^{me} Michèle André fasse partie du gouvernement : militante socialiste du Puy-de-Dôme depuis 1976, M^{me} André doit moins ses galons tout neufs à sa communauté d'idées politiques avec le premier ministre (rocardienne des son entrée au PS, elle connaît personnellement M. Rocard depuis 1979) qu'à la réussite de son action dans la « société civile ».

Elle dirige depuis 1975, à Clermont-Ferrand, une école pour enfants sourds — « mon job, j'adore », dit-elle — mais s'est aussi illustrée, aux yeux de M. Rocard, dans deux autres activités : elle se dit « fière » du travail accompli comme adjointe au maire de Clermont-Ferrand, M. Roger Quilès, chargé de la jeunesse, des sports et de l'animation, un poste rarement occupé par une femme dans une grande ville, observe-t-elle. Elle a été, complète M. Rocard, une « remarquable » déléguée régionale du ministère des droits de la femme entre 1981 et 1983.

Brune aux cheveux courts, le sourire facile mais le visage énergique, M^{me} André est, enfin, un exemple d'ascension sociale : elle est née le 6 février 1947 à Saint-Jacques-d'Ambur (Puy-de-Dôme), dans une famille nombreuse dont le père était un de ces modestes « bi-actifs » — ouvrier dans une aciérie et petit paysan, propriétaire de quelques bêtes — que connaît souvent la campagne française. Des études de droit interrompues tôt, notamment par manque de moyens, et la jeune Michèle André, aujourd'hui mariée et mère de deux garçons, passe des concours administratifs pour devenir cadre hospitalier.

Fonctionnaire du ministère des affaires sociales, membre du comité directeur du PS depuis 1985, M^{me} André avait déjà fait une brève incursion sur la scène publique : elle s'était présentée face à M. Valéry Giscard d'Estaing, dans le Puy-de-Dôme, lorsque, en septembre 1984, l'ancien président de la République avait récupéré son siège de député.

J.-L.A.

PERSONNES AGÉES :

M. Théo Braun

Un apôtre de l'économie sociale

Théo Braun, né à Rombas (Moselle) le 24 octobre 1920, a été tour à tour ouvrier, syndicaliste, militant social, banquier et homme politique. A quarante ans, il est



manœuvre dans une imprimerie, milite à la Jeunesse ouvrière chrétienne et s'engage dans le syndicalisme, participant en 1936 aux grèves. Il gravit tous les échelons de la CFTC jusqu'à la vice-présidence nationale. Il enchaîne une carrière politique : conseiller municipal de Strasbourg, conseiller général, conseiller régional. En 1962, il est battu aux élections législatives sous l'étiquette du Centre démocrate.

En 1967, il devient le dauphin du comte d'Ablian à la tête du puissant Crédit mutuel, qu'il pilotera jusqu'en 1985, avant de choisir son propre successeur, M. Etienne Pflimlin. Pendant cette longue période, le moins banquier des banquiers fera du Crédit mutuel le cinquième groupe bancaire français. Mais il met en sourdine son activité politique et abandonne son siège de conseiller général pour mieux défendre ses idées de l'économie sociale.

M. Théo Braun est président de la Caisse régionale d'assurance-vieillesse d'Alsace-Moselle depuis l'âge de vingt-cinq ans et président de l'Association des rhinocéros d'aide aux personnes âgées (ABRAPA), souvent citée en modèle pour le maintien des personnes âgées à domicile. En 1987, il avait été président de la Commission nationale des retraités et personnes âgées après avoir rédigé un rapport sur ces questions.

Le nouveau ministre délégué aux personnes âgées venait de renouer avec la politique en 1986 : élu sur la liste UDF au Conseil régional d'Alsace, il en est deuxième vice-président.

JACQUES FORTIER.

Les ministres délégués

FRANCOPHONIE : M. Alain Decaux

Face à la caméra

L'œil bien de myope, chaleureux, nous fixe. La bouche affilée sourit : « Il est tard. Il fait nuit peut-être. Michel Rocard vient de clore le dossier calédonien. Il est fatigué, Michel Rocard, ça se voit à ses traits tirés. La nuit tombe sur les jardins de Matignon. Et maintenant, mon ministre ! dit-il. Et il appelle qui, Michel Rocard ? Alain Decaux ? C'est qui, Alain Decaux ? Le contraire d'un politique, un saltimbanque ? Pas vraiment non plus. Une star. Un historien, mais pas agréé, il en excite. »

« Il aura soixante-trois ans dans quelques jours, Alain Decaux. Il ne les fait pas. Son haut crâne est toujours bronzé, il revient de l'île de Pâques. Il a enquêté sur les statues. Il s'approprie à raconter à l'antenne ce qu'il a vu. Car il enquête, Alain Decaux. Plus journaliste que professeur. Les secrets, les énigmes, c'est son affaire ! »

« Dès 1947, il commence par quoi ? Un Louis XVII. Et tout de suite l'audiovisuel tente ce

conférencier-né. En 1951, il fonde à la radio, avec son complice Castor, « La tribune de l'histoire », tous jours debout. En 1957, c'est pour dix ans « La caméra explore le temps ».

« Depuis 1969 sur Antenne 2, puis sur TF1, il raconte, raconte. Le doigt se pointe vers le spectateur, l'œil rit de plus belle, aussi bien que la resette est rouge : »

« Et ce n'est pas tout ! Il est fou de Dumas, Alain Decaux, et de Hugo, dont il publie une biographie haletante comme un roman. Il met l'histoire en dialogues, en films, en pièces. Les Rosenberg, Danton, le Courrier de Lyon, les Misérables... Comment voulez-vous que l'Académie résiste à tant de dons ? Il succède en 1979 à Jean Quéhenne... Car l'homme est de gauche, profondément. Catholique, français, mais de gauche... »

La bouche s'ouvre en apané : « Sous la Coupole, la gauche, c'est plutôt rare ! Et maintenant : minis-



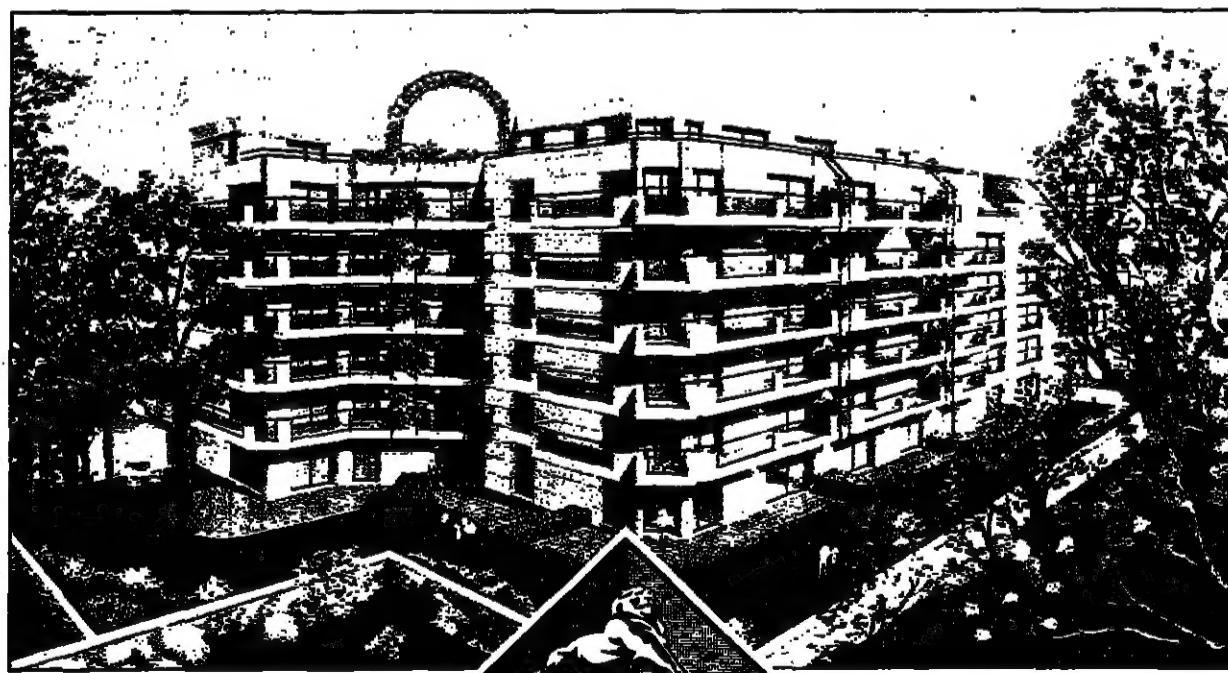
tre ! De la francophonie ? Ça tombe bien : du Québec à Lausanne, de Bruxelles à Dakar, on ne l'oupe pas un seul « Decaux raconte ». Pourquoi accepte-t-il ? Mais tout simplement l'imagine parce qu'il aime convaincre de ce qu'il croit vrai et juste. Et l'aventure de la langue en fait partie... »

Devant son petit écran le Français profond soupire d'aise : « Une chose au moins va changer par rapport aux hommes politiques : lui, Decaux, tout le monde le connaît et... le croit sur parole. »

B.P.-D.

LE PIERRE 1^{er} SCHEFFER

5, rue Scheffer-Paris 16^e



GROUPE PIERRE 1^{er}

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins, à trois rues du pittoresque marché de Passy à trois minutes des métros, à trois pas du pont d'Iéna.

Le Pierre 1^{er} - Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle : le calme de son jardin et la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction. Une résidence de prestige.

30 appartements du studio au 4/5 pièces.

Bureau de vente : 3, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - TEL. 472.018.10

Politique

Les secrétaires d'Etat du nouveau gouvernement de M. Michel Rocard

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :
M. Jean-Michel Baylet

Sous le signe du radicalisme

Après un peu plus de deux ans d'absence, Jean-Michel Baylet retrouve le gouvernement. Secrétaire d'Etat aux relations extérieures dans l'équipe de Laurent Fabius, le voilà aux collectivités territoriales, un dossier dans lequel il ne manque pas d'expérience.

Né le 17 novembre 1946 sous le double signe de la presse et du radicalisme, Jean-Michel Baylet est resté dans ce sillon-là. Seul fils de l'ancien député mitterrandiste décédé en 1959 dans un accident de la route, il est d'abord entré dans le groupe de la *Dépeche du Midi* qu'il dirige depuis 1975. De l'un des plus anciens quotidiens régionaux, le jeune directeur général a fait un groupe multimedias qui constitue l'une des entreprises les plus importantes de la région avec quelque deux mille employés.

Le radicalisme, le vrai, celui du Sud-Ouest, nécessite pour ceux qui s'en réclament l'attachement au terroir : Jean-Michel Baylet n'aura pas eu à le chercher. Sa mère lui confie la succession du fief familial tarn-et-garonnais. En 1977, il s'installe dans le fauteuil de maire de Valence d'Agès que sa mère occupait depuis le décès de Jean Baylet. Un an plus tard, le député radical de gauche, Antonin Ver, décide opportunément de ne pas se représenter : Jean-Michel Baylet entre donc à l'Assemblée nationale.

Ses relations avec les socialistes locaux n'ont pas toujours été « cordiales ». Dans la lutte d'influence à laquelle se livrent les deux formations, Jean-Michel Baylet alterne succès et échec.

Aux dernières législatives, le scrutin majoritaire empêchera le duel fratricide avec Hubert Gouze, maire de Montauban : chacun a circonscrit et donc chacun son siège. Entre ces deux échéances, Jean-Michel Baylet avait trouvé le temps de se faire élire au Sénat en septembre 1986.

A ce *cursus honorum* local et professionnel s'ajoute celui effectué au Parti radical auquel il adhère à

quinze ans. Ayant opté pour l'Union de la gauche en 1973, il suit Robert Fabre et ceux qui, avec lui, fondent le MRG. Devenu vice-président de ce mouvement en 1978, il soutient la candidature de Michel Crépeau en 1981. En entrant au gouvernement en 1984, il abandonne la présidence du MRG qu'il assurait depuis 1983. Européen convaincu, il est partisan du réajustement de la gauche au profit de son aile modérée.

A. Ch.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES
DE GUERRE : M. André Méric

Un rescapé de Rawa-Ruska

Le 29 septembre dernier, autour de la table de l'auberge du Poids public, dans le Toulousain, François Mitterrand devisait sur les bonnes et mauvaises raisons qu'il aurait de se représenter. Au rang des secondes, il disait : « J'ai soixante-dix ans, vous savez ce que c'est ! ». La réponse ne s'est pas fait attendre : « Et moi, j'en ai soixante-quatre, et je n'ai pas du tout l'intention de m'en aller ! ». Non seulement André Méric ne s'en va pas, mais il prend un galon inespéré. Depuis 1948 qu'il siège au palais du Luxembourg, André Méric aura vu

se faire et se défaire les gouvernements sans se sentir concerné outre mesure. Le doigt pointé sur l'adversaire, l'accent rocailleux, le cheveu argenté, les lunettes d'écaillé : depuis quarante ans, l'hémicycle sénatorial lui a servi de scène.

En coulisse, André Méric a dû livrer quelques batailles que son département de la Haute-Garonne n'a pas oubliées. En 1970, par exemple, il s'oppose à Louis Bazerque sur la question des alliances municipales. Les militants lui préfèrent le maire sortant et sa stratégie d'union avec les modérés plutôt qu'une alliance qui comprendrait les communistes.

Six ans plus tard, il ne sera guère plus chanceux pour conduire la liste censée rendre le Capitole aux socialistes, face à Alain Savary avec lequel, de longues années durant, il s'est disputé le contrôle de la toute puissante fédération départementale du PS.

Vice-président du conseil de la République, puis du Sénat de 1956 à 1980 (c'est pendant cette période que le bureau du Sénat l'avait désigné pour remplacer provisoirement le président du Sénat, Alain Fohrer, appelé à exercer les fonctions de président de la République par intérim au printemps de 1969), André Méric qui avait, au moment de l'affaire de l'Observatoire, voté la levée de l'immunité parlementaire de M. Mitterrand (1959), fait partie de ces élus locaux quasiment indéfectibles : conseiller général du canton de Nèulou depuis 1945, il est maire de Calmont depuis 1955.

André Méric est aussi un rescapé de Rawa-Ruska, où trouveront la mort douze mille Soviétiques et six mille Français. Après avoir demandé pendant quelque trente-neuf ans que Rawa-Ruska figure dans la liste des camps de concentration, il avait vu son souhait approuvé à l'unanimité le 25 mai 1987 par le Sénat. Nul doute que le nouveau secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre aura à cœur de faire inscrire sa proposition de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, pour qu'elle devienne définitive.

B. D.

A. Ch.

La nouvelle direction du RPR

M. Juppé se heurte aux refus polissés
des « séguinistes »

M. Alain Juppé se devait de participer à « son premier comité central » une semaine après sa nomination comme secrétaire général du RPR, avec sa nouvelle équipe de direction au complet. Il en sera effectivement ainsi le samedi 2 juillet.

L'ancien ministre du budget aurait sans doute préféré être entouré d'un aréopage plus divers représentant toutes les sensibilités qui se sont exprimées récemment. Il n'a pu y parvenir en raison des refus polissés ou des délais opposés par plusieurs parlementaires réputés « séguinistes », hormis M. Ollier, qui avait voté pour M. Séguin à la présidence du groupe. Le député des Vosges lui-même, après s'être empressé, le mardi 28 juin, avec M. Chirac, n'a pas accepté d'entrer dans une sorte de conseil politique restreint que le président du RPR avait envisagé de créer auprès de lui. Une telle instance ne verra donc pas le jour dans l'immédiat. Toutefois, on n'exclut pas que M. Chirac renoue avec la tradition des rencontres informelles qu'il provoquait — en général le mardi — avant 1986 et auxquelles il arrivait à M. Séguin de participer. Cette pratique s'était transformée et élargie en « déjeuners de la majorité » à l'hôtel Matignon. On constate d'ailleurs une certaine autonomie prise par chacun des nouveaux « barons » depuis le résultat des élections législatives.

Chacun s'affaire une « résidence secondaire » séparée de la maison mère. M. Balladur a installé son secrétariat dans un appartement du boulevard Saint-Germain, M. Séguin dans un autre, place du Palais-Bourbon, et Charles Pasqua, après avoir occupé les locaux de la campagne de l'URC, rue de Babylone, cherche un nouveau gîte. Entre la l'esquisse de l'affirmation de tendances ? Est-ce le souci de discrétion qu'éprouvent toujours les fortes personnalités qui préfèrent les maisons individuelles aux immeubles collectifs comme ce fut le cas pour les socialistes jusqu'à ces derniers jours ?

Mardi, au cours de plusieurs réunions de groupe RPR à l'Assemblée nationale, aucun élu n'a cependant manifesté la moindre velléité d'indépendance. Au contraire, tous ont insisté sur la nécessité d'ancrer le groupe et le mouvement dans une opposition clairement affirmée mais « raisonnée, non systématique et sans esprit négatif », selon la formule de M. Pons. C'est pour cela que le RPR déposera des amendements à la loi d'amnistie destinés non à la dénaturation mais à écarter toutes les infractions « révélant des comportements dangereux » (condamnation en état d'ivresse, franchise des deux feux rouges, etc.).

Les députés ont également entendu M. Chirac évoquer les relations avec les autres groupes de

l'opposition. Le maire de Paris a affirmé : « Nous devons être d'une grande loyauté et être plus unionistes que jamais ». C'est ce que M. Bernard Pons, président du groupe, a traduit, après s'être félicité du comportement des centristes dans l'affaire des présidences de commission par cette formule : « Le RPR est fidèle à ses engagements, fidèle à ses idées, fidèle à ses électeurs, fidèle à l'union, fidèle à l'union de toute l'opposition ».

Auparavant, M. Chirac avait eu un entretien avec M. Giscard d'Estaing pour lui rappeler que le rôle de l'opposition n'était pas d'accepter des responsabilités offertes par la majorité, ce à quoi l'ancien chef de l'Etat avait répondu que tel n'était pas son point de vue. Les députés RPR ont donc été d'autant plus agréablement surpris de la décision prise ensuite par les centristes de retirer la candidature de M. Barrot de la présidence de la commission des affaires sociales. Les centristes deviendraient-ils plus solidaires du RPR que les « giscardiens » ou que d'autres « barristes », se demandaient même quelques élus ?

Equipe
restreinte

Au siège du RPR, M. Alain Juppé a préféré s'entourer d'une équipe restreinte en nommant seulement neuf secrétaires nationaux — contre dix-sept du temps de son prédécesseur, M. Toubon — et un trésorier qui n'est pas encore désigné. Il ne conserve de l'ancien secrétariat général que M. Dominique Perben, député de Saône-et-Loire, qui passe des élections à la communication.

En revanche, M. Patrick Devéjan, député des Hauts-de-Seine, chargé des fédérations, quitte la rue de Lille, tout comme M. Franck Borotra, porte-parole. Ces proches de M. Pasqua sont remplacés par deux autres « poulains » de l'ancien ministre de l'Intérieur, MM. Alain Marleix, pour les élections, et Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly et nouveau député des Hauts-de-Seine, pour la jeunesse et la formation. Les « chababistes » font leur entrée avec la nomination de M. Ollier, fidèle collaborateur de l'ancien président de l'Assemblée. Le rajeunissement (moyenne d'âge quarante-trois ans) est sensible, tout comme la provincialisation des nouveaux secrétaires nationaux, puisque deux seulement sont des élus de la région parisienne. Enfin, deux femmes reçoivent des fonctions qui les placent auprès du secrétaire général. M^{me} Barzach aura la responsabilité d'un organisme nouveau, « le conseil national de la prospective », qui sera constitué dans les prochains mois et qui pourrait regrouper des délégués nationaux, solliciter des avis extérieurs et former une sorte de laboratoire d'idées. Le « projet », dont est chargé M^{me} Michèle Alliot-Marie est destiné à définir la ligne politique du mouvement après consultation des fédérations et avant de soumettre un texte à des assises du mouvement, en 1989.

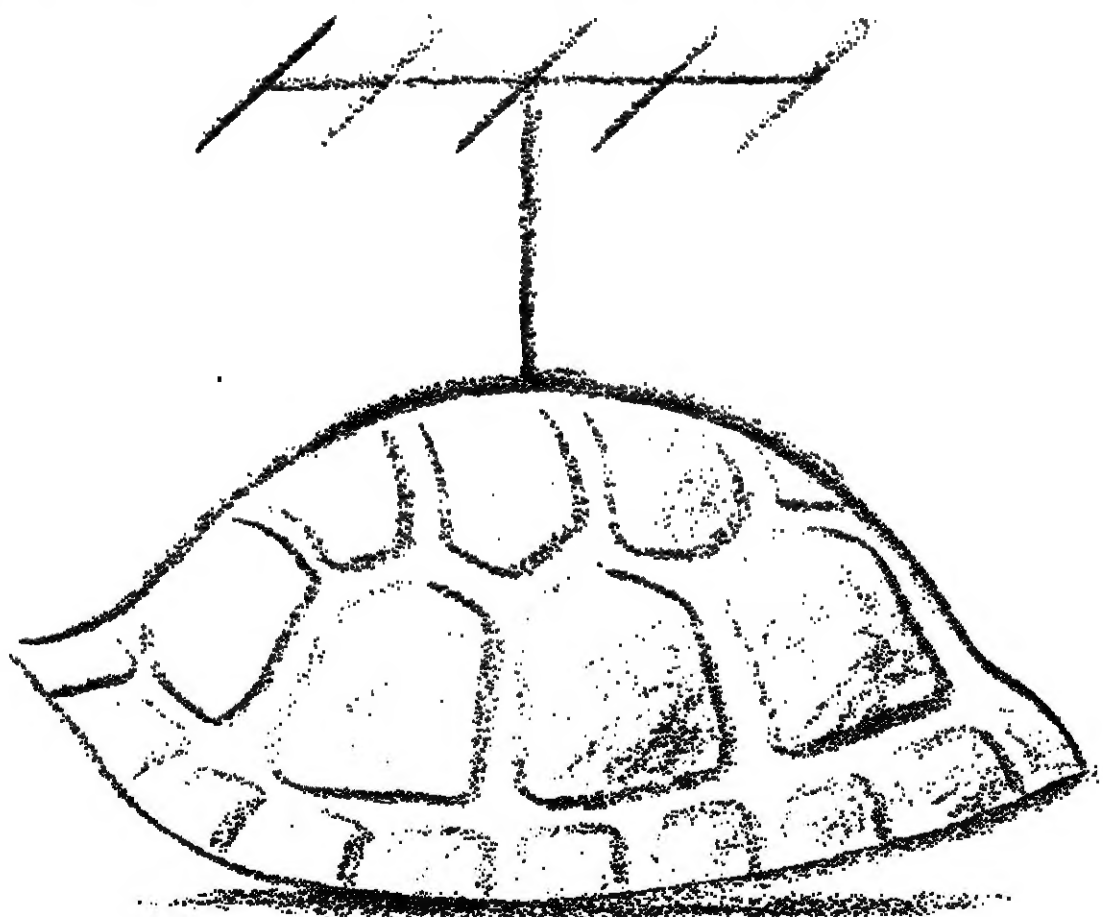
Cet objectif sera surtout préparé par M. Juppé lui-même, qui va prendre un premier contact avec les fédérations du RPR en entreprenant, du 12 au 27 juillet, une tournée des régions qui lui permettra de rencontrer tous les responsables des comités départementaux.

ANDRÉ PASSERON.

M^{me} Marre,
chef de cabinet
de M. Mitterrand

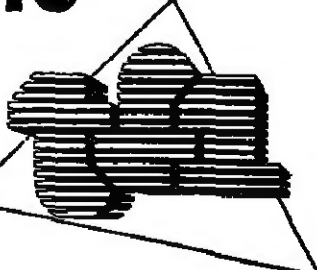
M^{me} Béatrice Marre, conseiller technique à l'Elysée depuis novembre 1987, a été nommée chef de cabinet du président de la République. Elle remplace à ce poste M. Jean Glavany.

[M^{me} Béatrice Marre, sous-préfet, est née le 2 avril 1952 à Paris. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, licenciée en sciences économiques, elle a été déléguée générale à l'administration du Parti socialiste de 1979 à 1981. Elle a participé à l'organisation des campagnes présidentielles de M. Mitterrand en 1981 et 1988, et à la campagne municipale de M. Paul Quilès à Paris en 1983. Chargée de mission, en avril 1983, auprès de M. Joseph Fraonchetti, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, elle a été nommée sous-préfet en septembre 1984, directeur du cabinet du préfet du Gard à la même époque et commissaire adjoint de la République à Châteauneuf-Chinon en août 1985. M^{me} Marre est entrée à l'Elysée en novembre 1987 comme conseiller technique. Elle était chargée de l'organisation et du courrier.]

Questions à domicile
chez Raymond Barre

Jeudi 30 juin 20h40

Anne SINCLAIR, Jean-Marie COLOMBANI et Alexandre TARTA
interrogent Raymond BARRE sur les sujets qui
passionnent et préoccupent les Français.
Un invité-surprise interviendra au cours de l'émission.
L'événement politique à ne pas manquer.

Le secrétariat
général

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a procédé aux nominations suivantes :

- M^{me} Michèle Barzach, députée de Paris, secrétaire nationale chargée du conseil national de la prospective ;
- M^{me} Michèle Alliot-Marie, députée des Pyrénées-Atlantiques, secrétaire nationale au projet ;
- M. Jean-Paul Delevoye, ancien député du Pas-de-Calais, secrétaire national aux questions économiques ;
- M. Jacques Godfrain, député de l'Aveyron, secrétaire national aux questions sociales ;
- M. Louis Laugel, ancien député des Landes, secrétaire national aux fédérations ;
- M. Alain Marleix, député européen, secrétaire national aux élections ;
- M. Patrick Ollier, député des Hautes-Alpes, chargé des relations avec les groupes parlementaires ;
- M. Dominique Perben, député de Saône-et-Loire, secrétaire national à la communication ;
- M. Nicolas Sarkozy, député des Hauts-de-Seine, secrétaire national à la jeunesse et à la formation ;
- M. Jean-Jacques de Peretti, ancien chargé de mission au cabinet de M. Chirac à l'hôtel Matignon, conseiller municipal de Sarlat (Dordogne), est nommé chargé de mission pour la communication et l'information, responsable du service de presse.

55

Politique

La bataille des commissions à l'Assemblée nationale

L'UDC s'incline devant la force de dissuasion du RPR

Le RPR est parvenu, le mardi 28 juin, à l'Assemblée nationale à faire « capoter » le mot est de M. Pons, président du groupe RPR la proposition des socialistes à l'opposition de détenir deux présidences de commission : les affaires étrangères et les affaires sociales.

A l'issue d'une journée fertile en conciliabules, imbroglios et rebondissements, MM. Valéry Giscard d'Estaing (UDF), a pu tirer son épingle du jeu sans dommage personnel. Il est redevenu président de ce club un peu particulier que représente la commission des affaires étrangères. Il a recueilli vingt-six voix des trente-quatre, soit RPR, UDF et UDC. Les élus socialistes se sont abstenus.

Accusations de compromission

M. Jacques Barrot, (Union du centre) qui pouvait prétendre à la présidence de la commission des affaires sociales a dû finalement se retirer. Celle-ci et les quatre autres commissions et le rapport général du budget sont donc détenus aujourd'hui par des députés socialistes : MM. Dominique Strauss-Kahn (finances), Alain Richard (rapport général du budget), Michel Sapin (lois), Jean-Michel Boucheron (défense), Jean-Marie Bockel (production et échanges), Jean-Michel Belorgey (affaires sociales).

Après son élection, M. Giscard d'Estaing a expliqué, dans un communiqué, que la commission qu'il présidait avait « un caractère particulier dans la vie parlementaire » parce qu'elle était « moins impliquée dans les débats de la politique intérieure » et qu'elle avait « en charge la réputation et les intérêts extérieurs de la France ».

M. Giscard d'Estaing ne tomba donc pas sous le coup des accusations brandies ces derniers jours par le RPR : quiconque accepte une présidence de commission de la main des socialistes est un traître en puissance.

Quelques heures avant l'ouverture du scrutin au sein des commissions pour l'élection des présidents, l'opposition n'était pas encore parvenue mardi à un accord. M. Pons, toujours soucieux de lier ses amis ou de les faire passer aux yeux de leurs électeurs pour des alliés virtuels des socialistes, proposait à nouveau une candidature unique RPR-UDF dans toutes les commissions.

C'était, selon lui, la meilleure façon de manifester l'hostilité de l'opposition à « l'obole octroyé » par les socialistes. De leur côté, MM. Gaudin, Barrot et Méhaignerie tentaient de se dégager de ce piège en demandant à nouveau au PS trois commissions pour l'opposition : une pour chacun des trois groupes. M. Méhaignerie espérait mettre à son tour le RPR dans l'embarras en le contraignant à refuser publiquement une présidence. Le PS ne devait pas marcher dans la combine.

Vers 9 h 30, c'était au groupe centriste de se réunir. M. Barrot eut alors la mauvaise surprise de constater que sa base lui échappait. La majorité du tout jeune groupe UDC était, en effet, hostile à sa candidature, estimant qu'elle prêterait le flanc aux accusations de compromission.

Le groupe UDC manifestait ainsi sa fragilité et sa friabilité. Nombre de ses membres ne se sont pas encore totalement remis de leur prise de distance à l'égard de l'UDF. Ce premier pas leur avait beaucoup coûté. Ils n'étaient pas prêts à en assumer un second sur le chemin de l'indépendance et de l'intransigence vis-à-vis de leurs alliés de l'URC.

A 10 heures, devant leurs commissions, MM. Giscard d'Estaing et Barrot avançaient leur candidature. Constatant que l'URC ressuscitée présentait des candidats partout (sauf à la production et échanges contre M. Bockel), les socialistes décidèrent de proposer à la commission des affaires étrangères et à celle des affaires sociales deux candidats d'attente : M^{me} Catherine Lalumière et M. Bernard Dérosiers. Une suspension de séance était immédiatement demandée par les socialistes afin de tenter de renouer les fils d'un accord.

Une première

De son côté, M. Barrot, après un entretien avec MM. Chirac, Pons et Juppé comprenait que le RPR, tout en ne s'opposant pas ouvertement à sa candidature, maintiendrait sa pression sur lui s'il était élu. Coincé entre ses amis, sceptiques, et ses alliés RPR, hostiles, M. Barrot, à la reprise de séance, annonça son retrait. Il constatait qu'il lui était impossible d'accepter cette « fonction d'arbitrage » dans un climat de « suspicion ». L'ancien président de cette commission se voyait mal, en effet, examiner de nombreux textes sociaux sous les yeux du RPR cherchant à le pousser à la faute. « C'est dommage », expliquait-il dans la soirée, avec une pointe d'amertume. « Il y avait là la possibilité de faire progresser l'idée d'un travail parlementaire dépassionné et efficace ».

M. Méhaignerie tentait, pour sa part, de faire porter le chapeau aux socialistes, qui n'avaient pas accepté de donner trois présidences à l'opposition. M. Pons, dans les coulisses, semblait, quant à lui, ravi de ce bon tour joué à ses alliés.

Du côté des socialistes, on dénonçait ce mauvais coup porté à une tentative de « meilleure gestion des commissions ». « Nous ne comprenons pas cette situation de blocage, applaudit par le RPR », déclarait

M. Jean-Pierre Sueur (PS), tandis que M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste, dénonçait le « chantage » du RPR sur les centristes. Quant au président du groupe PS, M. Louis Mermaz, il regrettait que M. Barrot ait « cédé aux remontrances du RPR ».

Le retrait de M. Barrot ayant été acté en fin de matinée, les socialistes décidèrent de repousser, à 16 h 30, l'élection à cette présidence de commission laissée libre. Contrairement à ce qui s'était passé pour les autres commissions, les députés socialistes ont voté pour départager les candidats à la candidature : M^{me} Yvette Roudy, MM. Alain Calmat, Bernard Dérosiers et Jean-Michel Belorgey. C'est ce dernier qui devait finalement l'emporter devant ses pairs au deuxième tour. Il était ensuite élu, en fin d'après-midi, président de la commission des affaires sociales, les centristes votant blanc et le RPR ne participant pas au vote.

L'échec de cette tentative historique d'associer plus étroitement l'opposition au travail parlementaire ne doit cependant pas cacher la réussite de celle faite pour assurer son entrée dans les bureaux des commissions, c'est-à-dire les vice-présidences et les secrétariats. Ces postes ne sont pas honorifiques. Ils permettent de jouer un rôle important dans la gestion des travaux des commissions. A l'exception de la commission des finances, où l'opposition n'a pas occupé une vice-présidence et deux secrétariats laissés par les socialistes (elle revendiquait deux vice-présidences et un secrétariat), les bureaux de toutes les autres commissions ont vu entrer pour la première fois des députés URC et UDF. Le RPR, campant fermement sur sa position de refus, avait décidé, pour sa part, de boycotter également ses nouvelles « oboles ».

PIERRE SERVENT.

La composition des bureaux

Grande première : l'opposition a fait, le mardi 28 juin, son entrée dans les bureaux des commissions de l'Assemblée nationale.

AFFAIRES SOCIALES :

Président : Jean-Michel Belorgey (PS, Allier). Vice-présidents : Alain Calmat (PS, Cher), Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin), Yvette Roudy (PS, Calvados), André Santini (UDF, Hauts-de-Seine). Secrétaire : Jean-Pierre Foucher (UDC, Hauts-de-Seine). Denis Jacquet (UDF, Moselle), Jean-Jack Queyranne (PS, Rhône), René Rouquet (PS, Val-de-Marne).

LOIS :

Président : Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine). Vice-présidents : Michel Suchod (PS, Dordogne), Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne), Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), Jean-Pierre Worms (PS, Saône-et-Loire), Paul-Louis Tessillon (UDF, Yvelines).

PRODUCTION ET ÉCHANGES :

Président : Jean-Marie Bockel (PS, Hauts-Rhin). Vice-présidents : Claude Birraux (UDC, Haute-Savoie), Jean-Pierre Defontaine (PS, Pas-de-Calais), Jean-Pierre Joseph (PS, Gers), Pierre Milcaux (UDF, Aube). Secré-

taire : Léonce Deprez (UDF, Pas-de-Calais), Ambroise Guellec (UDC, Finistère), Guy Malandain (PS, Yvelines), Ségolène Royal (PS, Deux-Sèvres).

FINANCES :

Président : Dominique Strauss-Kahn (PS, Val-d'Oise). Rapporteur général : Alain Richard (PS, Val-d'Oise). Vice-présidents : Jean Anciant (PS, Val-d'Oise), Yves Tavernier (PS, Essonne). Secrétaire : François Hollande (PS, Corrèze).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES :

Président : Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Puy-de-Dôme). Vice-présidents : Jean-François Deniau (UDF, Cher), Catherine Lalumière (PS, Gironde), Charles Pistré (PS, Tarn). Secrétaire : Michel Bérégovoy (PS, Seine-Maritime), Paul Dhaille (PS, Seine-Maritime), Charles Ehrmann (UDF, Alpes-Maritimes).

DÉFENSE :

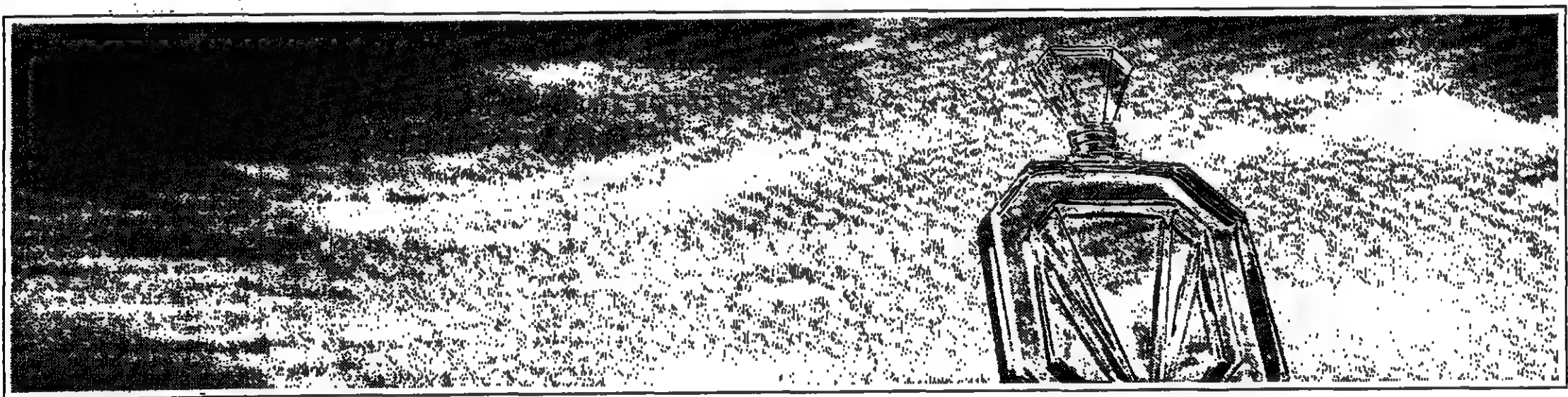
Président : Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine). Vice-présidents : Charles Herron (PS, Rhône), Jean-Yves Le Drian (PS, Morbihan), Arthur Paecht (UDF, Var). Secrétaire : Jean Briane (UDC, Aveyron). Freddy Deschaux-Beaume (PS, Eure), Joseph Marjonan du Gasset (UDF, Loire-Atlantique).



INTROUVABLE !!

AUTORADIO EXTRACTION DE POCHES
130 GRAMMES
BLAUPUNKT DENVER SQM 108
4025 WATT REELS PO-60-FM-STEREO, Affichage digital,
recherche électronique, 15 mémoires, entrées K7-CD
Disponible à prix Discount
SITRUNK AUTORADIO 80, rue de Maubouge
75010 PARIS (Gare du Nord)
Tél : 45.25.46.48

SAINT-GOBAIN LA CRÉATIVITÉ



SAINT-GOBAIN EST LE PREMIER
PRODUCTEUR MONDIAL DE FLAONS
ET LE DEUXIÈME PRODUCTEUR
MONDIAL DE BOUTEILLES.

Chaque année, 9 milliards de bouteilles, flacons et pots sont fabriqués dans les usines de Saint-Gobain.
Chaque jour, 13000 professionnels du verre travaillent à faire reculer, encore, les frontières de la technique verrière.
Témoin, ce flacon GEM de Van Cleef & Arpels, flacon à deux faces jointives, réalisé pour la première fois en automatique, véritable prouesse technique récemment couronnée par un Oscar Mondial de l'Emballage.



NOTRE MÉTIER: LA COMPÉTITION

Cinquante-neuf morts et trente-neuf blessés

Trois enquêtes pour rechercher les causes de la catastrophe de la gare de Lyon

Le bilan de la collision ferroviaire qui s'est produite, lundi 27 juin, à 19 h 8, au troisième sous-sol de la gare de Lyon est extrêmement lourd : cinquante-neuf personnes — le conducteur et des passagers de la rame percutée par le train Melun-Paris — ont trouvé la mort. Trente-neuf autres ont été blessées. Parmi celles-ci, treize des victimes de cet accident, sans précédent dans la capitale, sont toujours hospitalisées. Les services de l'Assistance publique de Paris indiquent, mercredi matin 29 juin, que trois de ces blessés étaient gravement atteints, notamment une jeune femme admise à l'hôpital Bichat dans un état critique. Les deux autres blessés graves, hospitalisés à La Pitié-Salpêtrière et au Kremlin-Bicêtre, souffrent — selon le communiqué de l'Assistance publique — de

« polytraumatismes », mais leurs vies ne sont pas en danger.

Parallèlement aux travaux de la commission d'enquête créée par M. Louis Mermé, ministre des transports du premier gouvernement Rocard, commission d'enquête dont la présidence a été confiée à M. Christian Malaurie, inspecteur général des transports et des travaux publics, la SNCF s'efforce, de son côté, de déterminer les causes de cette catastrophe et de préciser pour quelles raisons le système de freinage du Melun-Paris a fait totalement défaut.

Pour sa part, le parquet du tribunal de Paris a décidé, mardi 28 juin, l'ouverture d'une information judiciaire contre X... pour homicides et blessures involontaires. Celle-ci est fondée sur les textes régissant la

police des chemins de fer, qui prévoient une peine de prison de six mois à cinq ans et une amende de 1 080 F à 30 000 F pour « quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé, sur un chemin de fer ou dans les gares ou stations, un accident occasionnant la mort d'une ou plusieurs personnes ». Le dossier judiciaire a été confié à M. Jean-Paul Valat, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Cette catastrophe ferroviaire a, bien sûr, suscité une très vive émotion. Au-delà des réactions et des interrogations sur les problèmes de sécurité des voyageurs, de multiples personnalités ont tenu à adresser d'abord des messages de sympathie aux familles des victimes. Et en tout premier le président de la Républi-

que, M. François Mitterrand, qui, avant de quitter Hanovre au terme de la réunion du conseil européen, a indiqué qu'il allait recevoir le président de la SNCF, M. Philippe Rivoire, et a déclaré : « L'ampleur du drame dans sa gravité est un choc que reçoit la France tout entière. Cet accident ne peut que remplir nos cœurs de peine et de pitié. Il est très important que ceux qui souffrent sachent que la nation consacre sa pensée, consacrer ses efforts pour essayer d'être solidaire, pour rendre service, pour apaiser ce qui peut l'être. »

Quant à ce qui ne peut pas l'être, a ajouté M. Mitterrand, le deuil ou le chagrin, au moins doit-on avoir une très grande attention, une très grande délicatesse pour que les Français se sentent vraiment tous unis autour d'événements de cette sorte.

Une minute quarante pour réagir

Les différentes enquêtes en cours permettront de compléter, de préciser le film des événements qui ont abouti à la catastrophe de la gare de Lyon. A travers les déclarations des différents témoins et responsables, on peut déjà reconstituer les épisodes qui ont précédé et suivi le non-fonctionnement du système de freinage du train Melun-Paris 153 944. Des questions demeurent, pour l'instant, sans réponse.

Lundi 27 juin. — Le train Melun-Paris connaît un premier incident à Vigneux (Seine-et-Marne). Il dépasse le signal, et les passagers doivent descendre sur la voie. La SNCF estime que cet incident peut aussi bien être imputable à une erreur d'appréciation du conducteur, et souligne que le convoi s'est arrêté quinze fois sans problème tout au long de son trajet.

18 h 32. — M. Daniel Saulin, mécanicien du train 153 944,

constate que quelqu'un a tiré le signal d'alarme à la hauteur de la gare de Vert-de-Maisons (Val-de-Marne), où aucun arrêt n'était prévu. Son manomètre de pression pneumatique n'indique plus 3 bars, mais près de 4. Il accentue cette dépression, arrête son train, et cherche la voiture d'où est partie l'alarme et dont s'échappe un sifflement. Le train est composé de deux éléments, chacun formé d'une motrice et de trois remorques. Dans le deuxième élément, il trouve la remorque concernée. Apparemment, l'auteur de l'alarme est introuvable. M. Saulin réarme le signal avec une clé et tente de débloquer les freins.

Vainement. Pendant vingt-six minutes, il bataille pour y parvenir. La plupart des voyageurs, croyant qu'un train de remplacement partira d'un autre quai, descendent. Le mécanicien parvient enfin à débloc-

quer le système, vraisemblablement en privant la remorque paralysée de frein, ce qui est une procédure normale : sept voitures sur huit en état de freiner suffisent largement. A-t-il touché à d'autres manettes de purge de la conduite pneumatique, provoquant la mise hors jeu des freins d'autres voitures ?

18 h 59. — M. Saulin remonte dans sa cabine de conduite, démarre et pilote son train à une allure normale, fixée à cet endroit à un maximum de 120 km/h. A-t-il vérifié, comme il le devait, que la pression pneumatique était remontée à 3 bars, et que les freins répon-

dent ? 19 h 7. — A 2 kilomètres de la gare de Lyon, les panneaux de limitation obligent le mécanicien à réduire la vitesse, qui atteignait vraisemblablement plus de 90 km/h. Il constate que les freins ne répondent pas. Dans la minute quarante qui va s'écouler entre ce moment et celui de l'impact dans la gare souterraine de la gare de Lyon, il enclenche le frein rhéostatique, tout à fait insuffisant, mais qui réduit d'une vingtaine de kilomètres à l'heure la vitesse du convoi. Il lance un appel sur la liaison radio, qui sera capté par le poste d'aiguillage et — apparemment — par le mécanicien de train qui va être tamponné. Il ordonne à ses passagers de quitter la motrice de tête et de refluer dans la remorque suivante, pour limiter les effets de l'impact inévitable. Sur les quatre voies de la gare souterraine vers laquelle le train fou dévale, une est

libre. Mais l'aiguillage ne peut orienter le convoi vers celle-ci. Le feu vert a en effet été donné à un autre train en partance, et cela empêche de modifier la position des aiguillages : un ordre dans ce sens aurait été inopérant.

19 h 10. — Le Paris-Melun percute le train 153 951 en partance pour Villeneuve-Saint-Georges. Celui-ci est bondé car le précédent train a été annulé pour cause de retard excessif.

La question qui s'impose aux enquêteurs est simple à poser et beaucoup moins à résoudre. Ou bien la pression de l'air comprimé du Paris-Melun était normale — mais alors pourquoi le freinage n'a-t-il pas été efficace ? Ou bien la pression était insuffisante, et dans ces conditions, pourquoi le train a-t-il pu se remettre en route, le système étant conçu pour se bloquer dans ce cas ? Seul M. Saulin pourra expliquer aux enquêteurs les gestes qu'il a effectués et les constatations qu'il a pu faire après le déclenchement du signal d'alarme.

En tout état de cause, l'architecture du système de freinage de ce type de matériel devra être revue, car il apparaît que le circuit de secours ne mérite pas cette appellation, puisqu'il nécessite, lui aussi, que la pression soit normale pour fonctionner. Il ne semble pas y avoir de redondance sur les freins des trains français.

ALAIN FALLAIRES

Sur les quais

Contourner l'innommable

Il y a une dizaine installée en file indienne au carrefour qui mène à la gare souterraine. Badge SNCF au revers de la veste, il répète inlassablement d'une voix blanche : « SNCF banlieue, gare de Lyon, grandes lignes ». Derrière eux, le couloir qui menait hier encore aux trains en partance pour Combs-la-Ville, Evry ou Villeneuve-Saint-Georges, est quasiment désert. Des barrières métalliques gardées par des jeunes « tucistes » interdisent l'accès aux escalators.

« Ils auraient pu se contenter de fermer le quai B », grommelle une passante. « Ils n'avaient sans doute pas envie qu'on voie ça », lui rétorque-t-on. « Ça », les haut-parleurs ont beau annoncer sans cesse le déplacement des départs banlieue à la suite « d'un accident grave », les voyageurs préfèrent contourner l'innommable, ils s'arrêtent parfois devant les contrôles SNCF, un peu hésitants, afin de vérifier que tout cela, c'est bien « à cause d'hier » mais ils s'enfuient aussitôt. Les plus hardis, attachés-casques à la main, lent, eux, pudiquement, des « événements ». Tous suivent docilement ce nouvel itinéraire qui les amène vers la « gare de surface » en tête du quai, plus habitué au TGV qu'aux vieux bleuets de la SNCF-banlieue.

Une immense foule s'épouse à lire le tableau d'affichage : des trains retardés, des employés dépassés. La pagaille, en un mot. Elle offre aux habitués de la gare, 19 heures, vaguement soulagés, un « autre » sujet de conversation. Il faut retrouver son train, repérer les lieux, vérifier les retards, le détail des itinéraires, les numéros des quais.

La belle ordonnance des trains du soir, celle qui faisait se retrouver en tête du deuxième wagon les collègues d'une même banlieue, s'est brisée. Elles sont deux à chercher « Monique », qui les accompagnait ce matin. Ils sont une dizaine à guetter vainement leur femme avant de se décider à grimper, seuls, dans « le 18 h 32 » qui les réunit tous les jours.

Tabou

Alors on s'installe dans un coin, un peu étranger à ce nouveau décor et l'on se raconte à demi-mots les rendez-vous manqués du soir, les quai-bondés, les erreurs d'effacement. Le reste ? Tabou. Pourtant, combien sont-ils, plongés en silence dans leur journal, tous arrêtés à la même page ?

Dans les cabines téléphoniques qui bordent les quais, on parle bien un peu puisque l'on parle à d'autres. Une petite dame à chapeau s'inquiète vivement : « Tu es vu les images à la télévision ? On dit qu'il y a plus de cinquante morts ! » Les banlieusards qui patientent à l'extérieur haussent les épaules : sans doute une passagère « grandes lignes », peut-être un départ TGV : en tout cas, pas une des leurs.

Car ils sont ce soir-là face à face, ou mêlés avec ceux qu'on appelle « les usagers », un peu surpris de se trouver réunis ainsi sous les voûtes en verre de la « gare de surface », les habitués à longueur d'année du Paris-Melun et les colonies de vacances du mois de juillet : les voyageurs pressés du 18 h 42 et les mères de famille en robe d'été encombrées de valises et d'enfants ; les porteurs de serviettes ou de porte-documents du soir et les surchargés des lourds sacs à dos des vacances.

Ils se regardent à peine. Il y a ceux qui peuvent « en » parler à loisir, un peu étonnés de se trouver « sur les lieux », et ceux qui n'en parleront pas parce qu'ils ont trop à dire. De toute façon, ceux-là se retrouveront demain.

A. C.

• Dérailement sans victime gare Saint-Lazare. — Deux voitures d'un train de banlieue parisienne de provenance de Mantes (Yvelines) ont déraillé, mardi 28 juin, vers 17 heures, alors que le convoi arrivait à faible vitesse gare Saint-Lazare à Paris. L'incident, dû à un « dérapement d'aiguillage », au lendemain de la catastrophe de la gare de Lyon, a causé une vive émotion parmi les voyageurs.

• Collision ferroviaire près de Kaiserslautern : un mort. — Un train de voyageurs et un convoi de marchandises sont entrés en collision, le mardi 28 juin, près de Kaiserslautern (RFA). C'est un glissement de terrain dû aux pluies qui a fait dérailler le train de marchandises. Celui-ci a heurté un rapide dans lequel un voyageur a été tué et huit autres gravement blessés.

RELIGIONS

A l'occasion du consistoire

Jean-Paul II exhorte les partisans de Mgr Lefebvre à ne pas suivre celui-ci dans le « schisme »

ROME de notre correspondant

Importante journée « vaticane » le 28 juin à Rome. En une cérémonie simple comme l'ordinaire mais également colorée et où dominaient naturellement le pape, Jean-Paul II a, dans la grande salle Paul-VI, imposé la barrette à vingt-quatre prélats de dix-sept nationalités, dont il avait revêtu les noms le 29 mai. Le pape a, bien entendu, évoqué aussi la figure du théologien suisse Hans-Urs von Balthasar, appelé, deux jours plus tôt, à « une exaltation différente » du cardinalat, « celle de la vie éternelle ».

Le Sacré Collège compte actuellement cent soixante membres dont cent vingt et un âgés de moins de quatre-vingts ans qui éliront le successeur de Jean-Paul II en cas de vacance du siège pontifical. Ce chiffre, qui excède le nombre théorique de cent vingt, se verra réduit par l'accession à l'âge fatidique, d'ici à la fin de l'année, de trois prélats (dont Mgr Jacques Martin, unique Français nommé à l'occasion de ce quatrième consistoire de Jean-Paul II).

Dans le discours en latin qu'il a prononcé devant le « consistoire secret » avant la cérémonie publique, le pape a fait une longue référence à Mgr Lefebvre (nos dernières éditions du 25 juin). Le prélat, suspendu à divinis doit ordonner quatre évêques le jeudi 30 juin à Ecône, en Suisse.

Jean-Paul II s'est déclaré « très attristé » que « l'un de nos frères en épiscopat » procédant « sans mandat apostolique », ait désiré « rompre ainsi l'unité de l'Eglise, entraînant un certain nombre de ses sectateurs dans le schisme ». Le pape a conclu : « Nous les prions et les exhortons du fond du cœur afin qu'ils restent dans la maison pater-

nelle (...). Il y a beaucoup de personnes qui croient en Dieu et qui sont l'Eglise du Christ sur terre. »

Profitant de la présence à Rome de nombreux cardinaux pour le consistoire, le pape a fait connaître mardi le texte d'une nouvelle Constitution sur la Curie, prévue depuis seize ans et effectivement en gestation depuis 1982. Le cardinal Baggio a, le 28 juin, présenté à la presse ce document intitulé « Le bon pasteur » — un titre destiné à mettre l'accent sur l'aspect de « services » confié au pape et à l'Eglise universelle par les instances centrales, plutôt que sur leur valeur juridique d'organe de gouvernement.

Une petite réforme de la Curie

Dans les faits, ce document ne tranche pas le débat feutré mais fort vif qui a remué la hiérarchie catholique depuis deux décennies sur la question des pouvoirs du secrétaire d'Etat. La figure de ce « numéro deux » a toujours choqué une partie de l'Eglise, notamment son aile la plus conservatrice, pour qui le pape devrait garder des rapports directs avec chacune des instances, sans la médiation, fût-elle subtile et discrète comme aujourd'hui celle de Mgr Casaroli, d'une sorte de premier ministre.

La nouvelle Constitution garde au secrétaire d'Etat des pouvoirs importants, de coordination notamment. Son « dicastère », cependant, est défini « juridiquement égal » aux neuf congrégations, trois tribunaux, douze conseils et deux bureaux composant également la Curie. Les deux adjoints traditionnels du secrétaire d'Etat semblent devoir perdre un peu de leur lustre à partir du 1^{er} mars 1989, date d'entrée en vigueur de la Constitution. Le substitut et le secrétaire du

EDUCATION

L'insuffisance du nombre des candidats reflète le malaise des instituteurs

L'éducation nationale recherche 5 900 instituteurs. Les candidats, qui doivent être titulaires d'un DEUG ou d'un diplôme équivalent et être âgés de moins de quarante ans, subiront un concours en septembre et octobre prochains, avant de bénéficier de deux années de formation rémunérées dans une école normale départementale. Les inscriptions seront closes entre le 11 juillet et le 26 août, selon les académies. Quelques 27 000 étudiants étaient inscrits cette année dans les cycles de préparation mis en place dans certaines universités, et d'autres se présenteront en candidats libres, ce qui semble a priori suffisant.

Mais de grandes disparités existent entre les régions. Le Nord et l'Est, ainsi que les académies de Créteil et de Versailles, ont moins de candidats. Ainsi l'académie d'Amiens, qui offre 194 postes, ne compte que 275 étudiants inscrits en préparation : à Versailles, il y a seulement 13 candidats potentiels par poste contre 3,6 à Nice et 6,7 à Paris. L'an dernier, en dépit d'une campagne publicitaire, 123 des 5 535 postes offerts n'avaient pas pu trouver preneurs, alors que plus de 27 600 candidats s'étaient inscrits pour passer les concours.

Le malaise de la profession d'instituteur, que reflètent ces difficultés de recrutement, est à nouveau attesté par le mouvement de boycottage de l'examen de sortie de l'école normale lancé par des élèves-

instituteurs de la région parisienne (le Monde du 3 juin).

Un quart des normaliens d'Ile-de-France convoqués, le mardi 28 juin, aux examens de sortie, ont réclamé un zéro symbolique à leur première épreuve afin de manifester leur mécontentement contre leur formation, qu'ils estiment insuffisante. A l'appel de la coordination régionale parisienne des élèves-instituteurs, 174 candidats sur les 751 convoqués, ont, le matin, remis une copie blanche ou une déclaration exprimant leur hostilité au principe de l'examen final, qu'ils jugent « infantilisant et inadéquat aux réalités du métier d'instituteur ». L'après-midi, la moitié environ ont réitéré leur refus de composer.

La plupart appartiennent aux écoles de Cergy (Val-d'Oise), d'Orléans (Essonne), de Bonneuil (Val-de-Marne), du Bourget et de Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis). Les 83 normaliens parisiens avaient été répartis par groupes de quatre dans une vingtaine de centres différents, afin qu'ils ne puissent pas être empêchés de composer par leurs camarades de première année, comme cela s'était produit lors des précédentes convocations.

La note zéro étant éliminatoire, ceux qui l'auront reçue risquent de ne pas obtenir leur diplôme, à moins que les jurys n'attribuent à leurs copies un demi-point plutôt que cette note fatale.

SPORTS

TENNIS : les internationaux de Grande-Bretagne

Le général épingle

Disparition à Wimbledon des derniers gauchers et des derniers Français, après l'élimination, le mardi 28 juin, de Leconte en huitièmes de finale et Pascale Paradis en quarts de finale, ainsi qu'avec la défaite de l'Américain Connors.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Raquette de deuxième classe, le blabla Patrick Kubben a gagné du galon mardi sur le champ de bataille de Wimbledon en prenant d'assaut la montagne Connors. Pour réussir ce petit exploit en huitièmes de finale de championnat de Grande-Bretagne, l'Allemand de l'Ouest a dû remporter les six derniers des deuxièmes et troisièmes sets puis faire deux fois le break dans la cinquième manche après avoir eu une première

ballée de match au deuxième jeu du quatrième set sur le service de l'Américain.

La demi-victoire croisée qu'il a remportée en retour d'une amorce après avoir traversé le court en diagonale, a été la meilleure conclusion à un match qu'il a mené tambour battant, en dépit de la farouche résistance de Connors. L'arrêt de la partie la veille à 6-6 dans le troisième set avait permis à l'Américain de recharger ses accus sur lesquels il avait déjà singulièrement tiré samedi dernier contre son compatriote Rostagno. Mais cela n'a pas été suffisant.

Qui est donc Kubben pour avoir ainsi épingle non pas un capitaine mais bien un général des courts ? Jusqu'alors il avait eu le fait d'arme parcimonieux. C'est pourtant un bel athlète, moins lourd sans être moins puissant que son compatriote Boris Becker dont il est l'adversaire de trois ans. Natif de Pforzheim, il a réalisé ses meilleures performances au double. C'est dire qu'il a le service choc et la volée chic pour un joueur classé quatre-vingt-dixième mondial en simple. Comme sa détermination n'a pas failli mardi, il a fini par faire céder le gaucher, champion des lieux en 1974 et 1982.

Demi-finaliste 1986, quart de finaliste 1985 et 1987, Henri Leconte qui était le seul autre gaucher encore en compétition dans les huitièmes de finale n'a pas plus passé ce cap cette année.

Mené deux manches à rien lundi soir quand la pluie et la nuit avaient interrompu la partie, le finaliste de Roland-Garros a semblé mieux disposé, mardi, à la reprise du match. Il gagna ainsi une manche. Toutefois, l'Américain Tim Mayotte qui joue sur terre sans génie mais avec conscience, eut la tâche facilitée par le manque de régularité de Français pour finir au quatrième set.

C'est la cinquième victoire de Mayotte sur Leconte en sept rencontres. Agé de vingt-huit ans, le joueur de Springfield (Massachusetts) qui a gagné son premier titre seulement en 1985 à Delray-Beach (Floride) a depuis lors pris goût à la victoire. Sa troisième place mondiale correspond à six championnats gagnés au cours des quinze derniers mois. A Wimbledon, il a déjà été trois fois quart de finaliste (1981-1983 et 1986) et une fois demi-finaliste (1982). Pour faire aussi bien six ans après, il devrait battre Ivan Lendl en tour suivant.

ALAIN GIRAUDO.

LES RESULTATS DU MARDI 28 JUIN

MESSIEURS

Mayotte (E-U, 13) b. Leconte (Fr., 9) 6-4, 7-6 (7-4), 4-6, 6-2; Becker (RFA, 8) b. Connors (E-U, 57) 6-3, 6-4, 6-4; Kubben (RFA, 7) b. Connors (E-U, 5) 5-7, 7-6 (7-4), 7-6 (7-2), 6-7 (4-7), 6-3.

DAMES

(Huitième de finale)

M. Navratilova (E-U, 2) b. L. Savchenko (URSS, 19) 6-4, 6-2.

(Quart de finale)

S. Graf (RFA, 1) b. P. Paradis (Fr., 36) 6-3, 6-1; P. Shriver (E-U, 4) b. C. Garrissin (E-U, 13) 6-4, 6-4; C. Everet (E-U, 3) b. M. Sukova (Tch., 7) 6-3, 7-6 (7-4).

JEAN-PIERRE CLERIC

Naissance des trente glorieuses

Fan des fifties



Euphorie des performances. On vivait alors — on le disait sans

هكذا من الاصل

LES ANNÉES 50

Manifestations
au Centre Pompidou

Après « Présences polonaises », « Paris-Berlin », « Paris-Moscou », et « Paris-New-York », le Centre Georges-Pompidou mobilise entre le 30 juin et le 17 octobre tous ses lieux et toutes ses forces pour une grande rétrospective pluridisciplinaire.

EXPOSITIONS

— Les Années 50, quelques problèmes de l'art contemporain (galerie du 5^e étage).

— La Hune, une librairie-galerie à Saint-Germain-des-Prés (Musée, 4^e étage).

— Architecture et design : entre le béton et le rock (galerie du CCI).

— Bandes dessinées : Héros de papier (salle d'actualité de la BPI, 28 juin - 28 septembre).

CONCERTS

— Musiques électroacoustiques : de la Symphonie pour un homme seul, de Schaeffer-Henry (1950) à Orient-Occident, de Xenakis (1959) en passant par des écoutes de bandes réalisées sur ordinateurs, 90 œuvres de dix pays réparties sur douze concerts, programmés par François Bayle. Une coproduction du Centre, de l'IRCAM et de l'INA-GRM, du 2 au 30 juillet (salle du 5^e étage, 18 h 30).

— Musique instrumentale : concerts thématiques de musique de chambre (« L'après-guerre », « L'esprit sériel », etc.) du 1^{er} septembre au 17 octobre (salle du 5^e étage, 18 h 30).

— Trois concerts d'œuvres dirigées : le 15 septembre au Théâtre des Champs-Élysées par l'Orchestre national de France (Strauss, Stravinski, Xenakis, Ligeti, Messiaen) ; le 10 octobre au Théâtre du Rond-Point par l'Ensemble intercontemporain (Nono, Stockhausen, Zimmermann,

Déserts, de Varèse) ; le 14 octobre à la Maison de Radio-France par l'Intercontemporain (Berio, Cage, le Marteau sans maître, de Boulez).

CINÉMA

— Cinquante longs métrages sélectionnés par Jean-Loup Passek pour retrouver le temps de Caroline chérie, de Cinéma, du premier numéro des Cahiers du cinéma (avril 1951), de la naissance de la nouvelle vague (salle Gerance, jusqu'au 18 juillet et du 14 septembre au 17 octobre, séances à 14 h 30, 17 h 30 et 20 h 30).

— Juste avant la vague : le documentaire français des années 50. Reportages de Rouquier et Franju, films d'art de Cocteau, Kast et Grémillon... (salle Jean-Renoir, BPI, 2^e étage, jusqu'au 2 juillet et du 14 septembre au 10 octobre).

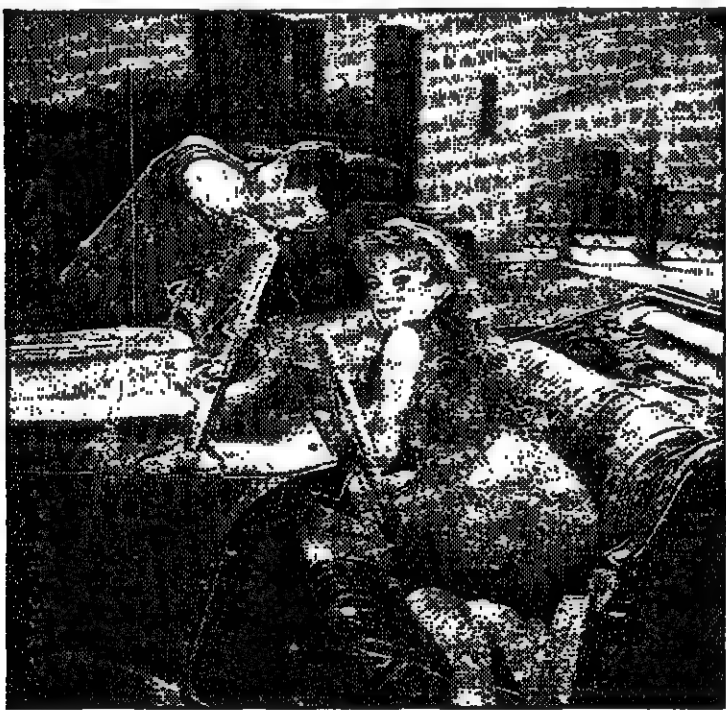
LITTÉRATURE

— Des voix et des images, création littéraire (Lectures du studio 5, 5^e étage, à 18 h 30 et à 20 h 30, du 3 au 10 juillet et du 2 septembre au 17 octobre).

— D'autre part, quatre ouvrages édités par le Centre paraissent à cette occasion : les Années 50, ouvrage collectif et catalogue de l'exposition (420 F) ; Cinéma français : les années 50, par Jean-Charles Sabria (420 F) ; D'un cinéma l'autre - Notes sur le cinéma français des années 50 (130 F) ; la Librairie-galerie La Hune, par Bernard Gheerbrant (185 F).

— Existente également en librairie : les Années 50, d'Anne Bony (éditions du Regard) ; les Années 50 de A à Z, de Brigitte Comand et Bernard Mercadé (Rivages/Style).

★ Rés. : 1/42-77-12-33.



Brigitte Bardot.

De Caroline chérie aux Amants en passant par Et Dieu créa la femme, l'image de la femme s'émancipe. Martine Carol, Brigitte Bardot et Jeanne Moreau annoncent la nouvelle vague.

PENDANT les années 40, le cinéma français, placé sous l'égide de l'ordre moral pétainiste, n'avait parlé de l'amour qu'avec une extrême prudence. Quant à l'érotisme, il n'en était pas question. Ou, alors, de façon tellement déguisée... A la Libération, il y avait des sujets plus « urgents » à traiter : la Résistance, par exemple, présentée comme un fait national. Certes on respirait, la liberté était revenue, mais il y avait toujours un ordre moral.

Les associations catholiques, en particulier, menaient campagne contre le Diable au corps (1947), où un adolescent devenait l'ami d'une femme de combattant pendant la guerre de 1914 (du coup,

l'ombre de l'écrivain Raymond Radiguet faisait scandale), ou contre le Bébé en herbe (1954), où une femme révélait l'amour physique à un garçon dont elle aurait pu être la mère. Les deux films avaient été réalisés par Claude Autant-Lara, et le Bébé en herbe était une adaptation d'un roman de Colette. Celle-ci mourait, la même année, à quatre-vingt-un ans.

Pour certains, ses œuvres, depuis longtemps célèbres, n'étaient pas convenables. Jacqueline Audry s'en faisait, pourtant, une spécialité à l'écran, et osait parler de la frigidité provoquée par l'égoïsme du comportement masculin, dans Minne, l'ingénue libertine (1950). Par des images allusives, métaphoriques, bien sûr.

Après les fantaisies du « new-look » lancé par Christian Dior en réaction contre les années de pénurie de tissu, la mode féminine s'était stabilisée dans une austérité relative et de bon ton. Les robes et les jupes descendaient à mi-mollet, moulant, discrètement,

Architecture-design
Entre le rejet et l'autocensure

Porter un regard historique sur une période aussi proche que les années 50 pose des problèmes qui relèveraient plutôt de la psychanalyse. Mais au fait, quand commence la petite enfance de la France d'après-guerre.

COMBIEN de temps faut-il laisser refroidir une œuvre, combien de temps doit-on faire décanter une époque ou un style, pour avoir, sinon le regard « juste » — car les modes qui suivent l'interdisent en imposant à nouveau leurs filtres — du moins les outils d'analyse nécessaires ?

Ces questions sont depuis longtemps les moteurs secrets du Centre Pompidou, et plus généralement de tous les organismes qui gèrent l'histoire du présent. On s'est habitué à ne plus les formuler hors de savants colloques où l'on s'interroge sur les objets-témoins, les images, ou les sous-témoins, sur l'opportunité de faire entrer au musée de jeunes artistes contemporains, dont la cote se trouve décapée, ce qui est un bien pour eux, mais dont la glorification précoce fausse peut-être durablement leur propre évolution, tandis qu'elle impose au marché la gestion pétrifiée de modèles ; on s'est ainsi accoutumé à dire, de façon désabusée, que l'avant-garde est devenue scabieuse. Cela ne résout pourtant pas un problème réel.

C'est en 1959 que Malraux devient ministre de la culture, et c'est depuis cette époque qu'en France s'est organisée de manière visible la gestion de la culture des années 50, à travers toutes sortes de « centres » qui représentent les versions officielles de l'art contemporain. Les années 60 et suivantes ont donc été suffisamment réexploitées selon des normes toujours actuelles.

Exposer en 1988 les années 50 est un tout autre problème, si tant

est qu'il soit possible de donner ainsi son autonomie à une décennie. Quand commence en effet cette décennie ? Lors de l'Exposition internationale de 1957, que la Ville de Paris a fait si splendidement revivre l'an passé à travers ses musées ? Tous les nouveaux matériaux sont alors inventés, pour que l'effort de guerre — les fasses entrer dans l'usage quotidien. Le Corbusier est déjà présent, même si c'est sur la touche, comme il le sera lors de l'Exposition de 1958 à Bruxelles avec le pavillon Philips (c'est Guillaume Gillet qui construisit celui de la France).

Est-ce plutôt au lendemain de la guerre que commencent les années 50 ? Un instant où l'on découvre avec horreur l'histoire qui vient de fuir, la même histoire qui se trouble quarante ans plus tard, comme si la mémoire et l'histoire obéissaient à des règles contraires selon qu'il s'agit de destruction ou bien de création. Peut-on séparer la période de la reconstruction des dix années qui suivent, portées par la ferveur

sans limite pour les vertus du progrès, et de l'oubli ?

Ces questions de limites historiques sont particulièrement significatives pour ce qui relève de l'architecture, du cadre de vie, des meubles et objets, tous domaines où l'influence et même la fascination américaines jouent un rôle parfois clé. L'ensemble présenté par le CCI ne néglige pas d'ailleurs aucun de ces ancrages. L'analyse historique ou sociologique paraît un acquis finalement assez simple. Reste l'analyse du, ou des styles 50, puisque se juxtaposent ou s'opposent, d'un côté, les joies multifonctionnelles du fonctionnalisme et, de l'autre, ce que Raymond Guddot, commissaire de l'exposition, a joliment baptisé le style « spirou-rognon-bretzel », version « pré-kitch » d'une esthétique organique très typée qui, malgré un petit vent de mode contraire, reste généralement l'objet d'un rejet assez vif, presque d'un dégoût instinctif.

Comme nous l'a dit de façon pittoresque un autre organisateur de l'exposition, il fallait « écorcher le mal à la France des grands

ensembles ». On ne saurait mieux dire qu'à côté de l'analyse historique et de la compilation formelle de l'époque, il restait au reste à faire une autre analyse, plus souvent pratiquée sur un divan que dans un musée. Le thème de notre exposition oscille d'ailleurs entre la trentaine et la quarantaine, un bon âge moyen pour se débarrasser des traumatismes de la petite enfance. Mais pourquoi donc la France apparaît-elle plus traumatisée par ses années 50 que les autres pays occidentaux ?

Le mal aura été sans doute jugé trop profond, le secret trop difficile à accoucher. La proximité des années 50 devait donc être gommée, comme l'est, dans le forum, celle des années 60. Le CCI a fait appel à Jean Nouvel pour donner sa forme à l'exposition. Ce qui fait un peu mode. Mais qui d'autre que l'architecte du théâtre de Beaubien aurait pu donner ainsi l'apparence du souvenir, de la mémoire reléguée, au travail d'histoire et de rigueur entreprise par les commissaires du Centre Pompidou ?

FREDERIC EDELMANN.

Cinéma

Femme-objet ou femme émancipée ?

les hanches et les jambes. Les femmes doivent marcher à petits pas sur des chaussures à talon aiguille. Et si les sous-gorge à armature faisaient des poitrines « pigeonnantes », on ne poussait pas loin le décolleté. Pourtant, le bikini avait triomphé sur les plages, et les jeunes filles, l'été, se promenaient en chemisiers noués à la taille au-dessus de la ceinture d'un pantalon « corsaire ».

Tout cela se retrouve dans le cinéma de l'époque. La mode rapprochait les vedettes du public féminin, n'en faisait plus, sur l'écran, des créatures éthérées, sophistiquées, inaccessibles comme dans les films d'Hollywood. D'ailleurs, à Hollywood, il y avait des changements. Et, de toute façon, le cinéma français n'avait jamais eu sa Garbo ou sa Marlene.

C'est dans ce contexte qu'arrive Caroline chérie de Richard Pottier (1950), adaptation par Jean Anouilh d'un roman de Cécil Saint-Laurent (pseudonyme de Jacques Laurent) contenant les malheurs d'une jeune aristocrate sous la Révolution française. Caroline de Bièvre aime un seul homme, mais, pour sauver sa vie, elle doit, très souvent, sacrifier sa vertu, prêter son corps, ce qui ne lui déplaît pas toujours.

Le film accentue le côté polémique d'un ouvrage qui vient de connaître le même succès que les « best-sellers » américains. Et si la presse de gauche se déchaîne contre la vision « réactionnaire » de la Révolution, le public n'en a cure. Il adopte Martine Carol, interprète de l'héroïne, blonde starlette sentimentale qui a voulu se suicider par chagrin d'amour en 1947.

D'ailleurs les situations érotiques sont montrées de façon à ne choquer personne, et ce n'est pas un sein nu, exhibé le temps d'un éclair, qui va remettre la morale

en question. Enfin, Martine Carol n'est pas une inconnue mais une comédienne sympathique, rassurante en femme-objet au grand cœur. Si elle tient, désormais, des rôles de pécheresse, elle reste la Parisienne type d'Adorables créatures (Christian-Jaque, 1952), une pécheresse à laquelle on pardonne tout. L'érotisme de Martine Carol passe par les personnalités historiques qu'elle interprète. Sa nudité est filmée à contre-jour ou dans un bain voluptueux, avec ou sans monnaie.

Après Lucrèce Borgia (1953), Christian-Jaque, qui va épouser l'actrice, achève la consécration du mythe avec Madame du Barry (1954) et Nana (1955), où Zoia ne retrouverait pas son naturalisme. Martine Carol va à contre-courant de son image en interprétant Lola Montès dans le film de Max Ophüls (1955) que le public n'accepte pas. Cela ne met pas fin à sa carrière — elle tournera jusqu'à sa mort en 1967 — mais à son mythe, de toute façon battu en brèche par de nouvelles venues. Car, en 1955, à trente-trois ans, Martine Carol n'est plus dans la course.

Erotisme
et passion amoureuse

Elle n'avait, certes, rien à craindre des Etchika Choureaud, Danik Patissou, Dany Carrol, Claudine Dupuis ou Dominique Wilms (la « même vert de gris »), nouveaux visages pour de vieux emplois, mais Françoise Arnoul était arrivée, plus moderne avec son visage de chatte, sa façon de s'habiller, sa sensualité naturelle. Elle avait débuté à dix-huit ans dans l'Épave de Willy Rozier (1949) où elle était chanteuse de cabaret et où on l'avait vue à peu près nue, dans les bras d'André Le Gall. Pour cette scène, elle était doublée. Cela n'empêchait pas les fantasmes masculins.

Françoise Arnoul, d'abord femme-objet en nymphomane ou prostituée, représente l'impudence, le péché, la provocation sexuelle. De 1952 à 1956, cinq films sous la direction d'Henri Jeanneney, et French Cancan de Jean Renoir, changent cette image stéréotypée, lui donnent un statut de vraie comédienne et une féminité troublante réconciliant l'érotisme et la passion amoureuse, que l'on dissociait généralement.

Françoise Arnoul annonce la femme émancipée que va incarner, presque malgré elle, Brigitte Bardot. Curieux destin que celui de la petite jeune fille convenable de Passy, qui rêvait d'être danseuse classique à l'Opéra. En 1952 — elle a dix-huit ans, elle a été cover-girl, chaperonnée par sa mère, — elle débute au cinéma grâce à Roger Vadim, assistant de Marc Allégret, dans Le Trou normand de Jean Boyer, en ingénue, au côté de Bourvil. Willy Rozier recommence avec elle l'histoire de Françoise Arnoul : Manina, la fille sans voile. Le film ne tient pas toutes les promesses de son titre, mais Brigitte Bardot en bikini brave la pudeur.

Le 20 décembre 1952, elle épouse Roger Vadim. Passé le « scandale » de Manina, elle a l'air de s'orienter vers le style jeune fille fantasiste, quand, en 1956, Roger Vadim s'en mêle, avec Et Dieu créa la femme, produit par Raoul Lévy. Brigitte Bardot secoue ses longs cheveux blonds, marche pieds nus, en se déhanchant comme Marilyn Monroe, semble bien ne pas porter grand-chose sous ses robes courtes et dégrafées, scandalise — dans le film, bien sûr ! — Saint-Tropez par sa liberté d'allures, prend des bains de soleil toute nue (derrière un drap étendu sur une corde) et attire les hommes. Elle n'en aime qu'un, comme jadis « Caroline chérie », mais nous sommes dans les temps modernes, un climat

« pré-nouvelle vague » et Juliette, l'héroïne de Vadim, se donne à qui lui plaît, se reprend, se refuse, se marie par dépit mais proclame sa liberté en plantant le jardin toujours bien entretenus des fameuses valeurs morales. C'est une révolution !

Passons sur les mises en scène de Vadim, elles ont pris un terrible coup d'artifice et l'on ne peut plus croire que le cinéma français moderne soit passé par Et Dieu créa la femme, ni la suite. Mais Brigitte Bardot, qui fait la moue, boucle son texte, dit faux par rapport à toute une tradition, et se présente comme un défi à toute autre forme de séduction féminine. Bardot donc, ou BB, est un mythe authentique, lié à la transformation des mentalités et des mœurs, coïncidant, ce n'est pas là le hasard, avec la « nouvelle vague ». Avec elle une époque s'achève et une autre commence, on le comprend en la voyant jouer avec Gabin et Edwige Fenech dans En cas de malheur de Claude Autant-Lara, d'après Simone.

Mais, à la veille des années 60, la femme moderne, émancipée, les yeux battus par la fièvre du désir et de son accomplissement, c'est aussi Jeanne Moreau telle que Louis Malle la révèle, après son passage dans une vingtaine de films commerciaux, avec Ascenseur pour l'échafaud (1957) et les Amants (1958).

Fins intellectuelle, plus sensuelle, et plus épanouie, Jeanne Moreau, la femme de trente ans, annonce les temps nouveaux au moment où la France change de République, et où s'installe une nouvelle mode vestimentaire plus souple, plus fluide, libérant les jambes des femmes à partir du genou et portant déjà les signes de la société de consommation.

JACQUES SICLER.

LES ANNÉES 50

Arts plastiques

Désordre et passions

La peinture après-guerre en France ? Matisse, Picasso, Léger, mais aussi les abstraits géométriques, les surréalistes, les gestuels. Un beau chaos, de Salons en galeries éphémères.

SOIT, pour héros, un jeune homme de province bonnement doué, ayant de la culture et du goût, qui aime la peinture et décide d'en faire sa vocation, à Paris, en 1950.

Son éducation esthétique commence par les journaux et revues, naturellement. Dans les *Lettres françaises*, Louis Aragon l'invite à composer des toiles-manifestes et lui cite les frères Le Nain, Gérardou et Courbet. Un peu plus tôt, en 1947, le même Aragon a écrit à Fougère que « dans chacun de (ses) dessins se joue le destin de l'art figuratif et (...) se joue aussi le destin du monde ». Un peu plus tard, il s'enflamme pour Bernard Buffet, peintre « de la grande lignée des paysagistes français, de Daubigny à Utrillo ». Voilà qui est clair. Mais, dans l'*Observateur*, en décembre 1950, Charles Estienne traite Aragon de « Tino Rossi d'une nouvelle critique d'art ». Il ironise sur Fougère et émette bientôt Bernard Buffet.

A qui se fier alors ? Les maîtres à penser sont légion. Estienne, défenseur de l'effusion par la couleur et le trait, pourrait avoir tort contre Degand, ex-chroniqueur des *Lettres françaises* et critique du *Soir*, qui n'aime rien tant que l'abstraction géométrique. Lhote, qui ne manque pas une occasion de rappeler l'exemple de Cézanne, croit, lui, fermement aux mérites de la « tradition française » et au génie de Bazaine, Estève et Giacchi. Jean Paulhan, que tout jeune homme se doit de respecter, préfère Fautrier. « L'ennemi », comment concilie-t-il cet engouement avec sa défense du cubisme et de « Braque le patron », très peu enragé, lui ? On ne sait pas. On le saura encore moins quand la NRF, qui a publié Lhote dans l'autre-deux-

guerres et Bazaine dans les années 40, entreprend, à l'initiative de Paulhan, l'apologie de cet « informel » auquel Michel Tapié s'est dévoué dès la fin des années 40 — ce qui lui a valu d'Estienne une amabilité sur ce mot « hermétique comme une cagoule ». Les journaux ne font qu'augmenter le trouble. Un jeune peintre doit renoncer à les lire.

La visite des galeries et du Musée national d'art moderne l'éclaircit-elle mieux ? Autre trouble là, autre désordre, plus grave encore : les générations s'entrechoquent, les découvertes se mêlent aux résurrections. Des artistes de trois genres sont exposés simultanément : les grands maîtres célèbres, les nouveaux grands maîtres à peine révélés et les jeunes gens. D'un côté, les dieux vivants et vieillissants, les athlètes du fauvisme et du cubisme, Matisse, Picasso, Braque et Léger, que l'on n'avait guère vus depuis 1939 et qui triomphent après 1945. D'un autre, Kandinsky, Klee ou Mondrian, tous morts pendant la guerre, mal connus auparavant, révélés progressivement et bénéficiant à l'évidence d'un effet de surprise et de nouveauté. Et d'un troisième : les disciples, petits-fils plutôt que fils des premiers nommés.

Une génération a comme disparu

Une génération a comme disparu, celle des vedettes de l'autre-deux-guerres, nées entre 1890 et 1900, de La Fresnaye à Soutine. Seules exceptions : Miro, Masson ou, dans un tout autre registre, Chagall, défendu par Malraux. On croirait presque qu'il n'y a plus de peintres de cinquante ans à Paris, mais seulement des héros septuagénaires et des jeunes gens éperdus d'admiration.

En 1951, on fête le soixante-dixième anniversaire de Picasso en grande solennité, à la Mutualité. Banquet. Discours. Un inconnu de trente ans, venant

d'Amsterdam, a juste le temps d'apercevoir Pablo atterré, Karel Appel ressort de la salle et va boire dans un café rue Monge. Un moment après entre Picasso, fuyant l'éloquence de ses amis. Appel le regarde, Picasso le regarde le regarde. Appel hésite et renonce à lui parler. Bel exemple de rencontre manquée, nécessairement manquée. Rien d'étonnant si Appel avoue ensuite avoir éprouvé quelque soulagement à la disparition de Matisse et de Léger. « C'était comme si les grattes-ciels avaient été rasés. Il y avait de l'espace, de l'espace ouvert... » Deux attitudes s'opposent, aussi peu nuancées l'une que l'autre : l'excès de la révérence, Pignon pastichant Picasso, d'autres pastichant Braque, ou l'excès de la rupture, Cobra pariant sur l'art brut, l'abstraction gestuelle éliminant la figure sans espoir de retour.

Les fils sont rompus, les maîtres inaccessibles ou morts. Il n'y a guère que les sectateurs de l'abstraction géométrique qui puissent s'appuyer sur une « tradition » ininterrompue, celle du néo-plasticisme qui engendre Cercle et Carré qui engendre Vessely, dont on a oublié la notoriété d'ailleurs. Mais cette « tradition », affaiblie par la métamorphose d'Idéon, ressemble trop à une orthodoxie. En 1950, Estienne publie son essai *L'art abstrait en son académie* ? qui met à mal Deyrolle, Dewasne et leurs amis, autrement dit ceux qui exposent chez Denise René et s'abritent sous l'autorité des pionniers Magnelli, Domela et Kupka sans avoir leur talent. Parmi eux se trouve le terrible Auguste Herbin, auteur d'un *Alphabet plastique* dont le titre dit assez le propos. On le surnomme alors « Herr Bin » et l'on se méfie de ses sarcasmes de grand inquisiteur ensemé de tout ce qui n'est ni orthogonal ni circulaire.

Le jeune peintre est donc bien embarrassé. Que restait-il donc ? L'enseignement des Beaux-Arts ? Il ne faut guère y songer. Admis à l'École en 1938, Pierre Soulages l'a fuie après avoir visité une



Les surréalistes à Océanast : Teyssie, Pélissier, Flandrin, Broussin, Estienne.

exposition de dessins d'après l'antique dans l'atelier Poughéon. Dix ans après, la situation ne s'est pas améliorée. Les académies où corrigent Léger ou Lhote ? Zao Wou-ki a bien obtenu en 1949 un prix de dessin d'un jury composé de Lhote et Gromaire, mais il n'a pas pour autant suivi leurs préceptes. Reste la dernière solution, la plus périlleuse : suivre son penchant et le cours de sa propre pensée. C'est ce qu'on fait un Soulages comme un Debré, et bien d'autres qui, à l'inverse de ces deux peintres, n'avaient pas en eux de quoi se diriger et se définir.

Une mode a favorisé cette vogue de l'art autodidacte et venu de nulle part, la mode déclinante mais point encore épuisée du surréalisme et de l'automatisme. Il n'est pas indifférent que Bryen ou Serpant aient pu se réclamer de Masson et de Max Ernst, ni qu'Estienne ait pu penser en 1951 qu'André Breton incarnait « une

des positions poétiques capitales de l'époque », ni que ce soit Picasso qui ait défendu le premier Soulages. Il suffit d'admettre que l'inconscient peut susciter des images sans figures aussi bien que les visions précises de Tanguy et Matta pour qu'une expression fondée sur le geste trouve sa légitimité.

La collusion du surréalisme et de l'abstrait

Pour un peintre sans maîtres, ou encombré de trop de références, quelle meilleure évasion que le saut dans un tréfonds dont tout l'incite alors à postuler l'existence et la richesse ? Voilà l'« informel » de Tapié et de Paulhan fondé à se dire exploratoire et voilà même Mathieu autorisé à se proclamer *urbi et orbi* l'inventeur de la peinture antirationaliste.

En 1951, la collusion du surréalisme et de l'abstrait gagne en consistance et devient vérité universelle : il s'avère que d'autres peintres ont accompli des synthèses point différentes de celles que l'on voit dans les galeries de Lydia Conti et Nina Danuset. Ces nouveaux venus, qui ont rencontré les surréalistes en exil à New York entre 1940 et 1944 ont nom Pollock et De Kooning et exposent rue du Dragon en mars 1951. L'année suivante, Tapié écrit son *Pollock avec nous*. Le temps est à la fraternité transatlantique. Peintres, marchands et collectionneurs américains n'ont pas encore perdu l'habitude de se rendre à Paris. Riopelle, Sam Francis et Joan Mitchell croient assez dans l'Europe pour s'y établir, tout comme le Vénézien Soto et le chinois Zao Wou-ki. Sidney Janis et Sam Kootz exposent Soulages à New York, lequel Soulages fait la connaissance de De Kooning, Rothko et Motherwell.

Le jeune peintre à la recherche de son œuvre a donc enfin trouvé sa voie entre calligraphie et tachisme, chorégraphie graphique et incarnation de la pulsion dans la matière picturale. Il lui faut encore exposer et essayer de ven-

dre. En 1950, ce n'est pas chose facile : Lydia Conti disparaît faute d'avoir pu vendre Hartung, Schneider et Soulages. La Galerie de France n'a pas inauguré son règne. Place Vendôme, chez Drouin, Wols, Dubuffet et Fautrier tiennent l'affiche, précaire, leurs longtemp méconnus qui prennent leur revanche. Les collectionneurs français, jadis à l'acquisition des œuvres dont les auteurs sont jeunes et inconnus.

Les succès et l'aisance ne se dessinent que vers 1956 ou 1957. Pour exposer, et pour vendre, il n'y a guère que les Salons. Ils jouent en 1950 un rôle fort comparable à celui qui était le leur en 1905, au moment de la « cage aux fauves ». On se bat au Salon d'automne, où Picasso a fait scandale en 1944 et où les toiles d'inspiration communiste sont décriées en 1951, pour cause de guerre froide. On se querelle au Salon de mai, où Lhote et Marchand se heurtent sans ménagements. Les Surindépendants, salon sans jury, et le Salon des réalités nouvelles acceptent ceux que l'Automne refuse. Expulsions, exclusions, pseudo-procès et violences, verbales et physiques, rythment la vie artistique, et les expositions de galeries ne font qu'ajouter à un drame dont les Salons demeurent le théâtre principal.

Car ce désordre est d'abord désordre d'énergies. Loin de l'éclectisme bien tempéré actuel, les années Auréli furent années de luttas et de fureurs. À décrire les témoignages passablement atténués des peintres et des critiques, c'est alors qu'on voit la dernière bataille esthétique qui ait eu lieu à Paris pour terrain.

S'il était difficile d'être un jeune peintre, l'art restait cependant matière à passions et non à spéculations. Il se pourrait qu'entre dans le goût actuel pour les années 50 une forte proportion de nostalgie et que l'on aime en elles avant tout l'arrière-saison d'un été qui n'a pas duré plus longtemps.

PHILIPPE DAGEN.

Chanson

La décennie prodigieuse

Brassens, Brel, Bécand, Barbara, la chanson française dans les années 50 ne s'est jamais mieux portée. Elle est sur toutes les lèvres et sur toutes les ondes. Mais sa fin est proche. Les rythmes anglo-saxons s'apprennent à déferler.

« **J**E vous parle d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître, la France, en ce temps-là, accrochant des chansons à toutes les fenêtres. » Cette phrase de la *Bohème*, de Charles Aznavour, donne le « la ». Le la la même. Question d'âge, avouons-le sans barguigner. Les années 50 pour qui les a vécues — jeune — restent la décennie prodigieuse. Avant, un peu avant, il y avait eu Bach, Beethoven, Brahms, les trois B. Les années 50 auraient les leurs : Brassens, Brel, Bécand.

Deux sont morts, hélas ! géants statufiés, dormant trop calmes entre les pages des dictionnaires. Et le troisième se fait rare. Les années 50 les vivent apparaître, tellement insolentes, tellement différents.

Georges Brassens avait, lorsqu'il commençait à chanter, accroché à sa guitare comme à une bouée de sauvetage, ce regard séducteur et traqué qu'il ne quittera jamais. Il transpirait fort et effrayait un peu sur la Butte, chez Fatschou, lorsqu'il rugissait : « Gare au Gori-llle ». Je le découvrais dans ce grand magasin de musique de l'avenue Wagram. On glissait une pièce de monnaie dans une sorte de comptoir, on se coiffait d'un casque et, aussi longtemps qu'il nous restait des pièces, on écoutait, on réécoulait : « Il avait nom Corne d'urochs, au gué, au gué ! Tout l'onde peut pas s'appeler Durand, au gué, au gué. »

Un peu plus tard, aux Trois Baudets de Jacques Canetti, vers

Figalle — les chers Trois Baudets qui deviendraient un sex-shop, — un vieux adolescent pâle avec des dents dans tous les sens, vêtu d'une chasuble courte de détroqué, chantait déjà comme si sa vie en dépendait : « C'est trop facile d'entrer aux églises/de déverser toutes ses saletés/jace au curé qui dans la lumière grise/ferme les yeux pour mieux nous pardonner... Tais-toi donc Grand Jacques... » Le grand Brel balbutiait.

Dans le même temps, Bruno Coquatrix rendait l'Olympia à sa vocation, le music-hall. Depuis 1929 la salle était devenue un cinéma. En première partie du spectacle de Lucienne Delyle avec Aimé Barelli et son orchestre, tapant sur son piano comme un sourd, mettant la main à l'oreille comme un sourd, aussi brun et fringant qu'un danseur de tango, Gilbert Bécand. Il bondit, trépigne, gesticule et hurle : « Et moi, pauvre de moi, j'ai ma croix dans ma tête. » Frénésie historique : on casse les fauteuils, on brise les vitres. Ionesco écrit : « L'hystérie se communique et hystérise le public. » M. 100 000 volts naissent.

Les trois B ne sont pas seuls. Il y aura pendant dix ans de la place pour tout le monde. Toutes les chansons auront droit de cité, les belles et les moches, les exotiques et les engagées, les intelligentes et les très bêtes. On chante pour chanter. Des chansons françaises pour la plupart. Très peu d'anglo-saxonnes, ou alors ce sont les désoyables parodies de rock n'roll signées Boris Vian et Henri Salvador : « Va te faire cuire un œuf, man ! »

A Paris, on chante partout. A l'Olympia et à l'Alhambra, à Bobino et au Concert Pacha. Au Théâtre de l'Etoile aussi. Ou durant la saison 53-54 je suis retournée huit fois, cœur battant. Voir les grandes mains d'un grand garçon tout en marron caresser l'air. Entendre, entendre encore Yves Montand : « A Paris quand

un amour fleurit/ça fait pendant des s'maines/deux cœurs qui se souvient à Paris... »

Tandis que rive gauche et rive droite — on était pas sectaires — fleurissaient les cabarets, Léo Ferré chantait au Quod Libet, le futur Milord l'Arrouille de Francis Claude, Guy Béart chantait à la Colombe, on allait à l'Echelle de Jacob, et à La Fontaine des quatre-saisons. On allait à la Galerie 55 et à l'Ecluse, où Barbara, la chanteuse de minuit, arrivée à son piano, décapait du Fragon.

Les années 50. Elles se sont brochées aussi sous de beaux soleils stupides. Le Portugal et ses lavandières, avec Jacqueline François : « Et tape et tape et tape, tu dormiras mieux ce soir. » L'Italie, évidemment, avec Dalida : « Et gratte, et gratte sur ta mandoline mon petit Bambino... » Sans oublier l'immortel Brel de Dario Moreno : « Si tu vas à Rio/N'oublie pas de monter le haut... »

On rit, on pleure. Edith Piaf est là avec ses *Amants d'un jour*. Juliette Gréco est là et chante en 1950 une chanson du jeune Aznavour que Piaf a refusé : « Je hais les dimanches. » Et Mouloudji : « Comme un p'tit coquelicot, mon âme, comme un p'tit coquelicot. »

On ne pleure plus : « Fais nous danser, Julie la Rousse, toi dont les baisers... » — « Fais nous danser, Louis ! (L'affogué). » On applaudit : « Longtemps, longtemps, longtemps après que les poètes ont disparu/Leurs chansons courent encore dans les rues... » : Charles Trenet régit à jamais.

Et voilà qu'entre deux guerres, celle d'Indochine, celle d'Algérie, Boris Vian lance son *Déserteur*. Mouloudji interprète. Europe 1 diffuse : « Monsieur le président, je vous fais une lettre/Que vous lirez, peut-être si vous avez le temps... Je ne suis pas sur terre pour tuer les pauvres gens. » Censure. La chanson n'est pas toujours futile. Elle est utile. Elle est

mieux que cela. Puisqu'elle dit l'air du temps.

Justement. Vers la fin des années 50, un brave étudiant en droit un peu grasouillet dont les premiers disques n'ont pas en beaucoup de succès persiste et signe : « Une petite MG, trois compères assis dans la bagnole sous un réverbère, une jambe ou deux par-dessus la portière/Nouvelle vague... »

La Nouvelle Vague du rock va bientôt déferler, en effet. Johnny est prêt à devenir l'« idole des jeunes ». La France va se mettre pour longtemps à l'heure d'une musique planétaire, signe de ralliement de la jeunesse du monde entier. Oh ! Yeah ! Pas de regrets ?

DANIEL HEYMANN.

L'âge d'or de la BD

Il y avait les spirouphages et les tintinophiles. Chaque jeudi, les deux clans se précipitaient chez leurs marchands pour récupérer les pages illustrées dont ils allaient se repaître sur-le-champ, soit à l'écart. Après lecture approfondie, les échanges se faisaient. Un Tintin contre un Spirou. Plutôt discrètement, comme un échange de prisonniers après un armistice. Mais jamais les tenants de l'un des titres ne se dévoieraient à payer de leur poche l'illustré rival.

Pour être belges et vivre la même clientèle, les deux hebdomadaires sont, aux yeux de leurs lecteurs, totalement différents. Le premier a l'avantage de publier les aventures du héros — incontesté — qui a donné son nom au journal. On devore — en feuilleton — *Objetif lune* et *On a marché sur la lune*. La fusée à damier rouge et blanc volera la vedette au cosmonaute Gage-

rine, parti bien trop tard pour une génération qui avait déjà tout des effets de l'espaceur par Dupont et Dupond interposés. Mais dans Tintin se déroule aussi la lutte formidable de Blake et Mortimer contre Olrik, leur ennemi de toujours. Au milieu de la décennie, les murs des lycées parisiens sont constellés de M. carde de jeune, signature masquée du savant fou de la Marque jaune.

En dépit de la rencontre du Pou-Rouge Oum-Papah et du marquis Hubert de la Pâte-Fouillatée, organisée par deux complices de fraîche date, Goscinny et Uderzo, l'hebdomadaire est à l'image d'Hergé, tenant d'une ligne claire au réalisme tempéré.

Car si l'on suit dans Spirou les exploits de Buck Danny, le journal est dominé par Franquin et son ébouriffant style fouetté — le style « étoupe », — qui avait

les années 50, « gales et technoliques », avec maisons de verre, voitures un Plexiglas, lampes tripodes, toiles abstraites, instruments ménagers en folie, semelles de crêpe et queues de cheval. Même le Marsupliam, avec son corps aérodynamique, tacheté de noir et son immense queue préhensile, est un pur produit de l'époque.

Au cartésianisme de Tintin, Franquin oppose la fantaisie du conte de Champlain, inventeur inviolable, pacifique et amateur — comme Dal — de structures molles. Ici, nulle nostalgie, le progrès est en marche. Rien ne saurait l'arrêter. Pas même les discours défilants du maire de Champlain qui tente de protéger le patrimoine de sa commune à grands coups de métaphores : « Jamais le dent des démolisseurs ne foulera ses pieds ces pierres dont le front a bercé nos pères. »

EMMANUEL DE ROUX.

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Plateau Beaubourg, rue Saint-Martin (42-77-12-33). T.J., sf. mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

LES ANNÉES CINQUANTE. Quelques aspects de l'art contemporain, grande galerie. Petit foyer. Du 30 juin au 17 octobre. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 juillet.

ARCHI-TRAIN. Atelier des enfants. Jusqu'au 24 septembre.

LA COTE-D'IVOIRE AU QUOTIDIEN. Grand et petit foyer. Jusqu'au 29 août.

DESIGN FRANÇAIS, 1960 - 1990. Forum. Jusqu'au 26 septembre.

LA HUNE. Salle d'art graphique. Du 30 juin au 10 octobre.

HEROS DE PAPIER - LES RÉCITS COMPLETS DES ANNÉES CINQUANTE. Salle d'actualité. Du 29 juin au 26 septembre.

LA MÉDIATHÈQUE. Une architecture en mouvement. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 15 août.

BERNARD PLOSSU, 1963 - 1968. Galerie du Forum. Jusqu'au 5 septembre.

FRANK STALLA, 1970-1987. Galeries contemporaines. Jusqu'au 28 août.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.J., sf. lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

À LA RECHERCHE DES FILMS PERDUS. Exposition des films. Entrée : 23 F. Jusqu'au 4 septembre.

CINÉMATOGRAFIE, INVENTION DU SIÈCLE - AFFICHES DU CINÉMA MUET. Exposition des films. Entrée : 23 F. Jusqu'au 4 septembre.

GUSTAVE LE GRAY. Photographie (1820 - 1882). Entrée : 20 F. (13 F. dim.). Jusqu'au 14 août.

LE JAPONAIS D'OPÉRA. Exposition des films. Entrée : 23 F. Jusqu'au 18 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE D'ORSAY. Exposition des films. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 août.

RIVIÈRE GRAVEUR ET LITHOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'au 18 septembre.

RIVIÈRE PHOTOGRAPHE. Entrée : 23 F. Jusqu'au 18 septembre.

Palais du Louvre

Entrée gratuite sur le quai des Tuileries (42-60-39-26). T.J., sf. mar. de 9 h à 17 h.

L'AN V : DESSINS DES GRANDS MAÎTRES. Pavillon de Flore (2^e étage). Entrée : 20 F. (gratuit le dim.). Jusqu'au 26 septembre.

LE DÉCOR INTÉRIEUR DES TUILERIES SOUS LE RÉGNE DE LOUIS XIV. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES 1984-1987. Pavillon de Flore (salle basse). Jusqu'au 26 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J., sf. lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

GENEVIEVE ASSE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

YOHJI KUROKI. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 septembre.

ALIX RIST. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 septembre.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

L'ART PLASTIQUE AU FÉMININ. Balcons. T.J., même jour de fête de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 juin.

HAITI ART NAÏF - ART VAUDOIS. Galeries nationales (42-56-09-24). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 30 juin.

LE JAPONAIS. Galeries nationales (42-56-09-24). T.J., sf. mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 15 août.

MOI ET LES AUTRES, PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-09-24). T.J., sf. mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERS. Dans l'atelier de sculpteur au milieu des modèles et de l'œuvre. Musée Bourdelle, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-60). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Du 2 juillet au 15 septembre.

ANNÉES TRENTE, QUARANTE, CINQUANTE

SEITA. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.J., sf. dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 septembre.

ARCHITECTURE DE PAPIER. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaures (42-49-30-80). T.J., sf. mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 juillet.

ART POUR L'AFRIQUE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J., sf. mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 22 F. (13 F. le dim.). Jusqu'au 25 juillet.

GENEVIEVE ASSE. Bibliothèque Nationale, rotonde Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.J., sf. dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 24 juillet.

ANDRÉA BRANZI. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. (avec le billet du musée). Jusqu'au 3 juillet.

BUFFON, 1788-1988. Muséum national d'histoire naturelle, Jardin des Plantes, 18, rue Buffon (45-35-75-23). T.J., sf. mar. de 13 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 juillet.

ROLAND CAT. Domaine de Bagatelle, Orangerie, bois de Boulogne (45-01-20-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 4,80 F. Du 30 juin au 4 septembre.

COSTUMES DE SCÈNE. La collection Lisebeth Trévis, au Palais Pitié, Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 septembre.

D'AXOIN A GONDAR. Mosaïques et mosaïques Égyptiennes de la Bibliothèque Nationale. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 48, rue de Richelieu (47-03-43-30). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Du 10 juillet au 29 octobre.

DANSEURS ET BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS DEPUIS 1671. Musée de l'histoire de France, archives nationales, hôtel de Soubise, 20, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). T.J., sf. mar. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 17 octobre.

NILS DARDEL. Musée des Arts décoratifs, Bibliothèque, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 août.

DELAUROUX ET BYRON, CHASSE-RIAU ET SHAKESPEARE. Musée national Eugène Delacroix, 6, rue de Furstenberg, T.J., sf. mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 août.

DESTEINTES ET DES COULEURS. Exposition des films. Musée national des arts traditionnels japonais, 6, av. du Mahatma-Gandhi (46-47-90-00). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 juillet.

DODEIGNE. Sculptures et dessins. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 11 septembre.

LES PÊTES AU JARDIN DES TUILERIES (1662 - 1914). Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.J., sf. mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. (8 F. dim.). Jusqu'au 3 octobre.

PIERRE GATIER, 1878-1944 - la vie parisienne. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J., sf. lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 7 F. Jusqu'au 4 septembre.

RALPH GISSON. Troisième : trente ans de photographie. Bibliothèque nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 3 juillet.

STANLEY WILLIAM HAYTER. Bibliothèque nationale, cabinet des Estampes, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J., sf. dim. de 9 h à 17 h 30, sam. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 30 juin.

INSPIRATION. Éloge de la lumière. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 3 juillet.

LE JAPON ÉTERNEL. Musée Jacquemart-André, 198, bd Haussmann (42-86-04-61). T.J., sf. mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juillet.

JAPON, LA TENTATION DE L'OCCIDENT. Musée Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-27). T.J., sf. mar. de 10 h à 19 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 juillet.

JARDINS DE FRANCE 1760-1820

PLACE ROYALE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.

LE JOUET DE PARIS. Trains, voitures, bateaux, avions. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J., sf. lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 septembre.

EIKOÏNE-YANKEL-CHANA ORLOFF. Peintures-sculptures. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J., sf. lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

LESAGE, MAÎTRE BRODEUR. Musée de la Mode et du Costume, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-46). T.J., sf. lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 septembre.

LORD BYRON. Une vie romantique. Maison Remy-Scheffer, 16, rue Chapuis (47-74-95-38). T.J., sf. lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

MAI-JUIN 1968. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-92-12). T.J., sf. lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 10 juillet.

CLAUDÉ MELLAN. L'art d'un illustrateur. Bibliothèque nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 21 août.

LE MONT SAINT-MICHEL. L'architecture de l'abbaye. Musée de la Ville, 30, av. Corentin-Carion (46-42-13-13). T.J., sf. lun. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 21 août.

LA NATURE DE L'ART. Cité des sciences et de l'industrie, parc de la Villette, 30, av. Corentin-Carion (46-42-13-13). T.J., sf. lun. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 21 août.

GIUSEPPE PENONE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Du 29 juin au 12 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BRITANNIQUE. Des origines au pictorialisme. Palais Jacquemart-André, 198, bd Haussmann (42-86-04-61). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jacquemart-André, 198, bd Haussmann (42-86-04-61). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

LE RÉVE. Art naif international contemporain. Musée d'art naif Max Fourny, Halle Saint-Pierre, musée au 12, rue de la Harpe (42-74-12-12). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 30 septembre.

SHINOHARA. Grande Halle de la Villette, 21, av. Jean-Jaures (42-49-30-80). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 juillet.

SI LE BEUF MÉTIAIT CONTÉ. Cité des sciences et de l'industrie, maison de La Villette, 30, av. Corentin-Carion (46-42-13-13). T.J., sf. lun. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 21 h, et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 août.

LE RÉVE. Art naif international contemporain. Musée d'art naif Max Fourny, Halle Saint-Pierre, musée au 12, rue de la Harpe (42-74-12-12). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 30 septembre.

THÉOPHILE-ALEXANDRE STEINLE. Musée de la publicité, 18, rue de la Harpe (42-74-12-12). T.J., sf. mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 12 septembre.

VRAI OU FAUX ? Copier, imiter, falsifier. Bibliothèque nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 48, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 octobre.

Centres culturels

MAX M. BOOK. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.J., sf. sam. et dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 juillet.

GUSTAVE EIFFEL CONSTRUCTEUR (1832-1923). Tour Eiffel, premier étage, champ de Mars. T.J., sf. mar. de 10 h à 23 h. Jusqu'au 15 septembre.

ÉTAT DE SÈGE. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-37). T.J., sf. mar. et jours fériés de 13 h à 20 h. Entrée : 4 F. 70 F. le sam. dim. Jusqu'au 20 juillet.

FARNÈSE A BAGATELLE. L'art de soi italien à travers les siècles. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de St-Germain (45-01-20-10). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 4,80 F. (hors d'entrée du parc). Jusqu'au 20 juillet.

GRAVURE ET ARCHITECTURE DU XIX^e SIÈCLE. Carré des Arts, Parc Floral de la Villette (42-49-30-80). T.J., sf. mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

GRAVURES D'ARCHITECTURE. Parc Floral de Paris, pavillon 18, route de la Pyramide (43-43-92-93). T.J., sf. mar. de 9 h à 20 h. Entrée : 4 F. 70 F. le sam. dim. Jours fériés. Jusqu'au 25 septembre.

JAFÉ. Société générale, 136, avenue Malakoff. T.J., sf. sam. et dim. de 9 h à 16 h 30. Jusqu'au 12 juillet.

GALERIE BEAU LEZARD

EMMY VAUXOUXKI présente

YURI KUPFER, RAFFAELLA DE ROSA, ALAIN SENEZ, DOKO VASINGTON

DU 28 JUIN

AU 15 SEPTEMBRE 1988

7, rue Pecqueur, 75004 Paris - 42-71-72-77

ORANGERIE DU JARDIN DU LUXEMBOURG

19, rue du Vaugueux - 75006 Paris

P. Remon

PEINTURES

Tous les jours de 10 h à 20 h

29 juin - 10 juillet 1988

LIEUX SAINTS D'ARABE : SACRÉ ET ARCHITECTURE

23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.J., sf. lun. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 18 septembre.

MAGNIFICENCE DE L'ARGENTIERIE EN INDE AU TEMPS DES MOGHOLS. XVP - XIX^e siècles. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-53-82-50). T.J., sf. lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 août.

LE MOUVEMENT SURREALISTE A BRUXELLES ET EN WALLONIE (1924-1947). Centre culturel de Wallonie, 127-129, rue de Saint-Martin (42-71-26-16). T.J., sf. lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

PARIS-BERLIN. Marie du IV^e arrondissement - 2, place Baudoyer. T.J., sf. sam. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 8 juillet.

LE PASSE AU PRÉSENT-ART CONTEMPORAIN DU GREENLAND. Maison du Danemark, 142, av. des Champs-Élysées (42-25-08-80). T.J., sf. mar. de 13 h à 19 h, dim. de 15 h à 19 h. Fermé le 14 juillet. Jusqu'au 28 août.

UN PROJET POUR LA VILLE. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallifet, 50, rue de Varenne (42-22-78-78). T.J., sf. sam. après-midi et dim. de 10 h à 18 h et de 15 h à 19 h. Jusqu'au 23 juillet.

QUAND LES ARABES CARICATURENT. La caricature dans la presse arabe. Bibliothèque nationale, galerie Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 août.

PAUL REMY-NOÛ. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-37). T.J., sf. mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 10 juillet.

GEORGES SEPERIS. Maison de la Poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue Rambuteau (42-36-27-53). T.J., sf. mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} septembre.

NILS UDO. Nature-architecture. Goethe Institut, annexe Coué, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.J., sf. sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 12 juillet.

Galerie

350 ANS D'UNE PHARMACIE D'AVIGNON. Galerie Robert Monod, 15, rue de Lille (42-60-29-25). Jusqu'au 18 juillet.

BORIGÈNE. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 16 juillet.

JOHN DE ANDREA. Galerie Jay Brochet, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 8 juillet.

LYDIE ARICEL. Galerie Jean Bréchet, 22-24, rue Guénégaud (43-56-85-51). Jusqu'au 9 juillet.

JOERG BADER. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 30 juillet.

JOHN BALDESSARI. Galerie Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 30 juin.

GEORGE BALL. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (45-33-07-74). Jusqu'au 9 juillet.

RICHARD BACHÉ, NIKI DE SAINT-PHALLÉ, JEAN TINGUELY. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 juillet.

VLADIMIR BARANOFF-ROSSINE. Galerie Bourgeois-Passard, 35-37, rue de Valenciennes (42-78-11-71). Jusqu'au 9 juillet.

ALAIN BERNARD. Galerie du Cebra, 5, rue Visconti (43-26-42-59). Jusqu'au 9 juillet.

FRANÇOIS BARBATE. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-72-02-13). Jusqu'au 21 juillet.

ROBERT BARRY. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 30 juin.

CLAUDE BELLEGARDE. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 16 juillet.

ANNA EVA BERGMAN. Galerie l'Estuade, 88, rue Saint-Martin (42-71-85-75). Jusqu'au 22 juillet.

VICTOR BRAUNER. Galerie Samy Kline, 54, rue de Vercueil (46-61-90-77). Jusqu'au 9 juillet.

CAMILLE BRYEN. Galerie Calix Mérieux, 17, rue de Valenciennes (46-33-04-18). Jusqu'au 2 juillet.

MICHAËL CHAÏSSAC. Galerie Mesange-Thomaz La Guillon, 1, av. de Saint-Germain (45-62-25-04). Jusqu'au 16 juillet.

ALAIN CHAÏSSAC. Galerie Mesange-Thomaz La Guillon, 1, av. de Saint-Germain (45-62-25-04). Jusqu'au 16 juillet.

FANNY GUILLOT-BAÏLLE. Galerie Fanny Guillot-Baïlle, 133, bd Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 9 juillet.

CHALVINS. Sculptures et dessins. Galerie Vallois, 41, rue de Seine (43-29-80-84). Jusqu'au 30 juillet.

MICHEL CHEVALIER. Galerie Sylvia Lorenz, 13, rue Chapois (48-04-53-02). Jusqu'au 30 juillet.

LA CROIX :

Actionnaires
de la Compagnie du Midi,
en conclusion
de l'Assemblée du 22 juin,
le Président
a une courte déclaration
à vous faire...

TOURNEZ LA PAGE.

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

...“Merci.”

COMPAGNIE DU MIDI

Communication

Une enquête sur les investissements publicitaires en FM

L'« échappée » des réseaux

Le marché publicitaire de la FM se porte bien : 28 % de hausse en l'espace d'une année ! Voilà donc démenties les alertes des plus pessimistes qui redoutaient que l'apreté de la guerre commerciale entre les télévisions ne finisse par pénaliser gravement le média radio. L'accroissement du marché s'accompagne cependant d'une forte concentration au profit d'une poignée de réseaux nationaux, et au détriment des petites radios indépendantes. C'est ce que révèle l'enquête réalisée par l'AACP (Association des agences conseils en publicité) auprès de 615 radios autorisées et concernant l'année 1987.

« Hors les réseaux point de salut ! » sous-titrent, de façon un peu provocatrice, les responsables de l'étude, MM. Jacques Bille et Patrick Barthelemy. Car ce sont les réseaux qui, en 1987, ont contribué à l'augmentation spectaculaire des investissements publicitaires sur la FM, évalués à 611 millions de francs (415 en 1986, 475 en 1986). Leur chiffre d'affaires global s'est accru de 39 % alors que celui des radios dites « indépendantes » (c'est-à-dire non affiliées, franchisées ou abonnées à un programme régional ou national) n'a progressé que de 18 %. Une tendance que confirment divers indicateurs.

Car l'investissement publicitaire sur la FM est très inégalement réparti entre les stations : 4,9 % seulement des radios — au chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs — se partagent 50,7 % de la publicité ! Les petites radios au CA annuel inférieur à 500 000 francs diminuent en nombre, laminées par la compétition : elles ne représentent plus que 20,6 % de l'échantillon des radios contre 31,1 % en 1986. Le nombre de stations dont le CA est

compris entre 1 et 5 millions de francs augmente, lui, légèrement et passe de 35,3 % en 1986 à 41,8 % en 1987. Cependant leur part de marché ne suit pas en proportion et baisse même légèrement pour atteindre 30 % du total. Une poignée d'entreprises d'envergure nationale (notamment NRJ) et régionale (une douzaine de petites radios) se sont taillé la part du lion...

Inégalité entre les radios : inégalité aussi entre les régions. L'Ile-de-France récolte aujourd'hui 52,9 % de la manne publicitaire (contre 37 % en 1985 et 44 % en 1986). Cette concentration s'opère au détriment de la province, les régions Rhône-Alpes et Bretagne demeurant encore les zones les plus portueuses (respectivement 9,3 % et 6,8 % du marché). Locales, la publicité l'est pourtant à 71 % dans le cas des radios indépendantes. La proportion tombe à 57 % dans le cas des réseaux, évidemment avantagés par leur couverture géographique pour attirer des messages « nationaux ».

Le classement par secteur économique se révèle plutôt stable. La petite et la grande distribution restent les postes les plus importants (20,9 % et 17,2 %), la part des loisirs croît légèrement tandis que diminuent l'habillement et les services. L'enquête confirme enfin une désaffection à l'égard des régions qui ne commercialisent plus que 57,9 % de l'espace publicitaire, essentiellement d'ailleurs pour des campagnes nationales. Notons le chiffre des emplois déclarés par les radios ayant répondu au questionnaire : 2 147 salariés à temps complet, 940 à temps partiel. Une indication précieuse, vu la faiblesse ou l'inexistence des informations sur ce dossier.

ANNICK COJEAN.

Avec un déficit de 50 millions de francs

« Le Sport » suspend sa parution

Le jeune quotidien sportif *Le Sport*, lancé l'automne dernier (*le Monde* du 9 septembre 1987), a suspendu brutalement sa parution le mercredi 29 juin. Le directeur du journal a indiqué que la décision a été prise le 25 juin, à l'issue d'un conseil de surveillance de la société *Sport Communication et Développement*, editrice du quotidien (...).

Le passif financier accumulé en neuf mois — 50 millions de francs — a découragé les actionnaires. Les ventes du *Sport* stagnaient aux alentours de 40 000 à 45 000 exemplaires, alors que l'objectif pour la fin 1988 restait fixé à 100 000. Au sein de la société editrice du journal figurent notamment M. Daniel Druon, président de *Le Particulier Immobilier*, le *Particulier Pratique*, aux côtés du groupe Chanel, de la banque Dumesnil-Leblé, du groupe Cibles, de la Financière Agache, du groupe Maisons-Bouygues et des deux fondateurs du titre, MM. René Tiedé et Xavier Couture.

Différentes solutions ont été envisagées pour permettre au *Sport* de sortir de l'impasse, dont un passage au rythme hebdomadaire après les Jeux olympiques de Séoul. Mais le déficit et la faible diffusion du journal, qui avait pourtant adopté la couleur récemment (*le Monde* du 5 mai), ont conduit à la suspension de parution. Celle-ci sera sans doute un préliminaire à la constitution d'un syndicat dont il fut fondateur en 1972.

Le jeune quotidien, qui voulait entamer le monopole de *l'Equipe* du groupe Amaury (*le Parisien*) n'a pourtant qu'à moitié perdu son pari. Il a inventé une nouvelle forme de journalisme sportif et a obligé son aîné à réagir, notamment par l'introduction de la couleur et de nouvelles rubriques. La centaine de salariés du *Sport* — dont soixante-dix journalistes — devaient se réunir en assemblée générale dans la matinée du 29 juin afin de définir leur position.

YVES-MARIE LABÉ.

Le Col'Com à Valence

Quand les collectivités locales se piquent de communication

Le Col'Com, premier Salon de la communication des collectivités locales, s'est tenu à Valence, du 23 au 25 juin. Une occasion de faire le point sur un marché en développement, et prometteur puisque le budget des collectivités locales représente, environ, 1 milliard de francs.

La part de budget affectée par les collectivités locales à la communication est encore relativement faible : 0,37 % en moyenne pour les départements, 0,5 % à 1 % pour les communes, et 1,8 % pour les régions (1). Mais ces chiffres cachent de grandes disparités. Si les véritables débuts de la communi-

cation des collectivités locales datent des années 82-83, décentralisation oblige, certaines ont un service spécifique depuis plus de dix ans (Saint-Dizier a même créé le sien en 1950), alors que d'autres n'en ressentent pas encore le besoin, ou, comme Rouen, viennent tout juste de s'y mettre. Ce sont les municipalités communistes qui dépensent le plus, pour leur communication (1,23 % du budget en moyenne) et depuis le plus longtemps.

Outil récent, mais manié parfois avec maladresse, la communication pose aux élus locaux plusieurs questions. Comment faire comprendre aux citoyens-électeurs l'utilité d'une dépense dont la rentabilité est moins tangible que la réparation d'un trottoir ? Vers qui diriger ses actions ? Vers les administrés — au risque d'être accusés pas toujours à tort, de propagande ou vers l'extérieur ? Comment faire la communication sans céder à la pression d'une mode qui fera de l'importance quelle ville le « cœur de l'Europe » ou « le berceau du futur » ? Comment, surtout, adapter la communication à ses actions et non l'inverse ?

C'est à ces questions que maires, conseillers généraux et régionaux, et surtout leurs responsables de communication, heureux de trouver dans le Salon la reconnaissance de leur profession, ont réfléchi. Entourés de publicités et de relations publiques, ils ont débattu, échangé leurs expériences. Mais les différences de situation entre les divers participants étaient flagrantes. Quel rapport y a-t-il entre le responsable de la communication d'une grande ville ou d'une région qui peut investir des millions de francs et une commune de 100 habitants qui tente vainement de faire passer un communiqué dans son journal local ?

Les organisateurs du Col'Com Expo magazine, ont évité l'écueil de ce déséquilibre dans l'attribution des premiers prix de la communication des collectivités locales. Le palmarès a, en effet, prévu des distributions selon la taille des villes et des organismes concernés. La région Midi-Pyrénées est apparue comme la grande gagnante en raflant plusieurs prix ainsi que la Bretagne, distinguée pour sa communication extérieure.

(1) Selon un sondage effectué auprès de 144 communes, 30 départements et 10 régions.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Hélène et Laurent PASTEUR, ont la joie d'annoncer la naissance de

Jean,

le 27 juin 1988.

Décès

— M. et M^{me} André Astier-Perret, Lofic et Armelle, M. Jean Astier-Perret, Sandrine et Gaëlle, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel ASTIER-PERRET, inspecteur général honoraire des P et T, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, ancien conseiller général de la Savoie,

survenu à Drex, le 21 juin 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation dans le caveau de famille a été célébrée le 25 juin 1988, à Mâcon-la-Plagne (73).

21 bis, rue de la Croix-Blanche, 78870 Bailly, 6, rue de la Banque, 36000 Valence.

— Le président et les membres du conseil d'administration de l'Association des agences conseils en publicité, participant activement à la constitution du syndicat dont il fut fondateur en 1972.

M. André DOUHERENT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, président fondateur de l'Association des Agences conseils en publicité (AACP).

Il tiennent à rendre hommage à celui qui, au cours de sa longue carrière professionnelle, œuvre pour l'unification des agences et des conseils en publicité, participant activement à la constitution du syndicat dont il fut fondateur en 1972.

AACP, 40, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 47-42-13-42.

— Le pasteur et M^{me} Jean-René Pfender, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Duessant et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

colonel Aimé DAUSSANT,

le 23 juin 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu à Béziers (Gard), le 25 juin.

10, rue Tubouf, 81100 Carmaux, 7, avenue La Corbiller, 92190 Montesson.

— Les obsèques de notre copain

Jean-Jacques GUILLARD,

décédé à l'âge de trente-sept ans, auront lieu jeudi 30 juin 1988, à 9 heures, au cimetière de Père-Lachaise.

— Cent ans après, coïncide de sort, il manquait encore... Les copains d'abord.

— M^{me} G. Hécaudeux à la douleur de faire part du décès de ses deux fils,

Frédéric et Laurent.

Les obsèques auront lieu en Avignon, le 28 juin 1988.

Ni fleurs ni couronnes.

Saint-Gaillarde, priez pour eux !

— M^{me} Maurice Berge, Le capitaine de corvette (H) et M^{me} Jean Moulinas, M. Louis-Emile Dumas, substitut général (H).

M^{me} Jacqueline Périn-Fichet, Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paul PÉRISSE, née Cécile Chastinier,

endormie dans la paix de Dieu, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, à Noé, le 22 juin 1988.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a été célébrée en l'église Saint-Martin de Noé, le 24 juin 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31410 Noé.

— Jacqueline et Francis Plaque, Anne-Catherine et Antoine Plaque et leurs enfants, Hélène et Daniel Béhar et leurs enfants, Claire et Rémi Canace et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice PLANQUE,

survenu le 26 juin 1988, à l'âge de trente-six ans, à Luanda (Angola).

Le service religieux sera célébré le samedi 2 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Vigor, à Marly-le-Roi (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, chemin de l'Aubertier, 78160 Marly-le-Roi.

Remerciements

— M. Elie Cattin, Ses enfants et petits-enfants, très touchés par les marques de sympathie témoignées lors du décès de

M^{me} Mireille CATTAN, née Bédouches,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Le Drache du mois aura lieu le 2 juillet, à 19 heures, à la synagogue Buffault, rue Buffault, Paris (9^e).

— Clermont-Ferrand.

19, rue de Louviers, 27400 Acquigny, 2, rue Locarno, 51310 Esternay.

— M^{me} Diane Rossant, M. John Rossant, M^{me} Anne Rossant, ont la grande douleur de faire part du décès de

Murray J. ROSSANT, directeur du Twentieth Century Fund,

un ami de la France,

survenu à New-York, le 28 juin 1988.

Seule la famille intime sera présente aux obsèques, qui auront lieu à New-York, le 30 juin. Les témoignages de sympathie pourront être faits auprès des associations de soins et recherches contre le cancer.

— Les Soeurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (Soeurs Blanches) recommandent à vos prières

leur Marie-André du Sacré-Cœur,

rappelée à Dieu le 28 juin 1988, âgée de quatre-vingt-neuf ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 30 juin, à 14 h 30, en la chapelle des Soeurs.

138, rue d'Estienne-d'Orves, 91370 Verrières-le-Buisson.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions dans *Le Monde*, sont priés de joindre à leur envoi de lettre une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Universités Paris-VII, la soutenance de thèse de M. Daniel Pouchin prévue le 28 juin est reportée à une date ultérieure.

Communications diverses

— Bernard Gheorbanistil signera son livre *A la Hune. Histoire d'une librairie-galerie à Saint-Germain-des-Près*, éditions Adam Biro et éditions Centre Georges-Pompidou, le jeudi 30 juin de 18 h 30 à 20 h 30, à la librairie La Hune, 170 boulevard Saint-Germain, Paris (6^e). Tél. : 45-46-35-85.

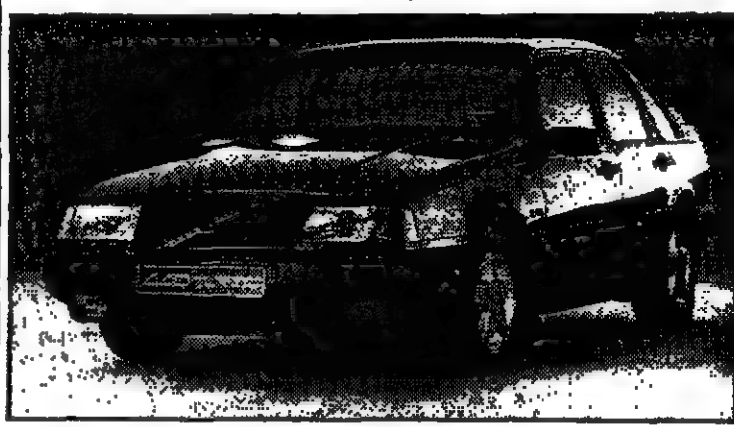
Soutenances de thèses

— Universités Paris-VII, la soutenance de thèse de M. Daniel Pouchin prévue le 28 juin est reportée à une date ultérieure.

C. L.

AUTOMOBILE

Une nouvelle Volvo : la 440



Volvo présentera au prochain Salon de l'automobile à Paris, en octobre, une nouvelle voiture de classe moyenne (4,31 mètres), la 440, construite à partir de la plateforme de la 480 (*le Monde* du 14 juin). Il s'agit d'un « trois volumes » (coffre, habitacle, moteur) élégant et bien fini. Le modèle, qui a été présenté en position statique à Göteborg dernièrement, est doté du 1,8 litre (1 721 centimètres cubes) fabriqué par Renault. Il est fourni avec carburateur (GLE) ou injection (GLT ou Turbo), à quatre disques aux freins pour les voitures les plus rapides. On retrouve pour les puissances les résultats observés sur les coupés 480

(109 chevaux et 120 chevaux). Sur le modèle de base on obtient 90 chevaux. Les vitesses maximales atteintes sont données par l'usage, respectivement pour 175 km/h, 185 km/h et 200 km/h (pour le modèle Turbo).

Ce nouveau véhicule, par sa silhouette, tranche moins que la 480 sur le style Volvo. Il devrait coûter, selon les modèles, de 100 000 à 140 000 francs. Notons qu'en version GLT et Turbo, l'ABS (antiblocage des roues) est fourni en série. Toutes les versions adoptent la direction assistée et comme pour la 480, la traction-avant.

C. L.

ECHECS

La Coupe du monde à Belfort

Karpov à la deuxième place

Bonne opération pour Karpov, le mardi 28 juin, où l'ancien champion du monde avait à terminer deux parties ajoutées. S'il a dû concéder le partage des points avec Huebner, il a gagné contre Timman, se hissant, grâce à ce point et demi, obtenu avec le Noir, à la deuxième place, avec Ehlvest, à un point de Karpov. La rencontre entre les deux champions, le vendredi 1^{er} juillet, donnera sans doute le vainqueur de ce tournoi de Belfort comptant pour la Coupe du monde d'échecs.

RÉSULTATS DES PARTIES AJOUTÉES

8^e ronde : Short-Ljubovjevic, 1-0 (64).

9^e ronde : Huebner-Karpov, 0,5-0,5 (62).

11^e ronde : Timman-Karpov, 0-1 (69).

Andersson-Sokolov, 0,5-0,5 (63).

Classement après la 11^e ronde : 1. Karpov, 8,5 ; 2. Ehlvest et Karpov, 7,5 ; 3. Spassky, Huebner et Sokolov, 6,5 ; 4. Ribli, 6 ; 5. Short, 5,5 ; 6. Andersson, Noguera, Spelman et Youssoufov, 4,5 ; 7. Beliavski, Hjartarson et Ljubovjevic, 4 ; 8. Timman, 3,5.

BRIDGE

Ancien champion du monde Pierre Jais est mort

Pierre Jais, soixante-quinze ans, un des plus grands champions de bridge de sa génération, sélectionné en équipe de France pendant une quarantaine d'années (la dernière fois en 1978) est mort le vendredi 24 juin.

Il était le seul joueur au monde à avoir obtenu les trois titres : champion du monde par équipes (Paris 1957), champion olympique (Turin 1960) et champion du monde par paires (Cannes 1962).

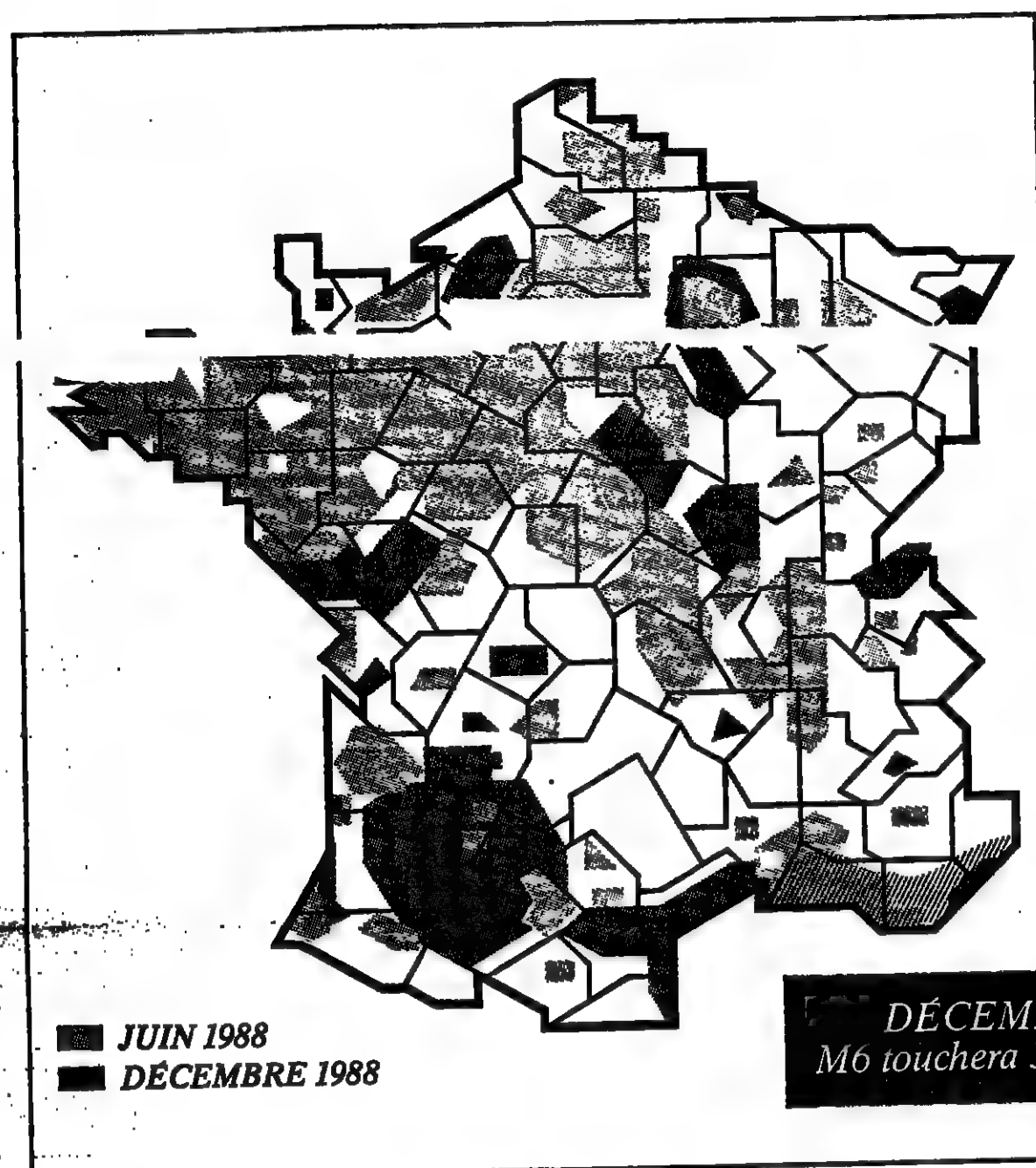
Ses plus récents ouvrages écrits en collaboration avec le champion Michel Lebel font actuellement autorité. Le plus célèbre d'entre eux est *La Nouvelle Majeure 5*, sur leur technique d'encheres qui est devenue le système standard français, et le plus original une *BD du bridge* illustrée par le dessinateur Moloch (Éditions du Rocher).

Le Monde

PUBLIÉ PAR LE GÉNÉRAL

45-55-91-82, poste 4344

En pratiquant l'ouverture, **M6** gagne la France.



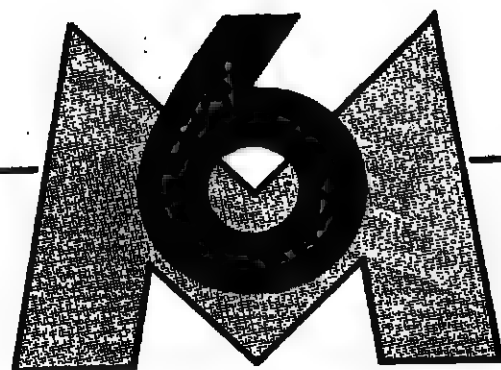
DÉCEMBRE 1988 :
M6 touchera 3 Français sur 4.

La politique d'ouvertures, M6 la pratique depuis mars 1987 : 25 émetteurs à son lancement, 109 aujourd'hui, 150* à la fin de l'année.
Juin 1988, M6 dessert 65% des Français (avec TMC). A la fin de l'année, ils seront 75 %, soit 3 Français sur 4.

L'audience de M6 suit cette progression spectaculaire : aujourd'hui, M6 peut se flatter de 11,8 %** de part d'audience dans les foyers qui peuvent capter la chaîne. Ils sont jeunes, actifs et urbains.

En pratiquant l'ouverture, M6 devient la télévision complémentaire des Français.

* Sous réserve d'accord CNCL. ** Source Médiamétrie foyers initialisés bonnes et moyennes conditions de réception semaine du 13 au 19 juin.



PUBLICITÉ

16, Cours Albert I^{er} - 75008 Paris. Tél. : 42.25.28.83

Education

Enseignants en vacances...

LES enseignants partent en vacances plus loin que la moyenne des Français. Et, de l'instituteur de village au professeur d'université, ils partagent une même hantise : ne pas bronzer idiots. Pour autant, ils ne passent pas l'été de façon uniforme : les pratiques varient en fonction du revenu, du niveau culturel et de l'âge des enfants. Curieusement, alors que cette population représente plus de sept cent mille personnes et que nul ne manque une occasion de faire remarquer la longévité de ses congés, elle n'a encore fait sur ce point l'objet d'aucune étude de sociologie ou de marketing. Pour avoir quelques indices, il faut s'en remettre aux voyageurs et aux compagnies d'assurance.

Selon M. Yves Mora, président de la société d'assurances Inter-Mutuelles Assistance (IMA), qui protège environ vingt millions de personnes, parmi lesquelles des salariés, des travailleurs indépendants et des membres du corps enseignant, les incidents qui surviennent en vacances donnent un indice fiable du lieu de fréquentation des sociétaires. Presque tous les problèmes (maladies, accidents, pannes de voiture, vols de papiers...) qui surviennent dans les pays lointains sont le fait d'adhérents de la MAIF (Mutuelle des assurances des instituteurs français). « Non qu'ils se débrouillent plus mal que les autres », explique M. Mora. Mais ils sont les seuls ou du moins les plus nombreux à aller en Albanie, à Chypre, en Égypte, en Finlande, dans les pays de l'Est, en Amérique latine, en Asie ou en Océanie. Ce sociétariat fréquente aussi les lieux à forte tradition culturelle : pluriel Florence, Rome ou Venise que la Riviera...

Même constat à Nouvelles Frontières, où enseignants, universitaires et étudiants constituent, depuis vingt ans, le gros de la clientèle : « Nous n'avons jamais établi de statistiques sur leurs destinations », observe une responsable. Cependant, de toute évidence, les enseignants choisissent plus volontiers les voyages de découverte. Ils ne sont guère attirés par les Antilles, car ils ne sont pas fanatiques du sable chaud. Les professeurs d'histoire-géographie sont souvent présents dans les circuits lointains. Si les enseignants voyagent avec nous, c'est parce qu'ils ont de longues vacances mais de petits budgets. Nos tarifs leur conviennent... »

Florence, professeur agrégé de la région parisienne, est une cliente assidue de Nouvelles Frontières. Elle part dès qu'elle dispose d'une semaine de congés, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, parfaire sa connaissance de la langue. Allergique à la campagne et à la mer, elle ne se sent à l'aise que sur le macadam des capitales et ne jure que par les vacances « hautement culturelles ».

Voyageurs, campeurs, randonneurs...
Pour les enseignants, le premier devoir en vacances est de ne pas bronzer idiots...

Je cours les expositions, je visite les musées. Mais la planche à voile ou le tennis, non merci ! J'ai trop peu de temps pour le gaspiller à ça.

Françoise, professeur agrégé d'allemand, profite également de ses congés pour voir des expositions, aller au cinéma et lire les livres qu'elle n'a pas le temps d'ouvrir pendant l'année scolaire. Mais lorsqu'ils sont chargés de famille, les enseignants se tournent volontiers vers les centres de vacances. « Le système des villages-clubs avec garderie et animation enfantine séduit beaucoup les jeunes parents », explique un responsable de Vacances pour tous, organisme appartenant à la Ligue de l'enseignement et de l'édu-

cation permanente. Celui-ci reçoit environ cinquante mille personnes dans ses centres chaque année, au bord de la mer, à la montagne ou à la campagne.

« Un grand nombre d'enseignants apprécient la formule : sport + culture, constate un responsable de l'association Arts et Vie, qui est proche de la FEN et accueille environ trente et un mille personnes en France et vingt-quatre mille à l'étranger. Ils sont très remuants : ils aiment le sport et la randonnée, sans doute parce que le reste de l'année, ils doivent marcher seulement avec leur tête ! ». Aussi l'association propose-t-elle des sites avec parcours de santé, aires de jogging et piscine. Mais les estivants de Castel Val-

Les périples d'Hélène

« J'EMMÈNE mon fan-club en vacances », s'esclaffe Hélène Papadopoulos, en parlant des touristes qu'elle accompagne durant l'été. Professeur d'histoire-géographie au collège Marcel-Pagnol de Gragny (Eure), elle prête son bagou méditerranéen, son sens de l'organisation et son activisme escauffant à des voyages culturels à l'étranger. Hélène troque la craie et le tableau noir pour la casquette de guide touristique.

« Tout a commencé il y a dix ans quand l'association Athènes m'a demandé de faire découvrir le pays de mes ancêtres, la Grèce, à des touristes. Depuis, Hélène a joué les animatrices culturelles de voyages en Turquie, en URSS, en Italie, en Chine. Et au mois d'août, elle part à la découverte du Cambodge et du Vietnam. Chaque voyage nécessite de minutieuses préparations. Elle a passé cinq mois à mettre au point le séjour dans l'empire du Milieu. Des heures dérobées à son temps libre, puisqu'elle est bénévole. « La refuse de travailler pour des boîtes à fric », prévient Hélène. Sa rémunération ? La gratuité du voyage.

Elle considère cette activité de guide comme une autre facette de sa vocation d'enseignante. « Découvrir, apprendre et partager ses impressions avec les gens du groupe est très

excitant », assure-t-elle. Son expérience de guide lui sert dans ses cours : « Avec tous ces voyages, je me constitue une collection personnelle de diapositives pour mieux enseigner la géographie. »

« Je suis même allée jusqu'à sacrifier mes vacances pour mes élèves », dit-elle, en se moquant des arguments avancés par quelques collègues, quand elle a emmené certaines de ses classes en Grèce et en URSS. « Pourquoi la culture serait-elle réservée à une élite ? Je ne conçois pas mon métier de cette manière. Les élèves que j'ai accompagnés à l'étranger reviennent stimulés et enrichis avec moi des relations différentes. Et tout l'établissement scolaire profite de l'expérience puisque ces globetrotters en herbe réalisent à leur retour des expositions. »

Hélène a créé avec M. Jean-Pierre Néraudeau, professeur à l'université d'Alsace-Provence, et M. Paul Arbre de l'UIT de Clermont-Ferrand, l'association Artibusse organisant des voyages culturels en Italie et qui prévoit d'étendre son champ d'action aux États-Unis.

T. Bd.

★ Athènes, BP 352, 74012 Annecy Cedex.

Artibusse, 23, rue Edouard-Jacques, 75014 Paris, 40-47-01-00.

aussi la baignade. Ce type de voyage combine bien les deux aspects. En Grèce, j'ai choisi les voyages Athènes, qui permettent à la fois de découvrir les sites classiques et de profiter des plaisirs de l'eau... »

Tant qu'elle était célibataire, Patricia partait avec l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UICPA) : « Je débute dans le métier, j'avais besoin de vacances très sportives pour me reposer de ma première année de stress. Mais je ne pouvais pas dépenser de fortes sommes, vu la faiblesse de mes premiers salaires. J'ai pu apprendre la voile dans de bonnes conditions. J'ai été intégrée à un groupe de non niveau, encadré par un moniteur. Nous logions à quatre dans un bungalow. Ce type de vacances est parfait lorsqu'on se soule peu du travail. Mais lorsqu'on se marie, on ne peut guère y retourner, car il n'y a aucune intimité possible... »

Après son mariage, elle a adhéré au Groupement des campeurs universitaires de France (GCU), qui accueille vingt-huit mille familles sur cent seize terrains français. L'association est ouverte aux adhérents de la MAIF (enseignants et personnel de l'éducation nationale). « La plupart des campeurs sont des enseignants, vu la féminisation du corps professionnel, avec une forte proportion d'institutrices et de professeurs de collège. Mais leurs conjoints viennent d'horizons différents. On ne se retrouve donc pas exclusivement entre collègues, affirme-t-elle. Les camps sont assurés par les campeurs, qui assurent eux-mêmes l'entretien. Chaque semaine, un responsable est élu en assemblée générale. Ceux qui aiment l'esprit de solidarité apprécient cette forme de vie collective en plein air. Je constate qu'il y a de plus en plus de personnes de trente-cinq à cinquante ans, les jeunes étant de moins en moins attirés par ces valeurs... »

Pierre vit les vacances comme une corvée dont il se passerait volontiers. Cet instituteur d'une quarantaine d'années paie les traites de la maison qu'il a fait construire et ne peut offrir de voyages à sa famille. Il dirige donc chaque année une colonie de vacances municipale et reçoit environ 3 000 F brut pour trois semaines, « somme dérisoire en comparaison du travail fourni. Mais je peux emmener mes enfants et leur faire découvrir une nouvelle région à moindre frais. Mieux vaut la Corse ou la Bretagne que la maison ! ».

Bernard, directeur de colonie lui aussi, considère, en revanche, les « colonies » comme des cours de vacances. « A quarante ans, je me suis mis à la planche à voile pour rester en phase avec les jeunes que j'accompagne. Ça m'aide à rester jeune. J'ai horreur des vacances passives. J'aime faire du sport ou me cultiver concrètement. Visiter de vieux châteaux est aussi instructif que de lire des quantités de tomes sur l'architecture. Là, je vais assister à la fête folklorique de mon village. Ça aussi, c'est de la culture ! ».

RAFAËLE RIVAIS.

★ Arts et Vie, 39, rue des Favorins, 75015 Paris. Tél. : (1) 45-31-40-41.

★ Inter Mutuelles Assistance, 118, avenue de Paris, 75009 Paris. Tél. : (1) 49-75-75-75.

★ GCU, 24, rue du Rocher, 75008 Paris. Tél. : (1) 43-87-17-05.

★ Vacances pour tous, 21, rue Saint-Fargeau, BP 315, 75789 Paris Cedex 20. Tél. : 43-58-95-46.

★ UCPA, 62, rue de la Glacière, 75015 Paris. Tél. : (1) 43-36-05-20.

Universitaires d'été

De plus en plus nombreuses, les « universités d'été » permettent aux enseignants de tous les niveaux de se refaire une santé pédagogique.

LE Lubéron ? Le Péloponnèse ? Non : Lille ou Clermont-Ferrand. Pour quatre mille enseignants et personnels des établissements scolaires, le chemin des vacances passe par une des « universités d'été ». L'espace d'un stage de quatre à douze jours, début juillet ou fin août, ils se refont une santé pédagogique, approfondissent leurs connaissances dans une ambiance studieuse. Depuis sa création, en 1982, la formule a fait école. Expérimentale à l'origine, elle s'est généralisée : 148 universités d'été sont programmées cette année dans toutes les académies (sauf la Réunion).

Coordonnées par les Missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale (MAFFEN), ces stages offrent la particularité d'associer des intervenants divers, appartenant ou non à l'éducation nationale : universitaires, chercheurs, formateurs, cadres et techniciens d'entreprises, militants associatifs, — et des organismes variés : mouvements pédagogiques, associations de spécialistes notamment. Ils s'adressent en premier lieu aux enseignants qui participent à la formation continue de leurs collègues, et donc capables de répercuter les savoirs et méthodes ainsi acquis. Mais ils accueillent aussi des instituteurs et professeurs de base particulièrement motivés.

Les thèmes de cette année reflètent bien les préoccupations actuelles de l'éducation nationale, comme celle de la « qualité », venue de l'industrie : à Caen, Lille ou Lyon, des stages proposent d'aider à la création de « cercles de qualité dans l'éducation nationale ». Autres pôles d'intérêt : l'établissement scolaire — « Quelle stratégie pour accompagner les mutations du système éducatif ? » (Grenoble), « Auto-analyse de l'établissement

scolaire » (Lyon) — et l'avenir des jeunes : « L'entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes » (Dijon), « Apprendre à entreprendre » (Toulouse).

Fleurissent aussi les universités d'été sur l'apprentissage de la lecture — « Pourquoi ne lisent-ils pas ? Comment les faire lire ? » (Bordeaux), l'informatique et l'aide à la réussite des élèves. En cette année du bicentenaire, cinq sessions ont pour thème la Révolution française, parfois associée aux droits de l'homme. A Strasbourg, trente stagiaires s'intéresseront à « L'éducation aux droits de l'homme » ; à Nantes, le stage est intitulé « Enseigner la révolution et la contre-révolution dans l'Ouest ». Ceux qui préfèrent des thèmes moins classiques iront à l'initiation à l'écriture, à la synthèse dans les arts plastiques et visuels, ou étudieront « Les cathédrales en France et en Europe » (Limoges), « L'information musicale » (Clermont-Ferrand) ou voudront « Voir et apprendre à voir » au Musée d'Orsay à Paris. Rien à voir avec les vacances, évidemment.

PHILIPPE BERNARD.

★ Les inscriptions pour les universités d'été 1988 sont en principe closes, mais on peut obtenir des renseignements auprès des Missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale (MAFFEN) dans chaque rectorat d'académie. Certains mouvements pédagogiques organisent des sessions de rencontres durant l'été. Notamment les Cahiers pédagogiques, (5 impasse Jean-Sébastien, 75543 Paris Cedex 11, tél. : (1-1) 43-48-22-30) ; l'Office central de la coopération à l'école (OCCCE, 101 bis, rue du Ranelagh, 75016 Paris ; tél. : (1-1) 45-25-46-07) ; les Centres d'orientation aux méthodes d'éducation active (CEMEA, 76, boulevard de la Vierge, 75940 Paris Cedex 19, tél. : (1-1) 42-06-38-10) et l'Institut coopératif de l'école moderne (Freinet) (CECM BP 31, 06322 Cannes La Bocca Cedex, tél. : (1-6) 93-47-96-11).

CORRESPONDANCE

La gym et l'économie au bac

Deux lecteurs nous apportent des compléments d'information après notre article « Le bac au bord de l'asphyxie », publié dans la page « Education » du Monde du 23 juin.

Depuis 1983 les épreuves d'éducation physique et sportive sont modifiées. L'EPS, reconnue discipline d'enseignement à part entière, entre dans le premier groupe d'épreuves du bac avec le coefficient 1 et les épreuves s'effectuent

sous forme d'un « Contrôle en cours de formation » prenant en compte les domaines moteurs, affectifs et cognitifs (le corps c'est aussi dans la tête !). Cette évaluation s'appuie sur un projet pédagogique élaboré par les enseignants d'EPS de l'établissement.

J.-P. TOURRATON,
Professeur EPS.
(Valence.)

Les candidats désireux de présenter l'épreuve optionnelle d'économie et sciences sociales peuvent faire état de travaux personnels ou collectifs conduits au cours de l'année scolaire et en présenter les résultats sur lesquels ils seront alors interrogés (Bulletin officiel n° 25 du 23-6-83, page 2-057).

Toutefois, il ne s'agit là que d'une modalité de l'épreuve. Il en existe deux autres : — Oral classique sur une question. — Oral portant sur la liste des sujets étudiés pendant l'année, liste signée par le professeur et présentée par le candidat.

M. RAYMOND PALLIES,
(Toulouse.)

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

E.P.S.I.

CYCLE SUPERIEUR D'INGENIERIE INFORMATIQUE (3 ans)

- Cycle préparatoire intégré (2 ans) ouvert aux bacheliers scientifiques.
- Accès direct : BAC + 2 (BTS, DUT, DEUG et plus à caractère scientifique).

BTS INFORMATIQUE DE GESTION (2 ans)

- Résultat EPSI, juin 86 et 87 : près de 85 % de réussite.

L'EXCELLENCE EN INFORMATIQUE

ÉCOLE PROFESSIONNELLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE

PARIS 75009 43, rue de Trévise - Tél. : 48-24-66-30
BORDEAUX 33000 139, quai des Chartrons - Tél. : 56-43-13-13
MONTPELLIER 34000 26-28, rue Henri-René - Tél. : 67-64-64-30
ARRAS 62000 16, place du 3^e - Tél. : 21-71-33-34

Le Monde DES PHILATELISTES

Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- SPÉCIAL VACANCES
- Concours organisé avec la poste.
- Tour de France des musées postaux.
- Cartes postales : bons baisers de Berck.
- UN POSTER A DÉTACHER.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

AN AMERICAN UNIVERSITY in PARIS

MBA Diplôme de Master in Business Administration
COURS DU JOUR ET DU SOIR

UNIVERSITY of HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris
Tél. (1) 45.80.98.24

COURS PRIVE CARPENTIER

"La méthode"

Parce qu'il ne suffit pas de connaître, mais de savoir et parce qu'il ne s'agit pas de travailler de plus en plus, mais de mieux en mieux.

Seconde aux Terminales A.B.C.D.G.
PREPA HEC - BTS

École fondée en 1924, externat, 1/2 pension, mixte
15, bd Poissonnière, Paris 75002
Bus : 48, 39, 20, 85
(1) 42 33 92 38 + 92 18

Les universités rappelées à la loi

Appliquer la loi Savary
avant de la changer...
Telle est la ligne à laquelle
paraît s'être rallié M. Jospin.

Au lendemain de sa confirmation comme ministre de l'éducation nationale dans le deuxième gouvernement Rocard, M. Lionel Jospin va-t-il décidément entrer dans la peau du personnage ? Les dernières semaines n'ont guère facilité la tâche de l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste. Désignation de son successeur au PS, campagne électorale des législatives, incertitudes de l'après-12 juin, intervention remarquée (dans un article du Monde) sur l'art et la manière de gouverner mieux, c'est sur le terrain politique que le premier des ministres a été le plus visible. Hier, lors d'un débat, le 1^{er} juin, de mesures financières d'urgence en faveur de l'éducation (1,2 milliard de francs) et une série de premiers contacts avec les principales organisations d'enseignants, d'étudiants ou de parents d'élèves, le ministre s'est semblé adopter une position d'attente sur les principaux dossiers législatifs par MM. Mauroy et Valade.

Les prochains jours devraient donner au ministre de l'éducation l'occasion de tracer ses orientations générales de sa politique universitaire. Le 30 juin, il présidera une réunion de la conférence des présidents d'université, avant de recevoir les représentants de l'assemblée générale des responsables d'écoles publiques d'ingénieurs. Le 1^{er} juillet, c'est avec les représentants de la conférence des grandes écoles qu'il pourra faire le point de la situation. Or le chantier est vaste : application encore incomplète de la loi Savary de 1984, rénovation des premiers cycles universitaires, renforcement de l'autonomie des établissements, revalorisation de la carrière des enseignants du supérieur, évolution de la condition étudiante, sans compter les problèmes de la recherche universitaire.

C'est vraisemblablement sur le premier point que la situation impose les réponses les plus urgentes. Au fil des réformes et contre-réformes de ces dernières années, le système universitaire français se trouve en effet enlisé dans un véritable imbroglio juridique (Le Monde du 3 juillet 1987).

Plus de quatre ans après la promulgation de la loi Savary sur l'enseignement supérieur, vingt-cinq universités sur soixante-quatorze ont été adoptées ou d'appliquer des statuts — et par conséquent un mode d'organisation et de gestion — conformes à la loi de janvier 1984. Douze n'ont même pas déposé de statuts conformes à la nouvelle loi ; six ont déposé des statuts, mais ceux-ci n'ont jamais été entérinés par le ministre de l'éducation ; sept enfin ont adopté de nouveaux statuts, mais n'ont pas, à ce jour, procédé à l'élection de nouveaux conseils d'administration et de conseils scientifiques. Enfin, parmi les quarante-neuf universités qui ont appliqué la loi, la moitié seulement, environ, sont allées jusqu'au bout du processus et ont modifié à la fois leurs organes centraux et les conseils de leurs différentes composantes (unités de formation et de recherche, instituts...).

Il est vrai que les réfractaires ou les attentistes ont été largement encouragés par les soubresauts des deux dernières années. La perspective d'un changement de majorité politique en mai 1986 rendait très vraisemblable la remise en cause de la loi Savary. Le projet de loi de M. Devaquet dissuadait plus encore les universités d'appliquer des règles promises à une rapide modification. Enfin, l'abandon de ce projet de loi ne leva pas les hypothèses. Au contraire, dès son arrivée au ministère de l'enseignement supérieur, en janvier 1987, M. Jac-

ques Valade proposa d'instaurer un régime juridique à la carte : les universités engagées dans la mise en œuvre de la loi Savary resteraient sous ce régime ; en revanche, celles qui n'avaient pas pu ou pas voulu s'y engager pouvaient rester sous le régime antérieur de la loi de 1968. Autrement dit : deux lois, deux mesures !

Elections universitaires

C'est dans cette situation étonnante que l'on se retrouve aujourd'hui. Or il ne s'agit pas, en dépit des apparences, d'une quelconque question de principe. Cette autorisation donnée au tiers des universités françaises de ne pas respecter la loi en vigueur conduit à une impasse. Depuis un an, tous les recours déposés contre des élections universitaires (renouvellement de conseils ou de présidents) organisés selon la loi de 1968 ont abouti à l'annulation de ces élections. Dès le 17 mars 1987, le tribunal administratif d'Amiens concluait en ce sens, à propos de l'université de Picardie. Le 29 avril 1988, c'est l'élection du

président de l'université Lyon-III, M. Pierre Vialle, qui était annulée. Enfin, le 25 mai dernier, le tribunal administratif de Paris annulait l'élection des représentants étudiants au conseil d'université de Paris-II-Asas, jetant du même coup un doute sur l'élection, en février dernier, de M. Georges Durry à la tête de cette université.

Faute de pouvoir renouveler leurs instances de décision dans des conditions normales, les universités hors normes sont donc contraintes de bricoler de façon de plus en plus acrobatique : prolongation, en dehors de tout contrôle, du mandat d'une quinzaine de présidents ; installation durable d'administrateurs provisoires, dont la légitimité est fragile ; conseils universitaires décimés par les départs non remplacés d'étudiants ou d'enseignants, ou par l'absentéisme de personnalités extérieures, lasses de voir leur mandat initial sans cesse prolongé. Comme le dit un responsable d'une grande université parisienne : « Nous sommes conduits à naviguer à l'estime, sans contrôle ni contre-pouvoir. Ce n'est pas agréable et ce n'est pas sain. » Le

dernier exemple en date est celui de la Sorbonne (Paris-IV) dont le président, M. Jacques Bompard, a démissionné le 27 mai dernier : en l'absence de statuts conformes à la loi de 1984, la seule solution pour le remplacer consiste, pour le recteur de l'académie, à nommer un administrateur provisoire. On ne peut pas dire que l'autonomie universitaire, tant revendiquée ici et là, sorte grandie de ce genre de mésaventure.

Bref, le contexte politique aidant, la plupart des universitaires, y compris parmi les plus réticents à la loi Savary, admettent aujourd'hui qu'il faut sortir de l'impasse. Comment ? Tout le problème de M. Jospin est là. Depuis quelques semaines, il n'a pas manqué une occasion de rappeler qu'un ministre se devait de faire appliquer les lois. Dans le même temps, cependant, le ministre de l'éducation a chargé M. Philippe Lucas, ancien président de Lyon-II, de dresser un tableau précis de la situation et de formuler des propositions. Or ce rapport, remis à la mi-juin au ministre, préconise une attitude aussi audacieuse que délicate : tenter de trouver un compromis, voire un consensus, avec les universités récalcitrantes. Or cela suppose en réalité un nouvel aménagement législatif.

Il est vrai que la plupart des dispositions qui ont été braquées un certain nombre d'universités sont explicitement contenues dans six ou sept articles de la loi de 1984. Tout assouplissement sur les modes de

scrutin, sur la composition des conseils, sur le choix des personnalités extérieures ou sur les modalités d'élection des présidents, implique donc le recours à la procédure législative. Il est vrai également que bon nombre d'universitaires, y compris parmi les « légalistes », déplorent la lourdeur des procédures prévues par la loi Savary : il suffit pour s'en convaincre de rappeler les difficultés rencontrées récemment par quelques grosses universités parisiennes pour renouveler leur président. Quelque dix-sept tours de scrutin ont été nécessaires à Paris-XIII-Villetaneuse. Il a fallu neuf tours de scrutin et six candidatures pour élire le nouveau président de Paris-X-Nanterre. Quant à Paris-XI-Orsay, sept tours de scrutin n'ont pas permis, pour l'instant, de désigner un candidat capable de l'emporter, et tout le processus est gelé jusqu'en septembre. Il est vrai enfin que la quasi-totalité (à deux exceptions près, Grenoble-I et Paris-XIII) des facultés de médecine, solidement appuyées sur l'association de leurs doyens, sont restées en dehors de la loi Savary.

La recherche d'un consensus

Dans un premier temps, toutes ces bonnes raisons de modifier la loi ont convaincu, sinon le ministre, du moins son conseiller le plus proche. Au cours des dernières semaines, M. Claude Allègre a en effet annoncé à deux reprises la mise en chantier rapide d'un projet de loi rectificative du texte de 1984 : une première fois devant les treize présidents d'universités parisiennes et une seconde devant la commission recherche du Parti socialiste.

Depuis la fin de la semaine dernière, cette perspective semble toutefois abandonnée. La levée des boucliers a en effet été très rapide. Dès le 14 juin, le secrétaire général de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), M. Yannick Simbron, et le président de l'UNEF-ID, M. Christophe Borgei, ont adressé une lettre commune au ministre de l'éducation pour lui faire part de leur inquiétude. Dans le même temps, de nombreux universitaires proches du Parti socialiste ont fait valoir, notamment à l'Hotel Matignon et à l'Elysée, les risques d'une réécriture de la loi. Non seulement le calendrier parlementaire repousserait toute solution concrète du problème de plusieurs mois, voire davantage. Mais surtout le gouvernement serait à la merci de situations incontrôlables, sur un terrain miné et politiquement dangereux, comme le prouve aussi bien l'interminable bataille parlementaire sur le projet Savary, en 1983, que l'échec du projet Devaquet en 1986.

Le gouvernement paraît donc revenu à une attitude moins aléatoire : ne pas donner l'impression que l'on cède du terrain aux universités hors la loi ; faire appliquer le texte de 1984 en fixant un calendrier pour l'adoption des statuts (au besoin par le truchement des recteurs) et l'élection des nouveaux conseils d'ici au début de 1989 ; enfin, laisser prudemment mûrir de solides consensus, au sein de la communauté universitaire, sur d'éventuelles modifications. Ce premier débat, pour feutré qu'il soit resté, démontre, en tout cas, la complexité du dossier universitaire, la vivacité des querelles qu'il continue de soulever... voire la difficulté à tirer, parfois, les leçons du passé.

GÉRARD COURTOIS.

Le souffle de mai 1968 sur les sciences sociales

MAI 1968 vingt ans après. Le temps des tables rondes a remplacé les « sit-in » dans la rue. Les historiens s'emparent aujourd'hui d'une crise de société qu'ils ont pour la plupart vécu. Pour preuve la journée de réflexion organisée par l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) sur le thème « Mai 68 et les sciences sociales ». Des historiens comme François Bedarida, directeur de l'IHTP, René Rémont, président de la Fondation nationale des sciences politiques, ou Michelle Perrot, professeur à l'université Paris-VII, des sociologues du Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS) et du Centre de sociologie urbaine (CSU), des acteurs de mai, ont débattu des répercussions de l'événement sur les sciences de l'homme et de la société. Conclusions : celles-ci ont fourni le gros des troupes de la contestation étudiante et ont subi, après le mois où la V^e République a vacillé, un dévau de leur crédibilité. Comme dans un tremblement de terre, mai 1968 a créé dans le champ

des sciences sociales une violence et durable onde de choc.

Les premiers soubresauts de la révolte sont partis des facultés de lettres. Dans une communication intitulée *Signes de crise, signes de changement*, Michel Pollack analyse l'impact de leur crise de croissance dans la montée en puissance du marxisme étudiant. Les effectifs augmentent, se féminisent, et les débouchés professionnels ne se développent pas en conséquence. Une discipline nouvelle, la sociologie, attire les étudiants voulant comprendre le monde et le changer. Elle se place à l'avant-garde du mouvement contestataire et séduit les jeunes, amoureux de la théorie et du culte de la parole.

La découverte du droit à la parole, de la « démocratie directe », est un des grands acquis de mai 1968. Après l'échec politique du mouvement, les sciences sociales servent de base de repli à bon nombre d'étudiants. Un repli pour tenter de comprendre les raisons du

fiasco. Première conséquence de cette auto-analyse, les sciences sociales apparaissent disqualifiées, décredibilisées. Michelle Perrot résume ce détournement comme le « désarroi de ne rien avoir prévu ».

Les méthodes de travail de la sociologie sont contestées. La philosophie Michel Foucault critique la pratique des classements. Des sociologues abandonnent les questionnaires classiques et privilégient les enquêtes de terrain. On cherche à découvrir le monde ouvrier, qu'on croyait connaître, dont on espérait tant et qui a tellement déçu. La psychanalyse, l'économie politique, deviennent les domaines refuges de ceux qui veulent déchiffrer l'insuccès. Entre militantisme et analyse, les sciences sociales délaissent les vus globalisantes, ne parlent plus du pouvoir, mais des pouvoirs, s'intéressent aux marges, à des groupes jusqu'alors oubliés, comme les femmes ou les immigrés.

Certaines sciences sociales tirent leur épingle du jeu. François Dosse, dans son article

« Mai 68 : les effets de l'histoire sur l'histoire », montre l'influence que prend alors l'histoire comme discipline de recherche. De nombreux « soixante-huitards » passent du stade d'hommes ayant fait l'histoire à celui d'hommes faisant de l'histoire. Mais l'historien renouvelle ses méthodes. Il « chausse les lunettes de l'ethnologie pour chercher les causes des événements de la société ». L'histoire perd alors sa majesté et son singularité. L'histoire globale disparaît au profit des histoires, celles de la vie quotidienne, des ouvriers... L'histoire économique tend à s'effacer devant l'histoire des mentalités. L'histoire politique renaît aussi parce que, comme le souligne René Rémont, « mai 68, c'est aussi le retour du politique ».

Aujourd'hui encore, mai 1968 reste un événement politique. L'émotion et la passion surgissent de tous les propos tenus lors de cette table ronde. Vingt ans après, mai 1968 est toujours vivant.

T. Bd.

Du nouveau à la rentrée

Le Monde publie, en dernier supplément, le nouveau **CAMPUS** de l'année, le 5 juillet (le Monde du 7 juillet). Les pages du mercredi « Education » et « Campus » s'arrêteront ensuite jusqu'à la rentrée. Rendez-vous le mercredi 7 septembre (le Monde du 8 septembre) avec une nouvelle formule de supplément « **CAMPUS** » hebdomadaire.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Géral : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 286 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Composé 36-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS

RP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TEL : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE TUNISIE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 594 F 487 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 089 F 1 404 F 1 953 F

1 an 1 280 F 1 380 F 1 900 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les vœux progress en capitales d'imprimerie.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité INT Gestion

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Héritières directes des bijoux Force 10, les toutes nouvelles lunettes Fred arborent des montures en câble marin d'acier et plaqué or. Combles du raffinement, la manille à la jonction entre la branche et la face de la monture est signée d'un F.

Fabriquées dans le Jura par les meilleurs artisans, elles existent en trois modèles différents : Cap Horn, America Cup et Alice, chacun décliné en plusieurs tailles pour s'adapter parfaitement à la forme du visage.

Vous trouverez les Force 10 chez les opticiens spécialisés (notamment Lissac) ou dans les dix magasins Fred joailliers si vous souhaitez simplement des verres solaires (verres Zeiss ou verres photochromiques).

Le prix de ces merveilles ? À partir de 2 900 F la monture.

LETTRES DE LA COLLECTION FORCE 10
MODÈLE ALICE

FRED
JOAILLER
6, rue Royale, 75008 PARIS.

سكنا متلاجل

Economie

Le Monde • Jeudi 30 juin 1988 • 31

SOMMAIRE

■ M. Rocard l'emporte sur M. Bérégovoy. Le gouvernement va procéder à une légère augmentation du salaire minimum de croissance (lire ci-dessous).
■ Le Conseil d'Etat examine le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion qui sera

soumis au conseil des ministres le 13 juillet. Un conseil départemental réunissant les partenaires intéressés, présidé par le préfet, coordonnera les décisions (lire ci-dessous).
■ Le projet de loi sur l'impôt sur les grandes fortunes devrait être repris avec

certaines modifications concernant le taux, le plafonnement et l'exonération de l'outil de travail, les grandes lignes de l'IGF 1982 (lire ci-contre).
■ Le gouvernement égyptien s'élève contre les sociétés islamiques de placement des capitaux (lire page 32).

Un léger « coup de pouce » décidé par M. Rocard

Le SMIC augmentera de 1 % le 1^{er} juillet

N'étant finalement ni son ministre de l'économie ni le CNPF, M. Rocard a dû se contenter de plaider pour une stricte application de la loi, M. Michel Rocard a décidé de donner un « coup de pouce » pour le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Le conseil des ministres du mercredi 29 juin, le premier du gouvernement Rocard II, devait décider d'augmenter le SMIC de 1 % à compter du 1^{er} juillet, c'est-à-dire d'accorder aux salariés la totalité — au lieu de la moitié — du gain de pouvoir d'achat de 0,8 % du salaire horaire sur un an, auquel s'ajoute le glissement des prix de mai de 0,2 %. Le SMIC horaire passera donc de 28,48 F à 28,76 F et son montant mensuel brut de 4813,12 F à 4860,44 F (1). En un an, le SMIC est augmenté de 3,3 %, et se situe au-dessus du seuil de 4 000 F.

En prenant cette décision, le premier ministre, qui avait d'abord été tenté par une application mécanique de la loi, ce qui aurait conduit à une hausse du SMIC de 0,6 %, a incidemment fait un geste en direction des syndicats, même s'il n'a suivi qu'une partie de leurs revendications. Le 28 juin, lors de la réunion de la commission nationale de la négociation collective, qui s'est tenue en l'absence du ministre des affaires sociales, la CGT a revendi-

qué de nouveau un SMIC à 6 000 F. Mais la CFDT, la CFTC et FO ont plaidé pour ce que M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, a appelé « une application honnête de la loi », consistant à accorder aux salariés l'intégralité du gain de pouvoir d'achat en plus du 0,2 % des prix. Pour autant, M. Rocard n'a suivi totalement ni la CFDT ni FO : la première demandait en prime un coup de pouce de 1 %, la seconde de 0,2 % à 0,5 %.

M. Rocard montre que c'est en dernier ressort lui qui décide et non... M. Bérégovoy. Tout en étant partisan de la rigueur, il n'entend pas « verser tous les couvercles » et

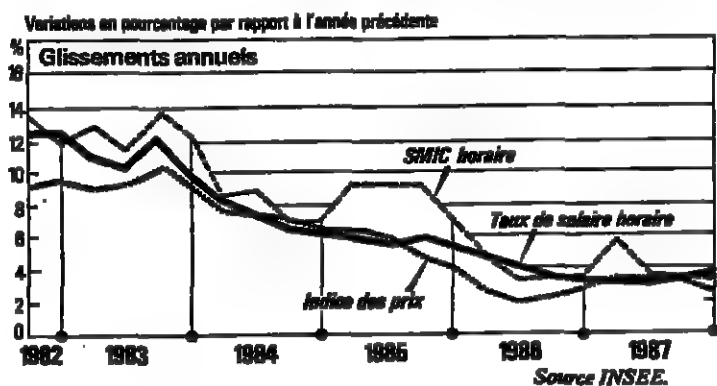
« alimenter à l'excès les revendications des salariés ». Partisan d'une grande souplesse de gestion, il ne veut pas faire de la rigueur pour la rigueur. Le constat que va sortir le CERC fait apparaître aussi un accroissement de l'écart des rémunérations qu'il s'agit de corriger. La hausse, a déclaré le premier ministre, doit « assurer le maintien du pouvoir d'achat en 1988 ». Il n'aurait « pas été concevable », a-t-il ajouté, « qu'un pays comme la France poursuive son évolution sans une juste répartition, ni que la croissance économique se fasse aux dépens des salariés les plus mal rémunérés ». Le premier ministre fait dans le symbolique puisque c'est

la première fois depuis le 1^{er} mai 1984 qu'un coup de pouce en faveur d'achat est accordé au SMIC. A cette date-là, M. Bérégovoy l'avait augmenté de 3,4 %, ce qui avait permis un bonus en pouvoir d'achat de 1 %... Mais cette dernière revalorisation n'avait été qu'un « vrai-faux » coup de pouce puisque ce « plus » de 1 % avait épongé exactement la hausse de 1 point de la cotisation vieillesse qui était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1984. Ni le gouvernement Fabius ni le gouvernement Chirac n'avaient poursuivi la politique des coups de pouce.

En renouant avec une telle politique, M. Rocard va irriter le CNPF, qui va y trouver un argument supplémentaire dans sa volonté de réaffirmer le 28 juin, d'annualiser le salaire minimum. Mais le grogne devrait être aussi limité que le coup de pouce lui-même. Il ne s'agit que d'un « plus » de 0,4 % soit des augmentations de 28 centimes par heure et de 47,32 F brut par mois... On est très loin du + 10 % de juin 1981... On reste dans le « raisonnable ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) En un an, par rapport au 1^{er} juillet 1987, le SMIC augmente de 3,3 %, et se situe au-dessus du seuil de 4 000 F (4 034,65 F).



Les collectivités territoriales seront associées à la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion

Grande affaire du gouvernement de M. Michel Rocard, le projet de loi instituant un revenu minimum d'insertion sera examiné par le conseil des ministres du 13 juillet. Dans le même temps sera également présenté le projet concernant l'impôt sur les grandes fortunes qui lui est intimement lié, selon le président de la République.

Dans ses grandes lignes, le texte, adressé le 28 juin aux administrateurs de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), est désormais connu. Mais manquent encore les nombreux décrets et circulaires qui préciseront le mode de fonctionnement d'une allocation totalement nouvelle, dans son principe et sa philosophie.

Théoriquement, le revenu minimum d'insertion s'adresse aux cinq cent mille personnes de plus de vingt-cinq ans qui, estime-t-on, ne disposent pas des moyens d'assurer leur subsistance. Chômeurs de très longue durée non indemnisés, personnes sans ressources et « sans domicile fixe » font par exemple partie des publics visés, souvent appelés « nouveaux pauvres ».

A tout, et « de droit », une allocation sera versée d'un montant au plus égal à 2 000 F par mois pour le bénéficiaire direct, à quoi pourront s'ajouter 1 000 F pour la première personne à charge et 600 francs pour chacune des suivantes. Ce

revenu minimum pourra cependant prendre la forme d'un « différentiel » pour tenir compte du versement d'autres prestations ou de droits reconstruits. En tout état de cause, « la base de ressources » restera inférieure à un revenu d'activité, à structure familiale équivalente.

Très centralisé et organisé autour des préfets, qui seront chargés de l'application (le Monde du 22 juin), le dispositif présente une architecture extrêmement complexe. Cela est dû à la volonté du gouvernement d'associer toutes les parties prenantes possibles — à commencer par les collectivités territoriales — et de réaliser un savant équilibre des pouvoirs.

Des commissions locales

Concrètement, chaque bénéficiaire pourra présenter ou faire défendre son dossier auprès d'une commission locale d'insertion, composée de représentants d'associations et d'élus locaux, qui sera mise en place dans chaque arrondissement, au moins. Les caisses d'allocations familiales seront chargées de l'instruction administrative du cas afin de recenser les droits, et pourront verser des acomptes ou des avances. Leur avis sera ensuite transmis au préfet, qui prendra la décision d'attribuer une allocation dont la date d'effet correspondra au dépôt du dossier. Parallèlement, les associations caritatives et les travailleurs sociaux effectueront une instruction sociale du futur bénéficiaire. A l'issue de cette première évaluation, ceux-ci établiront un diagnostic et définiront les actions d'insertion à entreprendre, qui feront l'objet d'un contrat de la part de l'insertion.

A partir de cette phase, l'allocataire sera assuré de percevoir son revenu pendant une année, le renouvellement s'effectuant ensuite par périodes de six mois au vu des efforts d'insertion entrepris. Dans chaque département, il y aura un seul organisme payeur, choisi par le préfet, qui pourra être une Caisse d'allocations familiales (CAF) ou, par exemple, la Mutualité sociale agricole.

Pour le volet « insertion », il sera largement fait appel aux représentants des collectivités territoriales et aux associations. Ceux-ci siégeront, aux côtés du préfet, dans un conseil départemental d'insertion, dont la première tâche sera d'élaborer un schéma départemental d'insertion. Ce document devra être achevé dans un délai de six mois, après la promulgation de la loi. Il donnera lieu à une convention avec l'Etat valable pour six années, aura pour objectif de coordonner l'intervention de tous les acteurs et d'en préciser les moyens. Pour ce faire, les départe-

ments devront utiliser les fonds d'aide sociale dont le montant global est évalué à 2 milliards de francs.

Anticiper

Ce dernier point sera sans doute l'un des plus difficiles à mettre en œuvre. C'est d'ailleurs pourquoi, et afin d'aller plus vite, les pouvoirs publics sont disposés à anticiper largement pour rendre effectif le revenu minimum d'insertion, qui ne pourra raisonnablement fonctionner avant l'hiver. Compte tenu de la complexité du dossier, il est en outre prévu que la loi, d'une durée de trois ans, fera l'objet d'un bilan et d'une adaptation, le cas échéant. Le gouvernement envisage d'y consacrer de 8 à 10 milliards de francs par an, mais tient à contrôler son évolution afin d'éviter les dérapages dans un domaine aussi inconnu. On ne sait pas tout de la population concernée, ni de son importance ni de ses caractéristiques. De nombreux cas de figure restent d'ailleurs à préciser : pour les agriculteurs, les commerçants, les artisans, les marins-pêcheurs et ceux qu'on appelle les non-salariés non agricoles. Le problème est cependant réglé pour les travailleurs étrangers : ils pourront bénéficier de l'allocation s'ils possèdent une carte de résidence de dix ans.

ALAIN LEBEAUC.

AGRICULTURE

Le vingt-deuxième congrès du CNJA

Un Ardéchois à la tête des Jeunes agriculteurs

M. Henri Jouve, actuel secrétaire général du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), a succédé lors du vingt-deuxième congrès du CNJA, dans la soirée du 28 juin, à M. Michel Tesseydou, qui ne se représentait pas, à la présidence du syndicat. Comme son

prédécesseur, M. Jouve entend faire du CNJA, qui compte quatre-vingt mille adhérents, une force de propositions pour restructurer l'agriculture et en particulier avancer l'idée d'une « contractualisation » entre les producteurs et la transformation.

Henri Jouve : pour le progrès

Se moustache le désignait déjà comme un successeur possible de Michel Tesseydou lorsqu'en 1986, au congrès de Montauban, Henri Jouve, alors âgé de trente ans, fut élu secrétaire du CNJA.

Dauphin en quelque sorte. Classé dans la catégorie des « nouveaux agriculteurs », le récent président est de ceux qui ont vu du pays avant d'exploiter leurs terres, en l'occurrence une structure de 70 hectares — avec quarante vaches laitières et vingt génisses — perchées à Saint-Agrève, sur le plateau ardéchois.

Bachelier (de série D) et titulaire d'un BTS d'agriculture, Henri Jouve a préféré rejoindre les volontaires du progrès au Burkina-Faso (ex Haute-Volta) de 1977 à 1980 plutôt que de réviser l'uniforme. De retour en France, un peu dépaycé, il met son expérience au service du CNJA et de l'AFD (Agriculteurs français et développement inter-

national) dont il deviendra vice-président en 1983.

Dès 1980, Henri Jouve a compris que, dans les campagnes, pour aider les exploitants isolés, et souvent désorientés, il n'est point de salut hors de l'activité et du combat syndical. Administrateur du CDJA de l'Ardèche, il en prend la présidence en 1982, année de son élection comme administrateur au CNJA. Henri Jouve y sera chargé, en 1986, des questions internationales et des relations avec les pays en voie de développement.

Sur son « exploitation constituée en GAEC (Groupe agricole d'exploitation en commun), avec deux associés, le nouveau président est un adepte de l'agriculture associative et de la valorisation sur place des produits de la ferme. Une grande partie de sa collecte de lait est ainsi conditionnée et vendue directement auprès d'entreprises ou de particuliers de

sa région. Lité par contrat avec un laboratoire homéopathe de Largentière, il produit des plantes médicinales (plaisant, valériane, anémone) sur dix-huit parcelles. A la mauvaise saison, lui et ses amis assurent le déneigement des habitations.

« Même au plus méchant de l'hiver, les fermes isolées sont dégagées à 7 heures du matin et les enfants peuvent aller à l'école », affirme-t-il avec une certaine fierté. Valorisation du produit. Il est contractuel avec les utilisateurs et services rendus à la collectivité : la gamme des compétences d'Henri Jouve préfigure celle des exploitations agricoles de demain. Le progrès devra se mesurer en termes qualitatifs à condition de n'avoir pas les deux pieds dans le même sabot. A l'instar du nouveau président qui, de l'Afrique à l'Ardèche, a su jusqu'ici trouver son chemin.

ENG FOTTORINO.

Michel Tesseydou : en réserve

« Michel Tesseydou ? Vous ne le trouvez pas à Paris. Il fait ses foins chez lui. » Au siège du CNJA, au 14, rue La Boétie où Stavisky menait naguère grand train, on donne volontiers les coordonnées téléphoniques du président — encore pour quelques jours — qui a déjà pris la clé des champs. De son propre aveu, quatre ans à la tête du CNJA l'ont un peu trop éloigné des siens et de sa propriété, une exploitation de 30 hectares qu'il dirige à Paris, à 35 kilomètres d'Aurillac. Avec trente-cinq vaches laitières et un atelier de vaches pour boucherie, Michel Tesseydou a de quoi s'occuper.

Les statuts du CNJA lui auraient permis de briguer un troisième mandat de président puis qu'il n'a pas encore fêté ses trente-cinq ans (il est né le 20 avril 1954). Mais la sagesse l'incite à interrompre une expérience dont il se refuse à tirer lui-même le bilan. C'est aux autres de le faire. J'estime que si je n'ai pas réussi en quatre ans, deux

ans supplémentaires n'auraient rien apporté de plus.

L'homme n'a pourtant pas l'habitude de fuir devant les responsabilités. Le visage et le menton volontaires, seulement adoucis par une fine moustache style années 30 et un sourire facile, Michel Tesseydou a pris, à vingt et un ans — en 1975 — les rênes de l'exploitation familiale à la suite de son père. L'année suivante, il représentait son canton au Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) du Cantal.

C'est en 1980 que son activité syndicale prend un tour national avec son élection au conseil d'administration du CNJA dont il devient trésorier deux ans plus tard, avant d'accéder à la présidence en 1984. Particulièrement concerné par les problèmes de l'agriculture de montagne, Michel Tesseydou a su aussi voir à temps les dangers productivistes de la politique agricole commune et sensibiliser le monde des jeunes

agriculteurs à l'impératif de produire « autrement ».

S'il n'a jamais paru hostile à l'action de Jacques Chirac et de François Guillaume, il a parfois pris ses distances sur certains dossiers, comme celui de la mutualisation, sans toutefois aller jusqu'à l'opposition ouverte. Ses amis lui prêtent un bel avenir politique... s'il veut le saisir, lors des prochaines élections cantonales ou municipales. L'intéressé soutient ne faire aucun projet « pour être sûr de ne pas se tromper ».

Les échecs de deux anciens présidents du CNJA aux dernières élections législatives (M. Louis Leuga dans les Landes, M. François Guillaume en Lorraine) lui auront montré les aléas d'un tel engagement. En attendant, M. Michel Tesseydou veut se placer « en réserve de l'agriculture ». Cela ne signifie pas forcément qu'il a choisi de se mettre « au vert ». Plutôt une réflexion préalable à l'action.

E. F.

RHÔNE-POULENC

prend la parole
aux
1^{res} Journées Prospectives
du journal
Le Monde
11.12.13 Octobre 1988 à TUNESCO
Tél. (1) 47.53.70.70

AIR INTER

prend la parole
aux
1^{res} Journées Prospectives
du journal
Le Monde
11.12.13 Octobre 1988 à TUNESCO
Tél. (1) 47.53.70.70

Économie

AFFAIRES

Après avoir remodelé son capital

Le Club Méditerranée multiplie les associations

Le Club Méditerranée, leader français du tourisme, prépare l'ouverture du grand marché européen de 1993 en renforçant ses positions. Telle est la signification de la reconstitution du capital de la société et d'une série d'accords en cours de négociation ou de signature.

La reconstitution du capital, intervenue dernièrement, a fait de la Caisse des dépôts le principal actionnaire du Club avec 10 % des actions. Le capital du Club Méditerranée est en effet très dispersé (Crédit lyonnais 6,45 %, UAP 5,05 %, Fiat 2,92 %, Banque Edmond de Rothschild 2,92 %, Suez 2,36 %, Lyonnaise des eaux 2,19 %, GAN 2,05 %, Seibu Shizon 2,02 % et le personnel 1,04 %). Grâce au droit de vote double, ces associés, qui détiennent quelque 36 % des actions, ont 43 % des voix au sein du conseil d'administration. Le reste du capital est dans le public. M. Gilbert Trigano, PDG du Club, pourrait rechercher de nouveaux partenaires qui lui permettraient de contrôler la société. C'est pour cette raison que l'entreprise japonaise Seibu Shizon, avec laquelle le Club a créé un premier village au Japon et à d'autres projets en Asie, est entrée récemment dans le capital à hauteur de 2 %.

Par ailleurs, M. Trigano souhaite donner à son entreprise une dimension européenne et cherche des associés. Ainsi, l'accord qui a été signé, le 22 juillet, avec Havas, numéro un des distributeurs français du tourisme, devrait donner au Club un réseau de distribution à la mesure de

ses ambitions. L'entreprise ne compte jusqu'à présent que trois agences à Paris et cinq en province; Havas a plus de trois cents établissements. Si le Club commercialise directement deux tiers de ses produits, le tiers restant de ses prestations est déjà largement distribué par le réseau Havas. L'accord prévoit d'aller plus loin avec la création d'une filiale commune. Dix-huit agences installées en province et gérées paritairement distribueront les prestations du Club. Celui-ci bénéficiera, en outre, du réseau d'Havas, notamment des cinquante agences du réseau AOV récemment acquis par Havas et principalement implantées en région parisienne. Ultérieurement, le réseau de distribution pourrait être étendu à l'Europe et distribuer d'autres produits.

L'intérêt pour le loisir

Cette dernière disposition prévoit, en effet, la possibilité d'un accord en cours de négociations avec SOTAIR. Cet accord permettra la diversification des offres du Club: prestations traditionnelles mais également circuits, nouvelles destinations, hébergement en hôtel, résidences, etc. L'accord pourrait se concrétiser d'ici la fin de 1988 par l'entrée du Club au capital de la SOTAIR (actuellement détenue par Air France à 70 %, la compagnie aérienne conservant néanmoins la majorité des actions) et par l'arrivée d'Air France au sein du capital du

Club Méditerranée (2 % à 5 % des actions seraient ainsi acquises).

Après la création d'une filiale commune avec la Compagnie des wagons-lits, spécialisée dans le tourisme d'affaires, les nouveaux accords devraient permettre de diversifier l'offre du Club dans le secteur du tourisme pur. En raison des difficultés rencontrées à Vienne dans la « bulle tropicale » qu'il possède et l'an dernier au parc d'attractions de Mirapolis, en région parisienne, qu'il gère, M. Gilbert Trigano confirme son intérêt pour le loisir. La nouvelle saison de Mirapolis, du reste, s'annonce bien. Le Club expérimentera par ailleurs dans l'Yonne, dès 1989, un village polyvalent où le tourisme d'affaires allié au tourisme pur devrait permettre d'améliorer le taux d'occupation de l'équipement.

Afin de se donner les moyens de réaliser les investissements nécessaires à sa croissance, le Club a obtenu une ligne de crédit de 600 millions de francs (le Monde du 21 juin). En 1987, le chiffre d'affaires du leader français du tourisme n'a augmenté que de 2,5 % (passant de 6 milliards de francs à 6,2 milliards). Le Club explique cette quasi-stagnation en France constants par la baisse du dollar, monnaie de règlement d'un tiers de son chiffre d'affaires. Le même constat peut-être fait pour le début de 1988. Le chiffre d'affaires n'a augmenté que de 1,4 % durant le premier semestre de cette année comparé à la même période de 1987.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

CONJONCTURE

La hausse des prix en France a été de 0,2 % en mai

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,2 % au mois de mai après avoir progressé de 0,5 % en avril et de 0,3 % en mars, a annoncé, mardi 28 juin, l'INSEE sur la base des chiffres définitifs. L'indice s'élevait à 171,1 contre 170,7 en avril (base 100 en 1980). Sur les douze derniers mois, la hausse des prix est de 2,5 %. Un résultat qui correspond aux objectifs fixés par le gouvernement.

Au mois de mai, les prix des produits alimentaires sont restés stables (ils ont augmenté de 1,1 % sur les douze derniers mois), ceux des services ont augmenté de 0,2 % (4,9 % sur un an). Enfin, les prix des produits manufacturés ont progressé de 0,4 % le mois dernier (1,6 % sur douze mois).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Le conflit avec Cascades

Pinault majoritaire à la Chapelle-Darblay

Une maison de papier n'est plus en possession que d'une part résiduelle du capital, de l'ordre de 100 000 F.

« Sous l'égide de la Franco-Canadienne de papiers, le redressement de la Chapelle-Darblay se poursuit dans le cadre du plan de reprise qui se déroule conformément aux objectifs », a indiqué mardi un communiqué de la direction.

Cascades, qui n'a pas participé, de son plein gré, à l'augmentation de capital, a démenti avoir été contraint par le gouvernement de M. Chirac à y renoncer. Le principe de cette augmentation a été arrêté le 3 mai lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle les représentants du groupe canadien ne participaient pas. C'est pourquoi Cascades SA a déposé auprès du tribunal de commerce de Paris une action en nullité visant les décisions prises lors des précédentes assemblées. Derrière cette bataille pour le pouvoir se cache, semble-t-il, une affaire d'argent.

Cascades aurait proposé 220 millions de francs à Pinault pour qu'il se retire, mais ce dernier aurait demandé 300 à 400 millions de francs... E. F.

ETRANGER

Le duel entre le gouvernement égyptien et les sociétés islamiques de placement se durcit

Le gouvernement égyptien vient de marquer une touche dans le duel qui l'oppose depuis près d'un an aux sociétés de placement de fonds (le Monde du 26 mai). La plus grande de ces SICAV, mode islamique, Al Rayan, a en effet arrêté de verser les dividendes mensuels qu'elle versait aux déposants — une réplique brutale à la loi adoptée le 9 juin pour réglementer l'activité des sociétés de placement, qui, jusque-là, échappaient à tout contrôle. Cette législation leur interdit désormais de recevoir tout nouveau dépôt.

LE CAIRE

de notre correspondant

L'hostilité à peine voilée contre les sociétés de placement de fonds sur le quel étonner de la part d'un gouvernement qui cherche à attirer les investisseurs égyptiens et étrangers si elle ne reflète pas une double préoccupation, politique et économique.

Les sociétés de placement islamiques, du moins certaines d'entre elles, sont perçues par l'Etat comme la branche financière du mouvement islamiste égyptien dont la branche paramilitaire est constituée par les maximalistes musulmans de Haute Égypte et la branche politique par la confrérie des Frères musulmans représentée au Parlement par plus de trente députés.

Le gouvernement continue à pratiquer une politique assez dirigiste, ce qui lui vaut les critiques du FMI et se trouve confronté à un groupe d'une vingtaine de personnes disposant de fonds équivalant pratiquement au budget annuel de l'Etat.

Parties de presque rien en 1985, des sociétés comme Al Rayan, Al Saad ou Al Hoda ont en effet réussi à rassembler des milliards de dollars et de livres égyptiennes: les estimations les plus vraisemblables les créditent de près de 8 à 11 milliards de dollars. La majeure partie des virements proviennent de deux à trois millions d'expatriés égyptiens qui travaillent dans les États pétroliers de la péninsule arabique.

Professeurs, ingénieurs ou ouvriers étaient en partie attirés par le fait que ces sociétés affirmaient agir sur la base du principe des pertes et profits conformément aux préceptes coraniques interdisant l'usure, synonyme, pour la plupart des ulémas, de taux d'intérêt. Mais l'élément vraiment déterminant pour la grande majorité des expatriés était l'appât du gain. Sur trois ans, les sociétés de placement ont en effet versé des dividendes de 24 % en moyenne, le double du taux d'intérêt bancaire sur la livre égyptienne, le triple pour le dollar.

Blanchissement

de fonds

Comment réaliser une performance aussi extraordinaire? Pour Tawfik Abdel Fattah, le président en Djibouti de la société Al Rayan, il faut être un « bon businessman ». Pour Achraf Saad, gérant la barbe islamiste et propriétaire de la société Al Saad de placement, il faut aussi avoir la « baraka », la bénédiction d'Allah.

Pour Tarek Aboul Hussein, le jeune PDG de Al Hoda qui égrenait son chapitre: « Il suffit de faire comme eux ». Et de brandir la publicité d'une SICAV anglaise parue dans le Financial Times et garantissant du 25 % par an. « En cent jours, nous avons lancé un grand nombre de projets, dont la construction de dix mille unités de logements au Caire, une usine de prêt-à-porter avec un partenaire français, une compagnie d'aviation, crée neuf villages touristiques », nous a indiqué M. Aboul Hussein. A la question de savoir si ces villages touristiques allaient être islamiques, c'est-à-dire interdits d'alcool et avec des femmes voilées à la plage, le jeune homme, habillé comme une gravure de mode et qui contrôle plus de 250 millions de dollars, répond: « Pas du tout. Ce seront des villages touristiques normaux dont la direction sera confiée aux grandes chaînes hôtelières internationales. Ce qui s'y passera ne me regarde pas. Je suis simple propriétaire. »

Pour les détracteurs des sociétés de placement islamiques, les méthodes pour distribuer systématiquement 24 % de bénéfices sont variables. Selon un banquier européen, « c'est possible dans la mesure où l'inflation est officiellement de 25 %. Il suffisait jusqu'à l'an dernier, avant l'application d'un taux de change réaliste, d'acheter des dollars pour échapper à l'inflation, sans compter les avantages du marché noir. Mais il s'agit d'un véritable exploit dès qu'il s'agit du dollar ». « Ce qui est possible pour une société de placement durant un ou deux ans, ne l'est plus pour une dizaine de sociétés trois ans de suite », conclut ce banquier, qui, comme beaucoup d'autres, a dû licencier la moitié de son personnel du fait du marasme.

Pour un ancien ministre et homme d'affaires, « jouer à la Bourse de Londres comme le font la plupart des sociétés islamiques ne suffit plus. Il faut jouer à la roulette ». Selon lui, les sociétés islamiques auraient perdu plus d'une centaine de millions de dollars lors du krach boursier d'octobre dernier. Il n'y a qu'une seule manière pour offrir aujourd'hui du 24 % sur le dollar: attirer toujours plus de dépôts et s'en servir pour payer les anciens déposants...

Pour un policier du Bureau de la répression des crimes financiers, certains propriétaires des sociétés de placement qui avaient amassé leur fortune grâce au marché noir des devises pourraient aujourd'hui faire d'énormes bénéfices en blanchissant l'argent du trafic de la drogue.

« Mai noir »

Mais quelle que soit l'interprétation, il est incontestable que les sociétés islamiques de placement connaissent des difficultés grandissantes depuis un an, que ce soit à cause du krach boursier ou du taux du dollar, devenu réaliste sur le mar-

La Banque de l'union européenne cède ses cinq agences à la National Westminster

La Banque de l'union européenne (BUE), qui appartient au groupe du Crédit industriel et commercial (CIC), a présenté sa nouvelle stratégie à moyen terme, qui, selon son président, M. Paul Albert, « écartera tout ce qui n'est pas nécessaire et qui diverge des activités de siège ». En conséquence, les cinq agences de province (Lille, Lyon, Nantes, Strasbourg et Toulouse), qui emploient quatre-vingt-trois personnes et gèrent 1,6 milliard de francs de crédits, vont être cédées à la grande banque britannique National Westminster, qui va les ajouter à ses sept succursales françaises. Pour la BUE, la clientèle d'entreprises de taille moyenne à laquelle se consacrent ces cinq agences ne constitue pas la cible la plus porteuse. Elle veut lui substituer les activités à forte valeur ajoutée, véritable impératif au moment où la concurrence devient très âpre.

Son plan retient sept priorités: tout d'abord substituer à la banque commerciale classique l'ingénierie bancaire, les financements spécifiques et les opérations de « haut de bilan ». L'accent sera mis également sur le financement du commerce international: la BUE y tient le troisième place en France et a été la première à signer des protocoles-

cadres pour la création de sociétés d'économie mixte, notamment en URSS. La banque compte développer ses opérations de gestion de fortunes, après reprise en contrôle direct de sa filiale de Genève. Dans le domaine boursier, les opérations de la filiale Action-Trading en négociation de blocs vont être poussées, en liaison avec la gestion de trésorerie pour le compte des entreprises et le conseil international, au travers d'une filiale commune, l'ICFI, en association avec la firme Touche-Ross.

« Viser la rentabilité plutôt que la part de marché », tel est désormais l'objectif de la BUE, ancienne banque d'affaires du groupe Schneider, spécialisée dans le financement des grandes entreprises, qui avait été très ébranlée par la faillite de Creusot-Loire (300 millions de francs pour sa part) et avait dû être renforcée par l'Etat en 1984 (deux apports de 300 millions de francs). Aujourd'hui, son bénéfice d'exploitation, hors plus-values, s'élevait à 156,3 millions de francs en 1987 contre 153 millions de francs en 1986 et 94,4 millions de francs en 1985, plus de la moitié provenant de la participation de 48 % dans l'Union industrielle de crédit.

« Viser la rentabilité plutôt que la part de marché », tel est désormais l'objectif de la BUE, ancienne banque d'affaires du groupe Schneider, spécialisée dans le financement des grandes entreprises, qui avait été très ébranlée par la faillite de Creusot-Loire (300 millions de francs pour sa part) et avait dû être renforcée par l'Etat en 1984 (deux apports de 300 millions de francs). Aujourd'hui, son bénéfice d'exploitation, hors plus-values, s'élevait à 156,3 millions de francs en 1987 contre 153 millions de francs en 1986 et 94,4 millions de francs en 1985, plus de la moitié provenant de la participation de 48 % dans l'Union industrielle de crédit.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Accord de principe du FMI pour l'octroi d'un crédit au Maroc

L'amélioration de la situation économique et financière du Maroc a paru suffisamment encourageante au Fonds monétaire international pour que le ministre marocain des finances, M. Mohamed Berrada, obtienne un accord de principe pour l'octroi d'un nouveau crédit stand-by (crédit de réserve) de 220 millions de DTS (1) pour la période allant de juin 1988 à la fin de 1989. Le feu vert définitif du conseil d'administration du FMI devrait intervenir dans les semaines à venir de façon à permettre à Rabat de faire le point avec ses créanciers publics, au sein du Club de Paris, cet été.

Le satisfait accordé par le Fonds tient compte du redressement spectaculaire de la balance des paiements courants plus que de celui du budget. La conjonction de bonnes récoltes, de prix du pétrole réduits, de cours du phosphate en hausse et de la poussée des exportations de produits industriels a permis au commerce extérieur de connaître un

déficit de 826 millions de dollars en 1987 contre 1,1 milliard en 1982. Sur cinq ans, les recettes touristiques ont doublé, pour représenter 620 millions de dollars, et les transferts provenant des travailleurs émigrés sont passés de 900 millions de dollars à 1,36 milliard.

Au total, la balance des paiements courants a toute chance d'être équilibrée cette année, la croissance, sans doute de 5 % ou 6 %, retrouvant des niveaux records. Si le Maroc touche aujourd'hui les dividendes d'une longue austerité accompagnée de mesures de libéralisation et de modernisation de la fiscalité, les experts du Fonds estiment encore excessif le déficit budgétaire envisagé pour 1988, 4,5 % du produit intérieur brut contre 6 % l'an dernier, et 12 % il est vrai en 1982.

(1) Un DTS (Droit de tirage spécial) = 3,00 F.

Innovation

● IMPORTANTS ACCORDS INDUSTRIELS AVEC NEC ET MATSUSHITA ● RÉSULTATS + 115 %

Innovation annonce pour l'exercice 1987 un chiffre d'affaires en progression de 145 % (à 16,3 MF) assorti d'un résultat net après impôt en hausse de 115 % (à 8,8 MF).

La dividende est de 90 F/action (après d'un avoir fiscal de 45 F), en hausse de +20 % par rapport à l'exercice 1986.

Les résultats favorables d'Innovation s'expliquent par trois facteurs:

— l'accroissement de la première application de principe de la carte à puce: la TMS carte;

— la fabrication en volume des nouvelles générations de lecteurs, notamment des terminaux de paiement électroniques (TPE);

— la multiplication des accords de licences pour l'exploitation des brevets de base de la carte à puce.

Cartes: 26 millions d'unités ont été fabriquées en 1987. Au total, quarante-deux millions de cartes ont été mises en circulation (dont environ 350 000 en Allemagne fédérale), ainsi que 35 000 publications à cartes.

Lecteurs: 55 000 appareils ont été livrés en 1987, soit une progression de 65 % par rapport à l'exercice précédent.

Licences: 29 nouvelles licences ont été acquises depuis le 1^{er} janvier 1987, dont 16 par des groupes industriels étrangers:

Siemens, Grundig, Hitachi, Oki, Nipponbishi, Toshiba, Fujitsu, Thomson-ST, CGE, Sagem, entre autres, exploitent désormais leur activité carte à puce sous licence Innovation.

Par ailleurs, les droits d'exploitation des brevets de base de la carte à puce ont été acquis par les deux groupes japonais:

— NEC (premier producteur mondial de semi-conducteurs);

— Matsushita (premier constructeur japonais de matériel électrique et électronique).

Les bénéfices d'Innovation sont désormais au nombre de quarante-deux. A ce jour donc, et cela au niveau mondial, la totalité des matériels appartenant au domaine technologique de la carte à micro-circuit, sont exploités sous la protection des droits de propriété industrielle appartenant à Innovation.

LICENCIÉS DES BREVETS INNOVATION

Innovation a décidé de se doter d'un instrument spécifique d'investissement, et annonce à cette fin la création d'une filiale financière, ISCV (Innovation Smart Card Venture NV), basée à Amsterdam, et dont Innovation détient 80 % du capital, aux côtés de Roland Moreno, de la BSNP (BNP) et de la Compagnie Financière Edmond de Rothschild.

L'une des premières opérations à laquelle a participé ISCV est le montage, en tant que chef de file, d'une société de production de cartes à microcircuit: Gemcard, société autonome au capital de 30 MF.

Trois opérations scellées du succès de la carte à microcircuit sont les partenaires d'ISCV dans le montage de Gemcard:

— Thomson-ST, premier fabricant mondial de circuits intégrés spécifiques pour cartes à mémoire;

— Ingecon, premier constructeur français de TPE;

— Crédit Lyonnais (par le biais de sa filiale Imoban), dont la filiale SLIGOS est le second fabricant français de télécartes (après Schenker).

Innovation bénéficie par ailleurs du concours de Roland Moreno Technology (RMT) qui a été créé en 1987. Ce centre de recherche étudie et développe de nouvelles applications de la carte à mémoire: d'ores et déjà dans la téléphonie, les télécommunications (notamment mobiles), ainsi que dans le domaine du traitement des données de traitement.

Innovation cède aux sociétés associées de ISCV son apport technique et son savoir-faire, l'exploitation des résultats des travaux de recherche de RMT. Ce centre de recherche apporte également à ISCV son appui technique lors de l'examen des opportunités de prise de participation.

Grâce à ces différents concours, Innovation, pôles internationaux des industries liées à la carte à mémoire, continue une politique de diversification spécifique, que ce soit par des prises de participation ou par la conclusion d'accords commerciaux, dans tous les secteurs où s'exerce, et s'exercera, les activités liées à la carte à micro-circuit.

Économie

Le Monde • Jeudi 30 juin 1988 33

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Un système mixte d'intéressement chez RVI

L'intéressement doit être un versement uniforme à tous les salariés, jugés également responsables des résultats de la société, ou à un système hiérarchisé selon le salaire ? Dans l'accord sur l'intéressement, signé récemment avec FO et la CGC, pour les années 1988, 1989 et 1990, la direction de Renault-Véhicules Industriels (RVI) a choisi une formule mixte. Un tiers de la somme attribuée pour l'intéressement sera consacrée à un versement uniforme. La répartition sera proportionnelle aux salaires. Tandis que la part fixe n'est soumise à aucune condition, la partie « hiérarchisée » est réduite en cas d'absentéisme (hors congés et chômage). Ces primes seront versées si le résultat net de RVI dépasse 1 % en 1988, 1,2 % en 1989, 1,4 % en 1990.

La somme consacrée à l'intéressement sera calculée par une formule complexe, selon la part que le résultat net de la société représente par rapport au chiffre d'affaires : jusqu'à 1 %, on prélève 10 % du résultat net pour l'intéressement ; entre 1 % et 2 %, on prélève 15 % ; au-dessus, on prélève 20 %. Toutefois, le total ne peut excéder 15 % du résultat net global, ni 20 % de la masse salariale brute. La CGT (51,3 % des voix aux élections de délégués du personnel), opposée par principe au système, et la CFDT (33,8 %), qui souhaitait que la somme soit répartie de manière totalement uniforme, n'ont pas signé l'accord.

● Citroën avec l'enseignement supérieur. — Pour renforcer ses liens avec l'enseignement supérieur (grandes écoles et universités), Citroën lance une publication trisemestrielle, *Inter*. Placée sous l'autorité d'un conseil scientifique, paritaire (trois représentants de Citroën d'un côté, le président du Haut Conseil d'éducation-économie, le président de l'université de Paris-XI-Orsay, et le directeur de l'école centrale de Paris de l'autre), ce bulletin est réalisé à la fois par des universitaires et des spécialistes appartenant à l'entreprise. Le premier numéro, consacré à « Productique et communication », est réalisé sous la responsabilité de M. Proth, directeur de l'Institut national de la recherche en informatique et en automatique de Nancy, et de M. Dubouille, directeur du développement et des nouvelles technologies chez Citroën.

● CETELEM en mouvement. — En 1987, les effectifs du groupe CETELEM ont progressé de 14,9 % par rapport à 1986, pour atteindre 1 681 salariés. L'ancienneté moyenne, qui était de douze ans, est passée à onze ans. Et la mobilité a progressé : 349 salariés ont changé de métier dans le groupe (contre 265 en 1986) et 275 ont changé de lieu de travail.

● Toujours plus de formation chez BP Chimie. — La société BP Chimie (huit cent soixante et onze salariés) a sensiblement accru son effort de formation en 1987. Les dépenses de formation ont représenté 3,4 % de la masse salariale, contre 2,56 % en 1986. A cet effort s'est ajouté un programme de formation au processus d'amélioration de la qualité, qui doit s'achever à la fin de cette année.

TRANSPORTS

Les suites de l'accident de Mulhouse

Les Airbus A-320 ont repris leurs vols

Interdits de vol depuis la chute de l'Airbus A-320 d'Air France, survenue le 26 juin près de Mulhouse, les cinq exemplaires de l'appareil en service dans les flottes d'Air France, d'Air Inter et de British Airways ont repris l'air, le mardi 28 juin. Les premières conclusions de l'enquête feraient apparaître la responsabilité du pilote dans cette catastrophe, qui a fait trois morts et cinquante blessés (*Le Monde* du 29 juin).

Les usagers ne semblent pas avoir été effrayés par la reprise des vols en A-320. Aussi bien à Air France qu'à Air Inter, on relève des pourcentages de défiance normaux parmi les passagers. Ainsi, sur le vol de Grenoble, soixante-cinq personnes se sont présentées à l'embarquement sur les soixante-dix-neuf prévues.

De son côté, M. Jacques Friedmann, président d'Air France, a tiré une première leçon de l'accident : la participation des avions de la compagnie nationale à des démonstrations dans le cadre de meetings aériens : « J'ai décidé, a-t-il fait savoir, que jusqu'à nouvel ordre, Air France n'effectuera plus aucune présentation en vol avec quelque type d'avion que ce soit. »

Dix nouvelles commandes

Par ailleurs, la GATX-Air, une société américaine de leasing aéronautique, en « joint-venture » avec le Crédit Lyonnais a passé une nouvelle commande ferme de dix Airbus A-320, à compter du mercredi 29 juin, après celle qu'elle avait déjà signée en 1986.

Au cours de l'enquête

Les instruments de bord indiquaient une altitude de 30 mètres affirmant les pilotes

Les deux pilotes de l'Airbus A-320, qui s'est écrasé dimanche à Mulhouse-Habsheim (Haut-Rhin), ont affirmé que « les instruments de bord de l'avion leur indiquaient une hauteur au sol de 100 pieds (environ 30 mètres) au moment du passage sur l'aérodrome », a-t-on appris de source judiciaire.

Selon le procureur de la République de Mulhouse, M. Jean Volff, le commandant de bord, M. Hasselme, quarante-quatre ans, et le copilote, M. Pierre Mazieres, ont également maintenu devant les gendarmes de la brigade des transports aériens de Mulhouse-Bâle (Haut-Rhin) que « les moteurs ont répondu avec retard à la remise des gaz ».

[Rappelons que selon les indications fournies par les autorités, la « boîte noire » indiquait en clair que l'avion se trouvait à 10 mètres d'altitude (30 pieds) au moment de son passage au-dessus du terrain (*Le Monde* du mercredi 29 juin).]

SOCIAL

● Nouvelles manifestations et violences à Saint-Nazaire. — Des incidents ont eu lieu le mardi 28 juin à Saint-Nazaire, où les métallos des Chantiers de l'Atlantique continuent leur grève. Les suppressions d'emploi (*Le Monde* du 28-29 juin). Le matin, aux Chantiers, un vestiaire de la maîtrise et un atelier-magasin ont été dévastés par des grévistes en colère ; vers midi, une centaine de métallos ont forcé et saqué des bureaux de la direction, exigeant le retrait des cent trente-cinq congés de conversion prévus. En début d'après-midi, des heurts se sont produits devant la sous-préfecture, entre sept cents manifestants qui ont jeté des pierres et des boules sur la façade et les forces de l'ordre qui ont lancé des grenades lacrymogènes. Une réunion devait avoir lieu mercredi 29, à Nantes, entre les pouvoirs publics, les syndicats et la direction des Chantiers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

Assemblées générales

Les actionnaires de Penarroya, réunis le 27 juin 1988 sous la présidence de M. Jean-Pierre Rodier, ont approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par un bénéfice net de 69,7 millions de francs et décidé l'affectation de celui-ci au report à nouveau négatif qui s'établit désormais à moins 236 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire, réunie le même jour, a donné son accord à une augmentation du capital social de 315 millions de francs, réservés à la société Penarroya AG, par l'émission de 6,3 millions d'actions nouvelles de 50 francs nominales, assorties chacune d'une prime de 20 francs.

S'adressant aux actionnaires, M. Rodier a souligné que l'ensemble des actions émises en 1987 — recentrage des activités industrielles, réduction de l'endettement, amélioration de la compétitivité — mettaient la société en une meilleure position pour affronter l'avenir et tirer parti, au niveau de ses résultats, de toute amélioration de la conjoncture. A cet égard, il estime que, sur la base des cours et des taux de change qui prévalent aujourd'hui, le résultat courant de 1988 devrait être

sensiblement positif, tant au niveau des comptes sociaux que des comptes consolidés, et que les éléments exceptionnels auront également un impact positif sur les résultats de la société. C'est donc dans ce contexte, a souligné le président, qu'un accord a pu être conclu avec Penarroya pour la mise en commun des activités métallurgiques des deux sociétés afin de constituer un ensemble assignant la tâche indispensable au niveau mondial, tant dans le secteur des métaux de base que dans celui des métaux spéciaux. M. Rodier a rappelé que c'est autour de Penarroya que s'articulent les modalités de réalisation de cet accord puisque c'est elle qui procède à l'acquisition des activités métallurgiques de Penarroya, laquelle, avec 45 % du capital, deviendra le principal actionnaire de la société, qui prendra alors le nom de Metaleurop. Constatant que le marché boursier avait accueilli favorablement cette opération, le président Rodier considère que cette évolution, qui marque une étape particulièrement importante dans l'histoire déjà riche de Penarroya, est une chance pour l'avenir industriel de la société.

NATIONAL WESTMINSTER BANK PLC BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

International Westminster Bank, filiale à 100 % de National Westminster Bank PLC, premier groupe bancaire britannique, est présente en France depuis 1913. Elle exploite un réseau de sept succursales, à Paris, dans certaines des principales villes de province et dans le Principauté de Monaco.

Dans la perspective de son développement sur le marché français, NatWest a recherché les conditions d'une meilleure couverture de territoire national par son réseau d'agences, en étendant celui-ci aux grandes villes où elle n'est pas encore présente.

C'est dans cet esprit qu'elle s'est rapprochée de la Banque de l'Union européenne, qui a accepté de lui céder son réseau de succursales de province. Il s'agit d'un ensemble de cinq agences à Lille, Lyon, Nantes, Strasbourg et Toulouse, qui poursuivent avec succès des objectifs très semblables à ceux de NatWest. Son effectif est inférieur à quatre-vingt-dix personnes.

Pour la Banque de l'Union européenne, la cession du réseau régional correspond à un choix stratégique, qui la conduit à renforcer sa vocation de banque spécialisée dans le financement des activités industrielles et commerciales à l'import et à l'export, l'ingénierie bancaire, les activités de marché, les opérations de haut de bilan.

Le transfert de responsabilité de ce réseau a reçu l'accord des autorités de tutelle et interviendra au plus tard le 1^{er} octobre 1988. Les implantations en France d'International Westminster Bank seront regroupées sur une entité en cours de constitution, National Westminster Bank SA.

Le dernier Conseil de Surveillance de la Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet a reconduit Monsieur Jean-Pierre Mallet dans ses fonctions de Président.

Le Conseil a accueilli M. Etienne Mallet, Directeur à la Compagnie Générale des Eaux, en qualité de nouveau Membre, ainsi que M. Roger Papaz, Directeur Général des Assurances Générales de France, en qualité de Censeur.

A la suite du départ à la retraite de MM Fleury et van der Wardt, le Directoire est désormais composé de la façon suivante :

Antoine Dupont-Fauville
Alain Cellier

François Dentz
Jean Louis Milin

Jeroen Sanders

Président,
Direction des Entreprises, Affaires
Financières et Internationales,
Direction des Affaires Administratives,
Direction des Particuliers
et de la Gestion Collective,
Direction des Marchés.

Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet NSM GROUPE ABN BANK

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

Pour vous aider à réussir aux examens et concours de l'enseignement supérieur. Préparations annuelles complètes et intensives de vacances.

L'Expertise Comptable

BTS • Comptabilité et Gestion de l'entreprise : 2 ans.
DPECF, DECF et DESCF
UV 1 à 16

SUCCÈS CONFIRMÉS

TOLBIAC: 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél.: 45.85.59.35 +
AUTEUIL: 6, avenue Léon-Henney 75016 Paris Tél.: 42.24.10.72 +

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARCANTE

ARCANTE SA siège social: 15, rue Le Sueur, 75116 Paris a dégagé un bénéfice net de 2 803 942 F au cours de son deuxième exercice fiscal closuré le 31/12/87. Le capital a été porté à 3 000 000 F par incorporation de réserves et attribution de 2 actions nouvelles gratuites pour 1 ancienne. D'importants contrats récemment signés en Europe du Nord et de l'Est pour des affaires productives et transactives laissent prévoir une augmentation substantielle des chiffres d'affaires et des résultats en 1988 et 1989.

LVMH

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires réunie à Paris le 23 juin 1988, sous la présidence de Monsieur Alain Chevalier, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987, qui se sont soldés par un résultat net consolidé de 1.343 millions de francs, en progression de 26 % sur les comptes reconstitués du Groupe de 1986.

Elle a fixé à 32 F par action le dividende de l'exercice 1987, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 16 F, représentant un dividende global de 48 F.

En raison de l'acompte sur dividende de 9 F payé le 1^{er} février 1988, un complément de 23 F sera mis en paiement à partir du 4 juillet 1988.

Ce dividende représente une hausse de 28 % par rapport à l'année précédente, en tenant compte de l'attribution gratuite

d'une action nouvelle pour cinq anciennes réalisée en octobre 1987.

L'Assemblée Générale a reconduit les mandats d'Administrateur de Messieurs Kilian Hennessy, Jean Ogliastro et André Sacau pour une nouvelle période de 6 ans.

Messieurs Alain Chevalier et Henry Racamier ont commenté l'activité du Groupe en 1988, qui se traduit à fin mai par une croissance de 28 % du chiffre d'affaires. Toutefois, l'activité de Jardine Wines and Spirits au Japon ayant été intégrée à partir du 1^{er} juillet 1987, le chiffre d'affaires de l'ensemble de l'année 1988 ne devrait pas progresser à un rythme aussi élevé. Ils ont précisé qu'une hausse du chiffre d'affaires de l'ordre de 20 % est prévue pour 1988 et que les résultats devraient connaître une progression supérieure à celle du chiffre d'affaires.

PROGRESSION DU DIVIDENDE 1987 DE 28 %
ACTIVITÉ SOUTENUE AU COURS DES CINQ PREMIERS MOIS DE 1988

SICAV EPARGNE-OBLIGATIONS, POUR BIEN TRAVERSER LES COURS DES ANNEES

Pour vous assurer à moyen et long terme un bon revenu régulier, en maintenant solidement votre capital investi, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a conçu la SICAV Epargne-Obligations. Avec elle vous devenez actionnaire d'un portefeuille obligataire complet équilibré notamment entre obligations françaises à taux fixe et variable, indexées ou convertibles.

Le tableau ci-dessous établi au 1^{er} juin 1988 vous permet de chiffrer la sûreté d'Epargne-Obligations.

Depuis le	31/11/87	31/12/82	31/12/85
La performance annualisée (coupon net réinvesti)	11,10 %	14,49 %	10,85 %
La variation de l'indice de prix en moyenne annuelle	8,16 %	5,04 %	2,81 %

La souscription à Epargne-Obligations vous permet de profiter des conjonctures favorables ou encore d'utiliser les conjonctures contraires, en recourant aux marchés obligataires internationaux.

BNP

LA BANQUE EST NOTRE METIER

Marchés financiers

Après ses récentes acquisitions

Le groupe Bolloré portera son chiffre d'affaires à 15 milliards de francs en 1988

Le groupe Bolloré a franchi une nouvelle étape avec ses récentes acquisitions, Rhin-Rhône dans la distribution de combustibles énergétiques et Diners Club dans le tourisme. Son chiffre d'affaires va faire cette année un bon pas, passant de 9,2 milliards de francs en 1987 à quelque 15 milliards de francs en 1988, ses effectifs augmentant de 3 000 personnes (à 15 400 salariés).

Après un exercice 1987 marqué par une nette amélioration des performances du groupe (le bénéfice net a progressé de 36 %, à 172 millions), le résultat net courant (part du groupe) devrait atteindre 200 millions de francs cette année.

Le groupe, qui affirme prendre modèle pour sa diversification sur les grandes sociétés japonaises, est désormais présent dans huit métiers, sur lesquels il revendique des positions de leader. Ceux-ci se ventilent

entre trois activités industrielles (films et emballages, médical, papiers spéciaux) représentant 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1988 pour 1 900 personnes, activités auxquelles s'ajoutent le tabac (1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires pour 2 000 salariés) d'une part, et d'autre part, des services entrant pour 12 milliards de francs dans le chiffre d'affaires et employant 11 600 personnes. Pour 1988, ce pôle services — dans lequel on trouve les transports, les voyages, les produits énergétiques et les matériaux — représentera près de la moitié du résultat courant cumulé.

Si aucune croissance notable ne semble devoir être attendue cette année, le groupe entend modifier sa structure pour se doter d'une holding et de huit sociétés correspondant chacune à un métier.

De gros bénéfices pour le MATIF en 1987

La Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP), organisme de tutelle du MATIF, a réalisé en 1987 un bénéfice net de 96,67 millions de francs contre 4,17 millions en 1986, selon le rapport annuel de cet établissement.

Ce résultat découle, selon la CCIFP, de facteurs favorables qui ne devraient pas nécessairement se reproduire lors des prochains exercices. En effet, l'an dernier, l'activité s'est accrue de 650 % avec quelque 12 millions de contrats traités, contre 1,7 million en 1986, avec lequel est vrai deux mois d'activité de moins.

Baptisée « l'épreuve de feu » ou « l'année de tous les dangers » par

les responsables de la CCIFP, l'année 1987 a vu le MATIF traverser des zones de turbulences (dont un krach boursier) « sans que sa sécurité soit mise en cause », estime la CCIFP.

Fin 1987, on comptait cent adhérents (dont 20 % d'origine étrangère) contre quatre-vingt-huit fin 1986.

Les parts de marché ont également évolué, les agents de change assurant l'an dernier 52,7 % de l'activité contre 74 % en 1986. Les « comptes maisons » ont représenté 55 % des ordres en octobre 1987, contre 30,7 % en septembre 1986. La part des banques est passée de 14,52 % des transactions à 25,8 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Telemecanique

L'assemblée générale des actionnaires de Telemecanique ne peut, du fait de l'OPA et des délais de dépôt, être tenue avant le 30 juin. Le tribunal de commerce a autorisé son report jusqu'au 30 septembre 1988.

Le rapport de l'exercice 1987 a néanmoins été édité et expédié aux actionnaires pour leur tenir au courant de la vie économique de Telemecanique.

Pour les cinq premiers mois de l'année 1988, les prises de commandes du groupe ont augmenté de plus de 20 % sur la même période de l'année dernière. Cette croissance est relativement généralisée sur l'ensemble des produits. Il faut noter particulièrement une forte accélération des secteurs automatisme programmable, commandes numériques et variation de vitesse.

La croissance du chiffre d'affaires consolidé est supérieure à 15 % et les perspectives pour l'ensemble de l'année permettent d'extrapoler une évolution du même ordre, ce qui permettrait d'atteindre un chiffre annuel de 7830 millions de francs. Cette activité devrait donner un résultat net situé entre 220 F et 230 F par action.

GROUPE Casino

PROJET DE FUSION ABSORPTION PAR CASINO DE TROIS DE SES FILIALES

Le Groupe Casino envisage de modifier les structures juridiques de ses filiales de distribution par des fusions-absorptions simultanées de Cedis, L'Epargne et Somac par la société mère Casino.

Au stade actuel de l'étude, les parités conduiraient, sous réserve de validations par les commissaires et d'approbation par les actionnaires, aux rapports d'échange suivants :

1 action Cedis pour 5 actions ordinaires Casino.

1 action L'Epargne pour 25 actions ordinaires Casino.

1 action Somac pour 7 actions ordinaires Casino.

Une consultation est en cours auprès des différentes instances sociales.

Après avoir recueilli l'accord des différents organes intéressés, les sociétés concernées inviteront leurs actionnaires à se prononcer, courant novembre, en assemblées générales extraordinaires.

Roussel Uclaf

Le directoire de la société Roussel Uclaf a examiné les comptes de la société et du groupe pour le premier trimestre de 1988.

Les chiffres consolidés donnés ci-après sont présentés selon les principes de la septième directive européenne sur les comptes consolidés et à structure comparable, c'est-à-dire qu'ils ne comprennent pas l'activité et le résultat de ROCHAS (cédée en juin 1987) et de SAMP-SOLAR (cédée en mars 1988).

(en MF)

1^{er} trim. 1988 1^{er} trim. 1987

Société :

Chiffre d'affaires 1 059 1 011

Résultat net 109 65

Résultat net hors incidence des éléments exceptionnels 89 65

Marge brute d'autofinancement 146 126

Groupe :

Chiffre d'affaires 2 673 2 537

Résultat net 140 100

Résultat net hors incidence des éléments exceptionnels 120 100

Marge brute d'autofinancement 212 187

L'évolution favorable de ces chiffres, en dépit d'un dollar plus faible au premier trimestre 1988 (5,57 F contre 6,13 F pour le 1^{er} trimestre 87) et de l'intervention des assouplissements pour l'élevage dans la Communauté européenne, reflète le résultat des lancements de produits nouveaux ainsi que les efforts fournis par le groupe. L'exercice 1988 doit confirmer la reprise annoncée et l'amélioration de la rentabilité.

DIVIDENDES

L'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1988 a approuvé la distribution au titre de l'exercice 1987 des dividendes suivants :

— actions ordinaires : 16 F assorti d'un avoir fiscal de 5 F, soit un revenu global de 21 F ;

— actions à dividende prioritaire sans droit de vote : 21 F assorti d'un avoir fiscal de 10,50 F, soit un revenu global de 31,50 F.

Le paiement de ces dividendes sera effectué à compter du 1^{er} juillet 1988.

OBLIGATIONS CNI - ROUSSEL UCLAF 1982 - AMORTISSEMENT DU 1^{er} JUILLET 1988

Il est rappelé que sur les 891 110 obligations CNI Roussel Uclaf émises en 1982 par la Caisse nationale de l'industrie, 98 024 ont été tirées au sort pour amortissement le 1^{er} juillet 1988 ; les titulaires de ces obligations tirés au sort ont la faculté dans un délai de trois mois, soit jusqu'au 30 septembre 1988, d'en demander l'échange contre des actions à dividende prioritaire sans droit de vote de la société Roussel Uclaf ; à défaut, ces obligations seront remboursées par la Caisse nationale de l'industrie, au prix de 313 F.

NEW-YORK, 28 juin ↑

Nette amélioration grâce à la pluie

Quelques gouttes de pluie dans le Middle-West, aux Etats-Unis, ont provoqué une nette amélioration à Wall Street, qui avait débuté la journée de mardi sur une note très irrégulière. L'indice Dow Jones a, en définitive, terminé la séance sur une hausse de 22,41 points, à 3 210,87, dans un marché calme. Quelques 152 millions d'actions ont été échangées. On comptait 967 hausses pour 516 baisses et 481 cours inchangés. La journée avait plutôt mal commencé, les investisseurs étant inquiets de la renouveau des taux d'intérêt sur le marché obligataire due à une baisse du dollar. Les bonnes nouvelles données par la météo ont très vite redonné le sourire aux investisseurs. En effet, des pluies devraient, en fin de semaine, tomber sur le Middle-West, sévèrement affecté depuis quelques semaines par une grave sécheresse. Cette catastrophe naturelle avait suscité de nombreuses craintes sur les marchés : les cours des céréales s'élevaient, par exemple, envolés, et les prix des produits alimentaires avaient pris le chemin de la hausse, laissant craindre une reprise de l'inflation.

La diminution de la demande des produits non agricoles devrait, toutefois, tempérer les pressions inflationnistes, estiment les professionnels. IBM a gagné 2 1/8 à 127 1/4. Dow Chemical 2 1/4 à 89,5 et UAL 2 à 95. Xerox et Loews étaient en baisse.

VALEURS	Cours du 27 juin	Cours du 28 juin
Alcoa	52 3/4	52 5/8
A.T.T.	28 1/2	28 3/4
Bell	28 1/4	28 3/4
Dow Chemical	28 1/4	28 5/8
Eastman Kodak	88 5/8	90 5/8
Exxon	42 1/2	42 3/4
General Motors	44 3/4	46 1/8
IBM	127 1/4	127 1/4
Intel	31 3/4	32 3/8
Johnson & Johnson	54 1/2	55 1/8
Loews	54 1/2	53 7/8
Merck	52 1/2	53 1/8
MetLife	43 3/8	44 5/8
Motorola	92 3/4	91 3/8
Pfizer	34 1/8	34 3/4
Rockwell	47 7/8	47 5/8
Union Carbide	32	32 3/4
U.S.X.	31 5/8	32 1/8
Westinghouse	54 7/8	55 7/8
Xerox	54 1/2	53 7/8

LONDRES, 28 juin ↑

Raffermissement

Malgré la hausse d'un demi-point du taux de base bancaire britannique, la Bourse de Londres était ferme mardi dans un marché pas très actif. En fin de séance, l'indice Footsie repassait la barre des 1 850 points, gagnant 15,4 points à 1 856,9. L'indice Financial Times accusait une hausse de 0,85 % à 1 480,60. En fait, la place a été soulagée par le taux d'intervention n'ait pas été augmenté de plus d'un demi-point. Elle s'attendait à 1 point. Les signes de surchauffe de l'économie britannique incitent néanmoins à penser que les taux vont encore progresser dans les prochaines semaines, jusqu'à 10 %, estiment les analystes.

Les grandes valeurs industrielles ont particulièrement été recherchées après leur baisse initiale. Rochem et Coleman ont gagné 7 pence à 925. Courtauld était également forte. Les valeurs d'OPA s'essaiment. Allied Lyons et Cadbury Schweppes ont cédé du terrain. Racal a baissé bien que le groupe électronique ait annoncé des résultats annuels supérieurs aux prévisions. Le secteur des assurances a été soutenu par une nouvelle vague de rumeurs d'OPA. Les mines d'or ont été recherchées après la reprise du prix du métal fin.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Financière Agache** : 1 milliard de francs de bénéfices prévus pour 1988. — Le groupe Financière Agache devrait dégager, en 1988, un bénéfice net consolidé de 1 milliard de francs, comparer avec les 705 millions de francs du résultat de 1987. Ce bénéfice comprendra les plus-values sur cession d'actifs, notamment la cession de Pseudouze au début de 1988. Le résultat courant de Financière Agache, qui s'est élevé, en 1987, à 581 millions, devrait augmenter de 25 % en 1988. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe sera amputé de plus d'un tiers en raison de la cession de Pseudouze et de la vente des activités textiles au groupe Prouvost. En 1987, le chiffre d'affaires consolidé s'était établi à 12,3 milliards de francs. Pour son développement, Financière Agache dispose, selon ses responsables, de quelque 5 milliards de francs en trésorerie et liquidités, et d'une capacité d'emprunt de 2 milliards.

● **PDG, M. Arnaud**, a souligné que son objectif était de « devenir dans les dix ans le premier groupe de luxe au monde » en « appuyant sur le développement de la distribution ».

● **Bénéfice en hausse de 27,7 %** pour Massonand-Fontenay. — L'un des premiers sociétés de Bourse, Massonand-Fontenay, a dégagé, l'an dernier, un bénéfice de 44,8 millions de francs, en hausse de 27,7 % par rapport à 1986. Le chiffre d'affaires (301 millions de francs) a augmenté de 29 %. Massonand-

Fontenay précise que la première étape de la prise de participation du groupe international Amro dans le capital de la société va se concrétiser dans le courant juillet.

● **Allévard Industries** au second marché. — La firme Allévard Industries, numéro un européen des aciers à ressorts avec un chiffre d'affaires de 827 millions de francs en 1987, a été introduite, mardi 28 juin, au second marché de Paris. Avec un capital social de 78,5 millions de francs, divisé en 1,17 million d'actions, détenues à 89,19 % par un holding Allévard Finance, contrôlé par une équipe de quinze dirigeants de l'entreprise, Allévard Industries indique qu'il ne sera pas mis de titres supplémentaires sur le marché à l'occasion de l'introduction à la cote. Pour 1988, Allévard Industries, qui emploie cinq cent cinquante salariés aux Cheylas (Isère), pense réaliser un chiffre d'affaires de 840 millions de francs, avec un résultat net comptable d'environ 36 millions de francs.

● **L'Air Liquide** vend une activité de soudure. — Le groupe français L'Air liquide a annoncé, mardi 28 juin, avoir vendu sa division Soudure Grand Public à la société Application des gaz, filiale à 70 % de Butagaz (Shell-France). L'Air liquide restera fournisseur de bouteilles d'oxygène et de gaz spécifiques. On estime que le chiffre d'affaires concerné est légèrement inférieur à 100 millions de francs.

PARIS, 28 juin ↑

Reprise

Quelques gouttes de pluie sur le Middle-West américain ont... dégaîgé l'horizon sur toutes les places financières et notamment à Paris où, mercredi, la cote affichait une hausse record.

Dès le début de la matinée, l'indice boursier parisien gagnait 0,6 %. Au plus fort de la séance cet indice progressait même de 0,76 %. Vers 14 h 30, il était en hausse de 0,65 %.

Les nouvelles macroéconomiques étaient donc au centre des préoccupations des investisseurs. En effet, la pluie tombée sur le Middle-West, après une sécheresse de plusieurs mois, revêtait une grande importance. Elle laisse espérer en particulier un recul des cours des matières premières qui ont flambé ces dernières semaines. La mesure d'une reprise de l'inflation s'accompagne, celle d'une hausse des taux aux Etats-Unis également.

Immédiatement, Wall Street a réagi. Mardi, le Dow Jones remontait sensiblement. Mercredi, le S&P 500 de New York reprenait le même chemin.

A Paris, cette amélioration dans le ciel américain a relancé les programmes d'achat, déclenchant les professionnels. « Il y a de l'argent à placer en ce moment, en particulier celui provenant du paiement des coupons ».

Pour la première fois depuis plus d'une semaine, tous les marchés de la place ont pu fonctionner normalement, sans incidence technique ou dérivée. Pourtant, le spectre d'une reprise de la grève planait à nouveau sur le marché. La réaction de mardi entre syndicats et instances patronales sur l'implication de certaines gradations dans la salons fus et se sentait mal passée, indiquant plusieurs bourses. Les écarts les plus importants à la hausse se situaient entre 2 et 5,5 %.

Les écarts les plus importants à la hausse se situaient entre 2 et 5,5 %. Les écarts les plus importants à la baisse se situaient entre 1 et 3,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement aux analyses.

Hausse sensible des américains. Le MATIF était ferme, avec une hausse de 40 centimes.

Sensibilité boursière de l'or avec un lingot à 85 650 F — 1 050 F et un rapetonné à 502 F (— 4 F).

TOKYO, 28 juin ↑

Hausse de 0,8 %

Après une baisse sensible la veille, la Bourse de Tokyo a repris son ascension, mercredi 29 juin, dans un marché actif. L'indice Nikkei a gagné près de 210 points à 27 607,33 points, soit une hausse de 0,76 %.

Les investisseurs se posaient encore des questions sur l'évolution du dollar, mais ils considéraient également que les risques de dérapage des prix aux Etats-Unis s'estompaient grâce aux quelques gouttes de pluies tombées, ces dernières heures, sur le Middle-West américain. Les taux d'intérêt américains ne devraient donc pas monter prochainement, commentent un analyste. Les investisseurs ont notamment acheté les valeurs fortement capitalisées, indiquant un opérateur de la maison de courtage WJ Carr. Les titres des chantiers navals, de l'aéronautique, des instruments de précision et de l'électronique étaient recherchés.

Les valeurs fortement capitalisées, indiquant un opérateur de la maison de courtage WJ Carr. Les titres des chantiers navals, de l'aéronautique, des instruments de précision et de l'électronique étaient recherchés.

VALEURS	Cours du 28 juin	Cours du 29 juin
Alcoa	52 3/4	52 5/8
A.T.T.	28 1/2	28 3/4
Bell	28 1/4	28 3/4
Dow Chemical	28 1/4	28 5/8
Eastman Kodak	88 5/8	90 5/8
Exxon	42 1/2	42 3/4
General Motors	44 3/4	46 1/8
IBM	127 1/4	127 1/4
Intel	31 3/4	32 3/8
Johnson & Johnson	54 1/2	55 1/8
Loews	54 1/2	53 7/8
Merck	52 1/2	53 1/8
MetLife	43 3/8	44 5/8
Motorola	92 3/4	91 3/8
Pfizer	34 1/8	34 3/4
Rockwell	47 7/8	47 5/8
Union Carbide	32	32 3/4
U.S.X.	31 5/8	32 1/8
Westinghouse	54 7/8	55 7/8
Xerox	54 1/2	53 7/8

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
ARF.S.A.	275	281 50	92	145	145
Amend & Amend	815	815	Int. Mand. Service	236 50	236 50
Appel	270	270	La Communauté Bancaire	332 50	332 50
B.A.C.	430	430	Le p'tit livre du poète	254	270
B. Dumas & Associés	380	340	Lois Investissement	240	250
B.L.C.M.	625	625	Locam	189 50	171
B.L.P.	489 50	480	Médias Investissement	297	297
Bouffé & Yvelin	810	810	Médias Investissement	148	145
Calson	1050	1050	Médias Investissement	305	305
Châtelain	1475	1477	Médias Investissement	128	128
Calson	722	722	M.M.M.	580	576
Canal Plus	1044	1044	Molten	230	230
C.A.L. (ex R.E.C.A.)	280	1077	Molten-Belmont	617	642
C.A.T.C.	128	127 50	Olus-Legat	185	182 40
C.B.M.E.	840	850	On. Gen. P.A.	320	307
C.B.M.E.	315	315	Prud'homme (C. & A. P.)	99	98 80
C.E.L.I.A.	1077	1077	Prud'homme Assurances	527	527
C.E.R.E.P.	167	168 50	Prud'homme Assurances	406	406
C.E.P. Communication	1480	1480	Prud'homme Assurances	980	980
C.E.L. Information	734	734	St-Hubert Matignon	1280	1286
Compt. d'Epargne	489	489	S.C.P.M.	348 10	352 40
C.N.I.M.	321	321	St-Hubert Matignon	360	360
Compt. d'Epargne	285	285	S.E.P.	1208	1281
Compt. d'Epargne	780	780	S.E.P.	1435	1435
Compt. d'Epargne	432 80	432 80	S.M.T. (ex S.M.T.)	286	283 10
Compt. d'Epargne	163 30	163 30	S.M.T. (ex S.M.T.)	650	650
Compt. d'Epargne	430	430	S.M.T. (ex S.M.T.)	800	800
Compt. d'Epargne	1184	1184	S.M.T. (ex S.M.T.)	340	341
Compt. d'Epargne	640	638	S.M.T. (ex S.M.T.)	167	167
Compt. d'Epargne	980	980	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	127 30	122 30	S.M.T. (ex S.M.T.)	340	340
Compt. d'Epargne	21	21	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	622	621	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	485 80	478	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	830	830	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	238 50	238	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	238	238	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400
Compt. d'Epargne	128 50	128 50	S.M.T. (ex S.M.T.)	400	400

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 28 juin 1988

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Accor
CEC
EX-Agache
Lafarge-Capit
Michelin
Mill
Paribas
Pouget
Saint-Gobain
Thomson-CSF

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 28 juin 1988

Nombre de contrats : 47 099

COURS	ÉCHEANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	103,55	102,50	101,50
Précédent	103,35	102,25	101,30

Options sur notationnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
100				

BOURSE DU 29 JUIN

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 URSS : le rapport de M. Gorbatchev devant la conférence nationale du Parti communiste. 3 La fin du conseil européen de Hanovre. 4 Liban : après la chute de Chatila. 5 Douze soldats sud-africains tués en Angola.	6-9 Le deuxième gouvernement de M. Michel Rocard. 10 La nouvelle direction du RPR. 11 La bataille des commissions à l'Assemblée nationale.	12 La catastrophe de la gare de Lyon. — Jean-Paul II exhorte les partisans de Mgr Lefebvre à ne pas suivre celui-ci dans le « schisme ». 13 M ^{me} Giannotti quitte la direction de l'éducation surveillée.	15-17 Les années 50 au Centre Georges Pompidou : vie quotidienne, architecture, design, cinéma, arts plastiques, chanson, bande dessinée. 24 Communication : le quotidien Le Sport cesse de paraître.	31 Le SMIC augmentera de 1 % au 1 ^{er} juillet. — La mise en œuvre du revenu minimum d'insertion. — Le 22 ^e congrès du CNJA. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 27 Annonces classées 28-30 Cartes 24 Echecs 24 Expositions 18 Météorologie 22 Mots croisés 22 Radio-télévision 22 Spectacles 19-20	• Adressabilité aux grandes écoles, INT Gestion, ECOLES 36-15 tapez LEMONDE • Tous les corrigés du bac et du brevet, BAC 36-15 tapez LM

Le comité central du PCF

M. Marchais plaide pour un « gouvernement majoritaire de gauche menant une politique de gauche »

La première réunion du comité central du PCF suivant les élections législatives s'est achevée, le mardi 28 juin à Paris, par l'adoption du rapport introductif de M. Georges Marchais (le Monde du 28 juin), la convocation d'une conférence nationale du parti, les 12 et 13 novembre, dont le rapporteur sera M. Jean-Claude Gayssot et qui sera précédée d'une tribune de discussion dans l'Humanité, et la constitution d'une commission chargée de soumettre « une grande campagne nationale pour la justice électorale, le respect de la souveraineté populaire et du suffrage universel ». Toutes ces décisions ont été prises à l'unanimité. Le secrétaire général s'en est pris, violemment, à la presse au sujet de la fraude électorale.

Entouré par le secrétaire à l'organisation, M. Gayssot, et le responsable du bureau de presse, M. Marcel Zaidner, le secrétaire général du PCF a tiré les conclusions, pour la presse, des travaux du comité central qui, selon lui, revêtent « une importance toute particulière ». M. Marchais s'est limité « à deux grandes données qui, de l'avis général des participants, sont au centre de la réflexion de cette session ».

La première concerne « l'iniquité que nous inspire la situation des gens et du pays » qui subissent les « résultats de quinze années de politique d'austérité ». Estimant que la droite souhaite la poursuite de cette politique et « s'y emploie avec d'autant plus de cynisme qu'elle aborde la période qui s'ouvre en position de force », M. Marchais se félicite de la réduction, à un seul député, de la représentation parlementaire de l'extrême droite, mais il affirme que la « radicalisation [de la droite] dans un sens de plus en plus haineux et réactionnaire (...) ne s'est pas effacée en quelques semaines ».

« La droite n'acceptera d'être associée au pouvoir que si elle a la certitude que c'est bien à la mise en œuvre de cette politique-là », a assuré M. Marchais en évoquant les « nouveaux et graves sacrifices [imposés] à notre peuple » dans le cadre de « l'Europe de 1992 ».

La seconde conclusion de cette session, selon M. Marchais, est que le PCF pense « être en meilleure position pour aider notre peuple à résister à la politique d'austérité et à progresser vers le changement ». Rappelant que « les communistes sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités, y compris à la tête du pays », le secrétaire général a indiqué que « les conditions existent : la droite est minoritaire à l'Assemblée nationale ». « On peut donc, a-t-il conclu, constituer un

gouvernement majoritaire de gauche menant une politique de gauche ».

Considérant que les 11,3 % obtenus aux législatives ne reflètent toujours pas l'influence réelle du PCF, le dirigeant communiste estime que « des efforts sont encore à faire pour que les forces populaires bénéficient de ce qui va être de plus en plus indispensable à leur action : un Parti communiste plus fort dans la vie et la pratique correspond bien à sa politique ». En conséquence, « afin de permettre à tous les communistes et à notre parti lui-même d'apporter des améliorations nécessaires à leur activité », une conférence nationale se déroulera en novembre sur le thème : « Faisons de chaque cellule, de chaque communiste un artisan décisif de l'union pour se défendre, de l'union pour que ça change ».

Présentée au cours de cette réunion, la proposition du philosophe Lucien Sève de faire précéder la conférence nationale par une « tribune de discussion » dans l'Humanité a été acceptée. Une telle « tribune » n'a pas été tenue, en dehors des congrès, depuis neuf ans dans les colonnes du quotidien communiste. « Nous en avons discuté », Jean-Claude Gayssot et moi », a dit M. Marchais, à huis clos devant les membres du comité central, en s'excusant de ne pas en avoir parlé aux autres membres du bureau politique.

Le programme de l'Assemblée nationale

Malgré les demandes de plusieurs députés socialistes exprimées, le mardi 28 juin, en réunion de groupe, il ne devrait pas y avoir de session extraordinaire au-delà du 7 juillet, dernier jour de la session de droit ouverte le 23 juin. M. Michel Rocard, qui a présidé mardi la conférence des présidents de l'Assemblée nationale (le ministre des relations avec le Parlement n'avait pas encore été reconduit), a expliqué qu'il ne le souhaitait pas.

Le programme de l'Assemblée nationale pour les prochains jours se présente donc ainsi : après la déclaration de politique générale, mercredi 29 juin, les députés devraient examiner jeudi et vendredi les textes suivants : le projet de loi relatif au prélèvement sur certains revenus au profit de la Sécurité sociale et à l'augmentation de la retenue pour pension des fonctionnaires ; le projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et prorogeant les exonérations de cotisations de Sécurité sociale liées aux contrats de qualification ; la proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée afin de faire passer de trente à vingt le nombre de députés à partir duquel on peut former un groupe ; enfin, une proposition de loi relative aux prochaines élections cantonales (provoquées par la loi sur le cumul des mandats) au mois de septembre avec le renouvellement normal.

Le lundi 4 juillet sera consacré à la Nouvelle-Calédonie ; mardi sera consacré au projet de loi d'amnistie.

• Démission de M. Spiller, député des Vosges. M. Christian Spiller, cinquante-trois ans, député (non inscrit) élu le 12 juin dans la troisième circonscription des Vosges, a démissionné de tous ses mandats (il était également conseiller général) pour raison de santé.

A nos lecteurs

Des perturbations et des retards ont eu lieu dans la distribution du numéro daté mercredi 29 juin à la suite d'un différend social concernant une partie du personnel du Monde. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1988 a été tiré à 337 181 exemplaires

A B C D E F G

Ainsi qu'il l'avait suggéré dans son rapport introductif, le principe d'une session sur « l'Europe de 1992 » a été accepté par le « parlement communiste ». Enfin, ayant « pris connaissance d'informations diverses concernant des projets de modifications des lois électorales » et voulant, par avance, contrer « de nouvelles décisions qui aggraveraient le caractère antidémocratique du système électoral », le PCF a constitué une commission « pour formuler les propositions d'action de cette campagne ». M^{me} Madeleine Vincent, membre du bureau politique, auteur d'un rapport sur les élections cantonales au cours de cette session, MM. Anicet Le Pors, ancien ministre, Charles Lederman, sénateur, Jacques Brunhes, député des Hauts-de-Seine et maire de Gennevilliers, président du conseil général de Seine-Saint-Denis, maire de Bobigny, figurent parmi les neuf membres de cette commission.

OLIVIER BIFFAUD.

Au conseil des ministres

M. Bernard Grasset est nommé haut commissaire en Nouvelle-Calédonie

M. Michel Rocard a présenté au conseil des ministres, le mercredi 29 juin, le projet de loi sur l'administration de la Nouvelle-Calédonie qui doit être examiné le 4 juillet par l'Assemblée nationale. Rendant compte du conseil des ministres, le premier ministre a indiqué que l'actuel haut commissaire, M. Clément Boubin, aux fonctions duquel il est mis fin, « a bien servi la République » et « admirablement assuré » sa tâche lors de la venue de la mission de conciliation. M. Boubin, a-t-il ajouté, « ne souhaite pas être associé à la mise en œuvre d'une nouvelle politique ». Il est remplacé par M. Bernard Grasset, actuellement préfet du Finistère. M. Boubin sera prochainement nommé président du conseil d'administration du marché d'intérêt national de Rungis.

D'autre part, il est créé un poste de préfet délégué pour le développement, confié à M. Jean-François Denis, sous-préfet hors classe. M. Jacques Kikawé sera nommé secrétaire général du territoire. Enfin, M. Gérard Belorgey, préfet

Sur le vif

Le bon moment

Dans ma série Comment-harçonner l'homme - ou - la femme - de voter - voir, emprunté à un manuel américain, un épisode-clé : le premier coup de téléphone. Elle l'a rencontré à une soirée chez des amis il y a exactement quarante-trois jours, six heures et neuf minutes. Il a pris son numéro de téléphone. Et il a dit en effleurant de ses lèvres enchanteresses la paume de sa main : A très vite ! Et puis, bon, toujours rien. Enfin, ça sonne ! C'est lui, enfin !

Il dit : Bonjour, c'est Jean Roger, on s'est vus chez... Il pense : Bonjour, c'est moi, c'est celui qui t'attend, sans bouffer, sans dormir, sans bouger, sans sortir depuis le 10 avril.

Elle dit : Oui, oui, je me souviens... Elle pense : Je lui donne jusqu'à demain matin, si, d'ici là, il ne s'était pas manifesté, je me serais poignardée, jetée, tailladée ou noyée.

Il dit : Quand est-ce qu'on se voit ?

Il pense : Je suis pris tous les soirs, mais j'ai terriblement envie de m'envoyer en l'air alors c'est pour deux ou trois d'intuition, tu m'inventes à prendre un verre vite fait, bien fait.

Elle dit : Attendez que je regarde mon carnet... Je... Heu... Je peux essayer de me libérer... Ce soir à dîner, si vous voulez. Ou demain.

Elle pense : Ou est-ce que tu dirais de ce soir jusqu'au dernier jour de ma vie ?

Il dit : Moi, je voyais plutôt mardi en quinze.

Il pense : Hou là, là ! Dans quoi, je m'engage, là ? Je devais être complètement pété ce soir là. Ça doit être un de ces tas ! Alors, attention, les filles. Ne vous laissez pas prendre au piège. Si vous voulez l'entendre, le coup de fil, c'est vous qui le donnez : quatre-vingt-six jours, douze heures et dix-huit minutes après l'avoir rencontré !

CLAUDE SARRAUTE.

Nette remontée du dollar surtout vis-à-vis du yen

Ramenés brutalement en arrière, le mardi 28 juin, par les interventions vigoureuses des banques centrales, les cours du dollar se sont renforcés, mercredi, en l'absence de nouvelles interventions de ces banques. A Paris, le « billet vert », après être revenu de 6,16 F à 6,06 F, se retrouvait, mercredi début d'après-midi à 6,1475 F, tandis qu'à Francfort, après une pointe à 1,83 deutschemark mardi, et une rechute à 1,796 deutschemark, il se redressait à 1,82 deutschemark. A Tokyo, en revanche, la tendance est résolument à la baisse : le dollar, légèrement plus faible mardi soir, à 130,80 yens, contre 131,70 yens, a vigoureusement progressé, dépassant 133 yens, au plus haut depuis six mois. Cette fermeté de la devise américaine vis-à-vis du yen est due, en grande partie, aux déclarations des officiels japonais, ministre des finances et gouverneur de la Banque centrale, suivant lesquelles aucune intervention n'était nécessaire. Le dollar, toutefois, approche de son cours supérieur limite, ce qui pourrait nécessiter une intervention de la Banque du Japon, a annoncé un porte-parole de l'établissement. Selon les opérateurs, ce cours limite se situerait vers les 135 yens.

GRÈCE

L'assassinat de l'attaché naval américain revendiqué par l'Organisation du 17 novembre

L'assassinat, le mardi 28 juin, à Athènes, de l'attaché naval américain en Grèce, le capitaine William Nordens, a été revendiqué dans la soirée du même jour par l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre dans un tract adressé à un quotidien athénien. L'officier a été tué par l'explosion d'une voiture piégée au moment où il quittait son domicile.

L'Organisation du 17 novembre tire son nom de la révolte de l'École polytechnique contre le régime des colonels en 1973. De loin la plus efficace de la nébuleuse terroriste grecque, elle a commis ces quinze dernières années de très nombreux attentats contre d'anciens tortionnaires connus de la dictature, contre les forces américaines et contre des hommes d'affaires.

En 1987, l'Organisation du 17 novembre avait commis deux attentats à l'explosif, en avril et en août, contre un car et un minibus de l'armée américaine, faisant vingt-sept blessés.

Les derniers attentats anti-américains ont généralement été rapprochés des négociations en cours pour le renouvellement des accords qui lient les États-Unis et la Grèce à propos des quatre grandes bases militaires américaines situées près d'Athènes et en Crète. Les États-Unis ont fermement condamné mardi l'attentat contre le capitaine Nordens et indiqué qu'ils attendaient que ses meurtriers soient traduits en justice. — (AFP, UPI.)

30% de remise sur quelques LITÉRIES CAPÉLOU

BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE 75001 PARIS - TEL. 33.57.46.35 - M^{me} PARMENIER

En été, il apprécie vestes et pantalons légers, chemisettes, et polos grandes griffes choisies à

LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra) Centre Commercial Vélizy 2 - détaxe à l'exportation